

Bouygues se désengage un peu plus en Afrique de l'Ouest
Lentement mais sûrement le groupe Bouygues, concessionnaire du service de distribution d'eau au Sénégal, de production et distribution d'eau et d'électricité en Côte d'Ivoire, se désengage de ces activités.

Page 5

Mais qui, en Afrique, connaît le plan Justice-Climat de M. Borloo ?

Lors de la rencontre qui s'est tenue du 26 au 28 novembre à Deauville (France), les ministres africains ont soufflé le chaud et le froid.

Page 23

Les Afriques

Spécial
N° 100

Rédaction : Alger, Casablanca, Dakar • No 100 : 3 au 9 décembre 2009

Le président Ben Ali au pied du mur



Finalement ce ne sont pas les ONG, ni les médias occidentaux qui pourraient infléchir le régime autoritaire du président Ben Ali, ce sont les investisseurs. Le modèle qui a fait le succès économique incontestable de la Tunisie touche à ses limites. Pour réduire le chômage des jeunes, et plus particulièrement des diplômés, le pays a besoin d'atteindre 7% de croissance. Impossible sans élargir le champ des investisseurs. Un objectif qui ne pourra être atteint que dans un climat de confiance à travers une économie plus ouverte, une justice indépendante, une presse libre et davantage de transparence dans les débats. A l'aube de son cinquième et dernier mandat, le président Ben Ali va-t-il procéder à l'ouverture tant attendue et rejoindre ainsi le club des rares chefs d'Etat africains bâtisseurs de nations modernes et démocratiques ?

Lire en page 3

Youssou Ndour, piètre ambassadeur de la microfinance



Une image internationale en prêchant pour les pauvres Africains.

Dans son livre à succès, Dambisa Moyo avait soulevé une vaste polémique. Elle s'en prenait, entre autres, à certaines vedettes du *show-business* qui se fabriquent à bon compte une image internationale en prêchant pour les pauvres Africains. Elle les accuse de se servir de la cause, davantage qu'ils ne la servent. Que n'a-t-elle pas entendu ? « Vous donnez bonne conscience à tous ceux qui ne veulent pas respecter leurs engagements sur l'aide au développement », lui a-t-on reproché. Aussi, à l'heure où Youssou Ndour se proclame en France « ambassadeur de la microfinance », se fait décorer citoyen d'honneur de la ville de Lille, se présente en griot généreux

et désintéressé qui en appelle aux deniers publics des pays développés, *Les Afriques* s'est intéressé à son fonds de microfinance, Birima, lancé à Dakar il y a deux ans avec le soutien du groupe Benetton et de nombreux « micro-investisseurs » pêchés dans les réseaux solidaires. La gestion de ce fonds souffre, pour le moins, de zones d'ombres étonnantes. Au terme de notre enquête, il semble bien que l'Afrique aurait tout à gagner si le chanteur se contentait de chanter et laissait les professionnels de la microfinance gérer correctement les maigres capitaux mis à la disposition des plus pauvres.

Lire en page 2

SPÉCIAL N° 100

La parole à nos lecteurs

100 lecteurs des *Afriques* ont répondu chacun à une question de la rédaction. Nous avons voulu, à travers cette action spéciale, démontrer que la richesse de notre journal réside d'abord

dans la qualité et l'exigence de ses lecteurs, la diversité de leurs savoirs, de leurs cultures et de leurs réflexions. Ces pages sont un panorama grand-angle d'une nouvelle Afrique en marche.

Une Afrique lucide, entreprenante, ouverte aux autres, qui ne va pas manquer d'étonner le monde ces prochaines années.

Lire en pages 6 à 17



ENQUÊTE

Yousou Ndour : mystère autour de 1,3 million de dollars

Lancé en fanfare avec l'appui promotionnel et financier du groupe Benetton, le fonds de microfinance Birima, confié à Yousou Ndour, est loin du compte. Le donateur italien aurait doté le fonds d'un million de dollars, dont le chanteur n'a jamais accusé réception. Le fonds aurait également emprunté plus de 200 000 euros auprès de « micro-investisseurs » qui perdent patience...



« J'avais un peu d'argent et je l'ai mis dans ce projet. »

Où est passé le million de Benetton ? C'est l'une des questions qui planent sur le fonds Birima, cette société de crédit coopératif née d'un projet du groupe italien, initiée en juin 2007 et visant à développer un fonds africain de microfinance,

tial de la structure coopérative, dès le départ « Birima a suscité un grand intérêt, enregistrant plus de 200 adhésions dès la première semaine. L'adhésion s'obtenait alors en fournissant une pièce d'identité, trois photos et 10 000 FCFA de frais (15,2 euros). L'objectif était d'atteindre 5000 membres en une année. » En ce qui concerne les crédits, Birima s'était fixé initialement un objectif de 500 accords de crédit sur cinq ans, pour une moyenne de 500 000 FCFA par opération.

Aujourd'hui, pour la plupart des professionnels sénégalais de la microfinance, Birima n'a pas rempli sa mission et n'a pas obtenu les résultats attendus. Pour K.C., gérant reconnu d'une structure islamique de microfinance soutenue par la Banque islamique de développement, « Birima ne connaît pas la même popularité que son auteur. Malgré les promesses, il n'y a qu'une seule agence ouverte où les éventuels clients doivent venir effectuer des versements. Le projet n'est pas populaire. J'ai moi-même essayé d'avoir des informations et on m'a rétorqué que Birima travaillera bientôt avec un réseau

Séduit par le discours généreux de l'icône sénégalaise, le groupe Benetton n'avait pris aucune garantie particulière et n'avait revendiqué aucun rôle dans la gestion de ce fonds.

géré et promu par Yousou Ndour.

Séduit par le discours généreux de l'icône sénégalaise, le groupe Benetton n'avait pris aucune garantie particulière et n'avait revendiqué aucun rôle dans la gestion de ce fonds.

C'est ainsi que, dans une déclaration à l'AFP datée du 13 février 2008, la star internationale affirmait que le fonds ne disposait, au départ, que d'un capital de 200 millions FCFA (305 000 euros) et laissait entendre qu'il en était lui-même le donateur : « Je ne veux pas de dons, je n'(en) demande pas. (...) C'est une question de dignité pour les Africains », ajoutait-il. Des déclarations reçues avec étonnement chez Benetton qui, depuis sa donation, n'a plus jamais reçu de nouvelles du « griot planétaire ».

Interrogé le 30 mars 2008 par le journaliste El Hadji Gorgui Wade Ndoye, Yousou Ndour allait encore plus loin et déclarait : « J'avais un peu d'argent et je l'ai mis dans ce projet. »

Quant au rôle de la multinationale italienne, il se serait, selon lui, limité à une campagne de publicité : « Je remercie Benetton, qui m'a fait bénéficier de sa campagne mondiale. (...) Avec cette multinationale, nous bénéficions de son savoir-faire et elle aussi retire un profit. Tout le monde y gagne. »

Espoirs déçus

Dès son lancement, l'objectif de Birima était ambitieux : « A partir du Sénégal, pays choisi comme projet pilote car il compte parmi les pays les plus stables du continent, l'expérience de microcrédit élaborée par Birima s'étendra ensuite progressivement à d'autres nations africaines », lisait-on dans le dossier de presse de lancement.

Selon Moustapha Ndiaye, coordinateur ini-

solidaire européen. » Pour la plupart des professionnels interrogés, Birima a disposé d'un budget initial de 200 millions de FCFA et n'est pas encore opérationnel.

Appel aux bailleurs de fonds

Un avis que ne partage pas Yousou Ndour, vedette d'un récent forum organisé à Lille intitulé « L'argent responsable : un monde plus éthique est-il possible ? » : « Ce n'est pas une



Le lancement de Birima avait été associé à une campagne publicitaire mondiale lancée en février 2008 et intitulée Africa Works.

banque en soi, c'est plus une mutuelle avec une démarche totalement différente. Nous avons aujourd'hui près d'un millier de clients », annonçait-il. Toutefois, l'artiste international reconnaît à mi-mot qu'il est nécessaire de « booster ce label Birima qui existe déjà et marche bien ». Pour cela, il en appelle aux « bailleurs de fonds qui ont l'habitude de prêter aux banques traditionnelles et qui peuvent aussi, en même temps, prendre en compte le

Sur le blog de ces « micro-investisseurs » commencent à poindre de sérieuses manifestations d'inquiétude de la part d'épargnants qui se plaignent d'un défaut de remboursement de Birima de 91,68% !

microcrédit ». « Si nous ne trouvons pas des institutions financières, ça va être difficile, au Sénégal comme ailleurs en Afrique », reconnaît celui que Martine Aubry vient de faire citoyen d'honneur de la ville de Lille.

Un directeur désemparé

Pour Ibrahim Thioune, ancien directeur général de Birima, qui a quitté la société il y a une année, il est clair « que l'objectif n'a pas été atteint et que le résultat est mitigé ». Pourtant, selon lui, l'absence de garantie demandée aux emprunteurs rend Birima très attractif, à juste titre puisque, statistiquement, 98% des microcrédits contractés au Sénégal sont remboursés.

M. Thioune précise qu'il ne souhaite pas communiquer les raisons de son départ de Birima, mais il semble évident qu'il déplore, a minima, le déficit d'activité de l'agence, ainsi que le retard dans l'exécution du business plan.

Il souligne également que Birima lève depuis un certain temps « de l'argent dans de nombreux pays, grâce à des réseaux solidaires comme MYC4.com », une plateforme en ligne qui invite les internautes du monde entier à « investir » par tranches de quelques euros dans des projets d'entreprises africaines de leur choix.

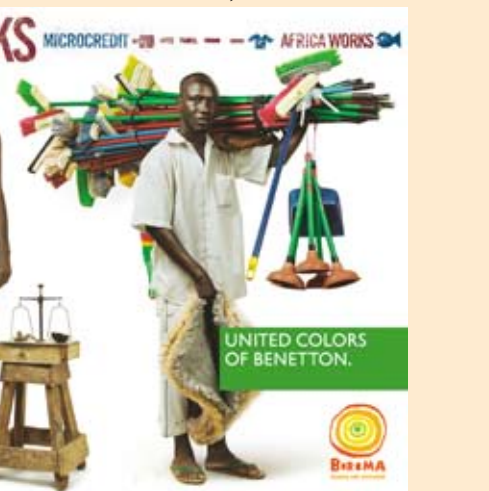
Défaut de remboursement

Nous nous sommes intéressés de plus près à cette plateforme, qui révèle, en effet, que

mique, que les petits emprunteurs ne peuvent plus rembourser et que des procédures judiciaires sont en cours pour forcer ces petites gens à honorer leurs créances⁽³⁾. Nous sommes bien loin des déclarations de l'artiste : « C'est une manière pour moi de lutter contre la pauvreté (...). J'ai pensé qu'il fallait partir sur des bases qui respectent nos traditions, la parole donnée. »

Un bilan officiel hésitant

Malgré tout, pour Abdoulaye Dieng, administrateur de Birima, l'affaire se porte très bien avec un flux de 1500 à 2000 comptes ouverts, dont plus de la moitié auraient déjà bénéficié de crédits. « La clientèle est essentiellement constituée de très petits commerçants, comme les vendeuses de poisson, les marchands ambulants, les salons de coiffure et de couture, qui présentent un très bon taux de recouvrement. » Selon M. Dieng, « pour obtenir un crédit chez Birima, il faut ouvrir un compte avec un dépôt minimum de 15 000 FCFA (23 euros) et être client régulier, depuis au moins trois mois ». Les crédits inférieurs à 500 000 FCFA sont attribués par un agent de crédit. Au-delà, ils sont accordés par le comité de crédit. La période de remboursement varie entre 24 et 36 mois et le montant maximum octroyé est de 10 millions FCFA (15 000 euros). Pour l'administrateur de la société, le volume des encours



de crédits octroyés, depuis le démarrage des activités, se situerait « entre 300 et 500 millions FCFA », mais il reconnaît ne pas être tout à fait certain de ces chiffres...

Adama Wade, Dominique Flaux

(1) <https://www.myc4.com/Invest/Providers/View/22094>

(2) <https://www.myc4.com/Forum/View/2/10087>

(3) <https://www.myc4.com/Invest/Providers/View/22094/Blog>

Tunisie : Ben Ali V face au défi économique

Chômage en hausse, investissements en berne, corruption indécrottable... Durant son 5^e et, en principe, dernier mandat, le président tunisien est appelé à ranimer un modèle de développement économique qui commence à donner des signes d'essoufflement.

Par Walid Kéfi, Tunis

Contrairement à ce que laissent croire les *satisfecit* accordés régulièrement au gouvernement tunisien dans le domaine économique par les institutions de *Bretton Wood* d'une part, et les vitupérations qui lui sont adressées par des médias occidentaux dénonçant « *un grave déficit démocratique* » de l'autre, le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali n'est pas uniquement attendu sur le terrain de l'ouverture politique au cours de son cinquième mandat. Réélu le 25 octobre

Les points de croissance qui pourraient permettre à la Tunisie de devenir un véritable « dragon de la Méditerranée » se trouvent aujourd'hui conditionnés par une meilleure répartition des richesses à travers une justice indépendante, une presse libre et davantage de transparence dans les débats.

dernier avec 89,62% des suffrages, Ben Ali a désormais fort à faire dans la sphère économique, où son bilan honorable lui a servi jusqu'ici de bouclier face aux attaques répétées sur l'état des libertés. A première vue, la Tunisie se porte très bien, avec un taux de croissance annuel moyen de 5% depuis quinze ans, l'un des plus élevés du Maghreb et dans le monde arabe. En 2008, ce petit pays, peu nanti en ressources naturelles, a vu son PIB par habitant (3759 dollars/7938 dollars en parité de pouvoir d'achat) dépasser les niveaux enregistrés en Libye et en Algérie, ses deux voisins gorgés de pétrole et de gaz. Une revanche de l'intelligence humaine sur la loterie géologique. Officiellement, la pauvreté ne touchait, l'an passé, que 3,9% de la population, contre 50% au lendemain de l'indépendance du pays, en 1956, et le taux de couverture sociale a été porté à 94% fin 2008, contre 54,6% en 1987. Autant dire que les fondamentaux économiques et les acquis sociaux sont bien solides.

Taux de chômage endémique

Une lecture plus profonde de la situation économique en Tunisie laisse, toutefois, apparaître que le modèle de développement tunisien donne des signes d'essoufflement inquiétants, qui se manifestent notamment par la montée du chômage des jeunes, la baisse des investissements, ou encore l'endettement excessif des ménages.

Le chômage demeure en tête des préoccupations, avec un taux de 14% (officiel), touchant près de 600 000 actifs. Pour



Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali.

les diplômés, ce taux grimpe à 16%. Des statistiques officielles parlent d'un taux de chômage endémique qui dépasse les 30% dans les rangs des diplômés de l'enseignement supérieur, en augmentation constante. « *Les diplômés chômeurs sont le point noir de l'économie, et sont surtout un sujet d'interrogation pour l'avenir* », note un diplomate européen en poste à Tunis.

La solution à ce défi lourd de menaces pour la stabilité sociale fait consensus. « *Tous les experts pensent qu'un taux de croissance aux alentours de 5% par an en moyenne est aujourd'hui insuffisant pour faire baisser le chômage. Pour réduire de trois points le taux actuel, il faudrait que la croissance soit au moins de l'ordre de 7%* », précise Mahmoud Ben Romdhane, professeur d'économie à l'Université de Tunis.

Investissement privé en baisse

Dans son rapport 2009, le FMI évalue, de son côté, à 6% le taux de croissance nécessaire pour réduire le chômage, et encourage le plus petit des pays du Maghreb à améliorer davantage le climat des affaires pour booster l'investissement privé, en stagnation ces dernières années.

Selon le FMI, le taux d'investissement en Tunisie est tombé d'une moyenne de 26,2% durant les années 90 à 23,5% du PIB l'an passé. Les principales raisons de cette chute : la peur de susciter des convoitises, omniprésente auprès des

investisseurs locaux, et la prolifération de la corruption et du clientélisme. « *Beaucoup d'hommes d'affaires qui avaient misé gros sans compter des alliés dans la sphère politique se sont faits brûler les ailes. Ce comportement de prédation qui a tendance à se développer inhibe aujourd'hui les investisseurs et nous coûte de précieux points de croissance* », indique un ancien haut cadre dans une banque privée.

Selon lui, les points de croissance qui pourraient permettre à la Tunisie de devenir un véritable « dragon de la Méditerranée » se trouvent aujourd'hui conditionnés par la réhabilitation de la confiance des investisseurs et une meilleure répartition des richesses à travers une justice indépendante, une presse libre, et davantage de transparence dans les débats. Même son de cloche chez l'ancien ministre de l'Agriculture, de l'Information et de l'Intérieur Taher Belkhodja : « *Le progrès économique implique désormais nécessairement plus de démocratie pour assurer la pérennité des acquis et sauvegarder la stabilité et la sérénité* », indique-t-il dans une tribune intitulée « *Les Tunisiens rêvent de changement* » publiée récemment dans les colonnes du quotidien français *Le Monde*.

Le chef de l'État va-t-il procéder à l'ouverture tant attendue et revendiquée, à l'intérieur comme à l'extérieur, et rejoindre ainsi le panthéon des rares chefs d'Etat africains bâtisseurs d'Etats modernes et démocratiques ? Le toilettage que devrait subir le gouvernement dans les semaines à venir pourrait, selon les observateurs, renseigner sur les orientations du 5^e mandat de Ben Ali.

Et de 100...



Adama Wade, Casablanca

Les Afriques existe depuis plus de deux ans. Depuis cette souscription de banquiers européens et africains en marge d'un forum EMA Invest à Genève, le journal financier a fait bien du chemin. De la tournée du directeur de publication, Dominique Flaux, à Alger et à Casablanca en mars 2007, à la première réunion de rédaction, tenue courant juin de la même année à Alger avec Chérif El Walide Seye, Ihssane El Cadi et Said Djaffer, le journal participe au rêve d'un forum africain de la finance et de l'intégration africaine. Par delà les frontières et les idéologies. Bien évidemment, les premiers pas furent difficiles. Il a fallu d'abord vaincre le syndrome de la presse panafricaine qui veut que toute rédaction sérieuse parlant de l'Afrique soit coltinée à Paris ou à Londres. En optant pour une plateforme centrale de la rédaction basée à Casablanca et des bureaux de rédaction en chef à Dakar et à Alger, nous avons fait le pari de l'Afrique. La mise à profit des nouvelles technologies nous permet toutes les semaines de retrouver nos quinze journalistes (Abidjan, Cameroun, Togo, Guinée, Congo, Egypte, Paris, Genève, Casablanca, Sénégal, Alger) et nos rédacteurs en chef autour de l'une des plus virtuelles des conférences de rédaction qui soient. L'arrivée de la fibre optique nous permettra de pousser encore plus loin nos capacités. Mais d'ores et déjà, nous pouvons dire que le chemin parcouru est immense. Avec 600 000 lecteurs, web et papier, une *newsletter* quotidienne adressée à 7000 dirigeants, une édition internationale et des éditions Maroc et Algérie (en attendant l'Afrique de l'Ouest et du centre dans quelques mois), *Les Afriques* s'est imposé dans son domaine comme forum de référence. Nos remerciements vont tout d'abord à nos lecteurs. Un échantillon assez représentatif de ce lectorat s'exprime dans ce numéro spécial. Nos remerciements vont aussi à nos actionnaires, lesquels, dans leurs domaines respectifs, de Casablanca à Genève, d'Afrique du Sud à Barcelone en passant par Paris, ont toujours témoigné d'un engagement indéfectible pour ce titre. Nos remerciements vont aussi à tous nos partenaires et annonceurs qui nous ont soutenus par leurs engagements financiers et leurs conseils. A tous nos partenaires médias dont *RFI*, *Africa n° 1*, *People TV*, *Vox Africa* et bien d'autres. A toute cette communauté d'experts, nous disons ce qu'ils nous disent tous les jours : le jour où l'Afrique aura maîtrisé l'information, elle pourra enfin vendre et acheter au juste prix.

Valeurs africaines



Washington et Paris font la cour à Paul Kagamé

Le Rwanda de Paul Kagamé est devenu le 54^e membre du Commonwealth, brisant la règle qui veut que cette organisation ne soit composée que des ex-colonies britanniques. Dans le même temps, Paul Kagamé a reçu longuement Claude Guéant, secrétaire général de la présidence de la République française, prélude au rétablissement des relations diplomatiques interrompues depuis 2006.



Teodoro Obiang Nguema réélu haut la main

Le président équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema a été réélu dimanche avec 96,7% des voix pour un nouveau mandat à la tête du pays qu'il dirige depuis son coup d'Etat de 1979, selon des résultats provisoires diffusés lundi. Un nouveau bail dénoncé par les organisations des droits de l'Homme, mais qui permet à Obiang de poursuivre sa « politique de modernisation du pays ».



Burundi : Agathon Rwaswa tronque le fusil contre l'urne

L'ex-rébellion burundaise des Forces nationales de libération (FNL) a désigné dimanche à Bujumbura son leader historique Agathon Rwaswa comme son candidat à l'élection présidentielle prévue en 2010. Au terme d'un congrès extraordinaire, ce grand amateur du maquis bascule dans le jeu démocratique.



Fodé Sylla en mission télécommandée

Le réseau *Sortir du nucléaire* a réclamé l'annulation de la récente mission confiée par le ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo à Fodé Sylla, salarié d'Areva, qu'il qualifie de « *pion avancé des autorités françaises pour convaincre les dirigeants africains de soutenir à Copenhague l'option nucléaire* ». La double casquette de Fodé Sylla dérange.



Après la politique, Roc Gnassingbé perd le foot

La disgrâce politique de Roc Gnassingbé, frère du président togolais, atteint un nouveau palier. L'actuel bureau de la Fédération togolaise de football qu'il présidait a été déposé en assemblée générale extraordinaire. Les causes de cette défiance dépassent le cadre sportif, même s'il est vrai que le football togolais est malade.



Louise Harbour donne des leçons à l'Afrique

La présidente de l'ONG International Crisis Group (ICG), Louise Harbour, estime que le président burkinabé Blaise Compaoré n'est pas « *l'homme le plus fiable* » pour servir de médiateur en Guinée, dans une longue tribune transmise vendredi à l'AFP. Une position qui tranche avec celle des principaux acteurs politiques guinéens, africains et onusiens. Louise Harbour ignore sûrement que le temps des leçons est révolu.

Poste Maroc partout, toujours
plus pour vous !



BANQUES

Egypte : NBE et Banque Misr vont créer une société de gestion immobilière

La Banque nationale d'Egypte (NBE) et la Banque Misr sont sur le point de lancer une société de gestion des biens immobiliers que les banques recevront dans le cadre des règlements de la dette des entreprises du secteur public. Dans la première phase, un terrain d'une valeur de 3,2 milliards LE sera transféré à la nouvelle société. La deuxième phase consistera à transférer des actifs d'une valeur estimée à 4 milliards LE.

Côte d'Ivoire : la BICICI améliorée de 28,44% sont résultat net
La Banque internationale pour le commerce et l'industrie de Côte d'Ivoire (BICICI) a enregistré une progression de 28,44% de son résultat net avant impôts au premier semestre 2009. Le montant réalisé est de 5,884 milliards FCFA au 30 juin 2009, contre 4,581 milliards FCFA à la même période de l'année 2008. Les encours de crédits clientèle ont progressé de 20 milliards, soit une hausse de 11,72%. Les dépôts clientèle ont également augmenté de 12,05%.

Gabon : United Bank for Africa ouvre une agence à Libreville

Dans le cadre de son déploiement sur le continent africain, la United Bank for Africa (UBA) a ouvert récemment une agence à Libreville et promet d'offrir « *un service de haute qualité et des solutions adaptées à tous les besoins de la clientèle* ». UBA vient s'ajouter aux six autres banques déjà présentes sur la place. Il s'agit notamment de la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Gabon (BICIG), de la BGFIBANK, de l'Union gabonaise des banques (UGB), de la Banque gabonaise pour le développement (BGD), de la Financial Bank et d'Ecobank.

Stanbic Nigeria réunit les 15 millions de dollars pour Agro Traders

La filiale nigériane de la Standard Bank Group Ltd a déclaré avoir complété le financement de 15 millions destiné à Agro Traders Ltd pour financer l'achat de fèves de cacao.

Les banques kenyanes sont fortes, selon le gouverneur de la Banque centrale

« *Les banques du Kenya sont fortes, elles augmentent leur portefeuille de clients et ouvrent de nouvelles branches, même en pleine crise financière mondiale* », a déclaré le gouverneur de la Banque centrale du Kenya, Njuguna Ndung'u.

Kenya : le bénéfice de la Stanbic Bank a baissé de 10,7% en neuf mois

La CFC Stanbic Bank Ltd, filiale kenyane de la Standard Bank Group Ltd, a déclaré que son bénéfice net pour les neuf premiers mois de 2009 a baissé de 10,7%, soit un montant de 656,42 millions de shillings (8,8 millions de dollars), contre 735,12 millions de shillings pour la même période de l'exercice précédent. Le revenu net d'intérêt a avancé à 1,86 milliard de shillings, contre 1,41 milliard de shillings un an plus tôt.

Nigeria Fidelity Bank prévoit d'acheter une des neuf banques en difficulté

La Nigeria Fidelity Bank (NFB) veut racheter un des neuf établissements bancaires secourus par la Banque centrale au début de cette année. La NFB est en attente des directives sur la façon dont l'offre sera lancée, a déclaré son directeur général, Reginald Ihejiabi. Il n'a pas indiqué à quelle banque s'intéresse Fidelity. La Banque centrale a injecté près de 600 milliards de nairas dans le système bancaire depuis la mi-août, après que ses vérificateurs ont découvert que neuf institutions bancaires avaient accumulé des créances douteuses. Les banques concernées sont Afribank, Finbank, Intercontinental Bank, Oceanic Bank, Union Bank, Bank PHB, Equatorial Trust Bank, Spring Bank et Wema Bank.

ASSURANCES

Angola : ENSA lance l'Assurance de la responsabilité civile de frontières

L'Entreprise nationale d'assurances d'Angola (Ensa) a lancé récemment l'Assurance de responsabilité civile de frontières dans la commune frontalière de Massabi, dont l'objectif est d'assurer les moyens de transport en provenance des pays voisins. Selon son

directeur commercial, Manuel Maria Esperança Assis, il s'agit d'une « *assurance de responsabilité civile automobile qui garantit la couverture aux voitures qui transitent la frontière pour entrer dans notre pays. Tous les dommages que ces voitures subiront seront à l'entière responsabilité de l'Ensa* », a-t-il précisé.

Côte d'Ivoire : les compagnies d'assurances luttent contre l'argent sale

Trente-deux sociétés d'assurances de Côte d'Ivoire se sont réunies le 18 novembre dernier pour coordonner leurs actions dans la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. « *Des études ont montré que les secteurs des assurances, notamment l'assurance vie, et de la capitalisation sont potentiellement exposés aux risques de blanchiment de capitaux* », selon Toussaint Bli, président de la Cellule de traitement des informations financières au niveau de l'Association des assureurs.

Afrique de l'Ouest : vers la création d'une compagnie de réassurance

Selon le secrétaire général de l'Association des compagnies d'assurances de l'Afrique de l'Ouest (WAICA), William Coker, son institution travaille sur un projet de création d'une compagnie de réassurance. Cette compagnie, dont le siège est prévu à Freetown (Sierra Leone), permettra aux sociétés d'assurances de renforcer leurs capacités et de maintenir les flux d'échanges aussi bien dans la sous-région que dans le reste du monde.

BOURSE

Libye : lancement des activités de la société de courtage en bourse Beltone

Depuis le 22 novembre dernier, la société de courtage en bourse Boltone Securities International (BSI), filiale de Beltone Financial Holding, est active à Tripoli, en Libye, pour des activités de services de courtage en bourse aux investisseurs libyens sur le marché financier libyen et les places financières de la région. Un communiqué de BSI précise que la société va offrir des prestations aux banques d'investissement en Libye, y compris dans les domaines de la restructuration des entreprises publiques, de la promotion des investissements sur le marché libyen, et de *consulting* en matière de souscription aux capitaux de sociétés.

Niger : le capital social de la BOA passe à 3,5 milliards FCFA

La filiale nigérienne de Bank of Africa (BOA) augmentera à partir de décembre 2009 son capital social par un apport en numéraire de 750 millions FCFA. Selon la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), cette opération verra la création de 75 000 actions d'une valeur unitaire de 30 000 FCFA. Le capital social de la BOA Niger passera de 2,75 à 3,5 milliards FCFA.

Egypte : Citadel Capital en bourse

Les actions de Citadel Capital, société de capital-investissement (*private equity*), ont été introduites en Bourse d'Egypte. Les actionnaires qui ne sont pas impliqués dans l'administration peuvent désormais échanger leurs actions. Citadel Capital possède un capital de 609 millions de dollars divisés en 661,6 millions d'actions, et gère un total d'investissements de 8,3 milliards de dollars à travers 17

projets à haut risque, mais aussi à haut rendement, dans plusieurs pays arabes et africains, notamment l'Egypte, l'Algérie, le Soudan, l'Ethiopie et le Kenya. « *Les actions seront échangées dans un délai de 5 à 8 jours* », a déclaré son président Ahmad Heikal le 23 novembre à Reuters. Citadel Capital, qui a souffert d'un manque de liquidités et qui a vu ses profits fléchir en raison de la crise mondiale, décidera de la période et du volume proposés à un droit préférentiel de souscription.

FINANCES PUBLIQUES

Afrique de l'Ouest : le paiement de la dette intérieure en bonne voie

Le Conseil des ministres de l'UEMOA a exprimé sa satisfaction de la mise en œuvre des décisions de paiement des arriérés de la dette publique intérieure des pays membres de l'organisation. « *Le Conseil des ministres a noté avec satisfaction que, sur les ressources financières d'un montant global d'environ 900 milliards FCFA d'arriérés de paiement de la dette intérieure, environ 700 milliards FCFA ont été mobilisés avec l'appui de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.* »

Afrique de l'Ouest : la BCEAO affiche une hausse de 13% de son total bilan en 2008

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a affiché une augmentation de son total bilan de l'ordre de 742,9 milliards FCFA au 31 décembre 2008, ce qui le porte à 6661,7 milliards FCFA, contre 5918,8 milliards FCFA pour l'exercice 2007, soit une progression de 13%. Selon les responsables de la banque, cette hausse s'explique essentiellement par l'accroissement de 5% des avoirs en monnaies étrangères. A cela il faudra ajouter une hausse de 185% des créances sur les établissements de crédit, et de 39% dans les opérations pour le compte des trésors nationaux des huit pays membres.

BCEAO : un quitus et une réserve

Le cabinet Racine (du groupe Ernst & Young) a certifié réguliers et sincères les états financiers de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) arrêtés au 31 décembre 2008. Il a émis néanmoins une réserve sur les actifs des agences de Bouaké, Korhogo et Man, qui ont cessé leur activité en 2002 suite à des attaques à main armée. Les autorités ivoiriennes se sont engagées à prendre en charge les pertes résultant des attaques après l'inventaire et l'évaluation des préjudices subis par la Banque centrale. Une convention relative au remboursement des encaisses dérobées, évaluées à 50,771 milliards FCFA, a été conclue le 4 décembre 2008 entre la Côte d'Ivoire et la Banque centrale. Le cabinet note cependant qu'au 31 décembre 2008, les actifs de ces agences, tels qu'ils figurent dans les états financiers centralisés de la Banque centrale, comprennent des immobilisations d'une valeur nette comptable qui s'établit à 1,784 milliard FCFA. « *En l'absence de finalisation du processus d'évaluation contradictoire du préjudice subi sur les immobilisations et d'un accord formalisé entre les parties, il ne nous a pas été possible d'exprimer une opinion sur l'incidence de ces opérations sur les comptes d'immobilisations.* »

FINANCES PUBLIQUES

Mauritanie : le FMA accorde 47 millions \$ pour la restructuration du secteur financier

Le Fonds monétaire arabe (FMA) a accordé un prêt de 47 millions de dollars à la Mauritanie pour aider la restructuration du secteur financier. Les réformes porteront essentiellement sur la création d'unités de contrôle financier au sein des départements ministériels, la modernisation du système des dépenses publiques et l'amélioration de la transparence et du contrôle de la gestion budgétaire dans le pays, a précisé Kane Ousmane, ministre des Finances.

Cameroun : le transfert d'argent en débat à Yaoundé

La capitale camerounaise Yaoundé abritait depuis le 23 novembre une conférence africaine sur le transfert d'argent en présence de participants de huit pays (Cameroun, Afrique du Sud, Gabon, France, Ghana, Kenya, Nigeria et Suisse) qui ont étudié les meilleurs moyens d'orienter des fonds provenant de la diaspora pour financer le développement économique du continent. Selon le directeur exécutif de l'Institute of Financial and Development Studies (IFIDS) du Cameroun, Simon Awanchiri, « *les transferts d'argent à destination des pays en voie de développement sont passés de 100 milliards de dollars en 2003 à 250 milliards en 2006 et à 340 milliards en 2008* ». Les sommes envoyées en Afrique « *s'élevaient à 40 milliards de dollars en 2008, contre 4 milliards de dollars en 2003 et 20 milliards de dollars en 2006* ».

Egypte : les annonces du gouverneur

Selon le gouverneur de la Banque centrale d'Egypte (CBE), Farouk El Okdah, les banques égyptiennes devraient être conformes à Bâle II d'ici la fin de 2011. Il a annoncé qu'il n'y aura pas de nouvelles licences bancaires à court terme et qu'il n'existe aucune intention de privatiser la Banque du Caire. Il a indiqué qu'United Bank sera privatisée une fois complètement restructurée. La banque a vu son déficit de provisionnement baisser de 4,7 à 1,4 milliard LE. El Okdah a ajouté que la CBE ne vendra pas sa participation dans Arab African International Bank (AAIB) tant que les conditions du marché ne s'améliorent pas.

Kenya : la Banque centrale prolonge le délai de vente des obligations d'infrastructures

La Banque centrale du Kenya (CBK) a prolongé au 1^{er} décembre le délai de la seconde opération de vente des obligations d'infrastructures. « *Le but de l'extension de la période de vente est de donner plus de temps aux investisseurs qui souhaitent participer à cette opération* », a déclaré Jackson Kitili, directeur des opérations monétaires et de gestion de la dette au sein de la CBK. Le gouvernement a lancé la vente d'obligations d'infrastructure d'une période de 12 ans pour une valeur de 18,5 milliards de shillings (249,16 millions de dollars). Le montant sera utilisé pour construire des routes, développer un projet d'énergie géothermique et des systèmes d'irrigation. Les dépenses du Kenya dans les domaines des infrastructures et de l'agriculture devraient augmenter de 15% en 2010.

Nigeria : les dépenses vont augmenter avec la hausse des prix du pétrole

Le gouvernement du Nigeria prévoit d'augmenter les dépenses publiques à 4,1 trillions de nairas (27,3 milliards de

dollars) l'année prochaine en raison de l'amélioration des revenus de l'industrie pétrolière suscitée par la hausse des prix et de la production. Les dépenses augmenteront de 1 trillion de nairas par rapport à cette année, selon le conseiller présidentiel Mohammed Abba-Aji. Le gouvernement s'attend à des revenus de l'ordre de 2,52 trillions de nairas. Le budget 2010 a été calculé sur un prix moyen du pétrole de 57 dollars le baril et un taux de change de 150 nairas pour un dollar. La hausse des prix du pétrole va permettre à la croissance économique d'atteindre 6,1% l'année prochaine, contre 5,86% pour cette année. L'économie a crû de 7,2% au deuxième trimestre, comparativement à 4,5% au cours du premier trimestre, et devrait augmenter d'environ 7,6% au troisième trimestre, selon la Banque centrale.

Kenya : baisse du taux d'intérêt directeur à 7% pour favoriser la croissance du crédit

La Banque centrale du Kenya (CBK) a abaissé son taux de référence de trois quarts de point de pourcentage dans le but de stimuler les crédits. Le taux de base a été abaissé à 7%, portant le total des réductions depuis le début de l'année à 1,5 point de pourcentage, a annoncé le gouverneur de la CBK, Njuguna Ndung'u. « *Etant donné que le risque de la hausse de l'inflation est faible, le risque de crédit est en baisse, et afin de soutenir la reprise économique naissante, le comité a estimé qu'il était indispensable de baisser le taux de référence pour stimuler la disponibilité du crédit* », précise le communiqué de la CBK. Le gouvernement prévoit une croissance économique de l'ordre de 2% cette année. La croissance des emprunts des particuliers et des entreprises a ralenti à une moyenne annuelle de 11,2% en septembre, contre 15,7% en août.

ASSURANCES

Sénégal : création d'une compagnie d'assurance agricole

Le président de la Fédération sénégalaise des sociétés d'assurances (FSSA), Mor Adj, a annoncé la création d'une nouvelle société d'assurance baptisée Compagnie d'assurance agricole du Sénégal (CNAAS). Le secteur agricole sénégalais représente plus de 60% de la population active et contribue à hauteur de 10% du PIB. « *Il était plus que nécessaire et urgent de renforcer le dispositif de promotion et de développement mis en œuvre par l'Etat par un nouvel instrument apte à sécuriser l'investissement des agriculteurs, des éleveurs et des organisations, les accompagnant par la mise à disposition de divers produits d'assurance* », a-t-il déclaré. La CNAAS, dont le capital s'élève à 2 milliards FCFA, a bénéficié d'une subvention à hauteur de 50% de ses primes d'assurance et d'une formation au profit de son personnel de la part de la Banque mondiale.

Communiqué

BGFIBank s’installe en France

L’Afrique aux Européens et l’Europe aux Africains. BGFIBank, en s’installant en France, veut servir les deux communautés d’affaires.



Le siège parisien de BGFIBank.

BGFIBank, le leader bancaire de la Communauté économique et monétaire de l’Afrique centrale, vient de franchir une nouvelle étape de son développement à l’international, en s’implantant à Paris. C’est le lundi 23 novembre dernier que sa filiale européenne BGFIBank International a démarré ses activités, dotée d’un capital social de 40 millions d’euros (26 238 280 000 francs CFA), entièrement détenue par BGFIBank SA. C’est en mars 2009 qu’elle avait obtenu l’agrément du Comité des établissements de crédit et des entreprises d’investissement (CECEI) pour exercer son activité de société financière à l’attention de la clientèle d’entreprises. Auparavant, elle disposait d’un Bureau de représentation en France. L’installation à Paris répond à un double objectif. Offrir aux investisseurs internationaux un accès direct aux opportunités d’investissements en Afrique, en mettant à leur disposition sa connaissance du marché, un réseau s’étendant sur plusieurs pays. Créée

à Libreville en avril 1971 sous le nom Banque de Paris et des Pays-Bas du Gabon, avant de devenir BGFIBank SA, elle est en effet déjà présente au Gabon, au Congo, en Guinée équatoriale, et vient d’obtenir un agrément bancaire à Madagascar. BGFIBank International entend également ouvrir aux entreprises africaines un plus large accès aux marchés des capitaux internationaux. La localisation de la banque en France n’a pas été le fait du hasard. Elle a choisi de s’installer, pour le meilleur service possible à sa clientèle, au cœur des affaires de Paris, au 10/12 de la rue du Général Foy, dans le 8^e arrondissement. Les aménagements ont également été pensés avec le même souci d’adapter les locaux au service des entreprises.

Un partenaire pour l’avenir

La direction générale de la nouvelle filiale du Groupe BGFIBank est confiée à Bernard Pedepat-Lamenichou, qui a l’avantage de

bien connaître la « maison » puisqu’il y a exercé, de 2000 à 2009, les fonctions de directeur général adjoint au siège à Libreville. L’ouverture de BGFIBank International en France constitue une étape supplémentaire dans le développement à l’international du groupe, qui confirme son ambition d’être « *un partenaire pour l’avenir* », grâce à ses 800 collaborateurs et ses 26 points de vente répartis sur quatre pays. La place conquise de leader du marché bancaire en zone CEMAC par son total de bilan, 849 milliards FCFA, comme par ses fonds propres et son résultat net, ne pouvait s’arrêter là. La politique d’innovation se poursuit donc. BGFIBank avait déjà été la première banque d’Afrique subsaharienne à être certifiée ISO 9001 Version 2000. Elle a ouvert l’année dernière une école, BGFIBank Business School, qui permet aux sociétés du groupe de recruter des ressources performantes formées aux métiers de BGFIBank. « *L’Ambition 2010* » qui a structuré son expansion est arrivée à terme avec des objectifs atteints. D’autres chantiers vont s’ouvrir, le déploiement d’une nouvelle signature visuelle, reflet de l’évolution permanente d’un groupe qui entend continuer à mettre le client au cœur de ses priorités et son positionnement de véritable portail financier.

Les métiers développés par le groupe

- Banque de détail
- Banque de financement et d’investissement
- Banque privée
- Transfert d’argent
- Microfinance
- Affacturage
- Crédit bail et leasing
- Crédit à la consommation
- Crédit immobilier
- Courtage en bourse
- Gestion et promotion immobilière
- Gestion sous mandat

Bouygues se désengage un peu plus en Afrique de l’Ouest

Lentement mais sûrement, le groupe Bouygues, concessionnaire du service de distribution d’eau au Sénégal, de production et distribution d’eau et d’électricité en Côte d’Ivoire, se désengage de ces activités.



Chez Bouygues, l’heure est à l’organisation des métiers de la maison autour des pôles construction, télécoms & médias.

Par Louis S. Amédé, Abidjan

Après avoir cédé en juillet 2008 au fonds de capital investissement Emerging Capital Partners (ECP) 29,3% du capital de Finagection, la holding détenant ses activités dans les secteurs de l’eau et l’électricité en Côte d’Ivoire et de l’eau au Sénégal, Bouygues, a remis le couvert il y a quelques jours de cela. La major française de BTP vient de se délester encore de 35,7% de ses parts dans Finagection. Au profit de qui ? Une fois de plus, ECP. Ainsi le fonds de capital investissement monte à 65% au capital. Et, dans la foulée, Olivier Bouygues, qui jus-

que-là présidait le conseil d’administration de Finagection, a cédé son fauteuil à Marcel Zadi Kessy, président des filiales ivoiriennes du groupe et administrateur de Finagection. Signe supplémentaire du désengagement progressif de Bouygues du secteur eau et électricité en Afrique de l’Ouest ?

TF1, Bouygues Télécom et Colas

Pour les avertis du secteur, cela ne fait l’ombre d’aucun doute. Et c’était prévisible depuis la cession par le groupe familial de la Saur pour « *concentrer ses investissements sur TF1, Bouygues Télécom et Colas* ». Et de faire remar-

quer que, depuis trois ans, le chiffre d’affaires de Finagection n’en finit pas de décroître. « *De 16,502 millions d’euros en 2006, il a chuté à 13,618 millions en 2007, puis à 12,898 millions en 2008, et les perspectives ne se présentent pas mieux, notamment en Côte d’Ivoire qui pèse plus de 70% du chiffre d’affaires et où la concurrence dans la production de l’électricité prend forme.* » Au quartier général du groupe Bouygues, les choses sont présentées autrement. Les explications déjà servies lors de la première cession en 2008 sont encore d’actualité : « *La volonté du groupe de faire évoluer la structure du capital de Finagection en y associant plus étroitement les salariés et des investisseurs régionaux.* » Donnée nouvelle toutefois, 10 à 15% supplémentaires du capital devraient être cédés à ces acteurs que devrait « *accompagner un partenaire de premier plan en Afrique* ».

Stratégie de sortie

En effet la stratégie de sortie du secteur eau et électricité ouest-africain du groupe Bouygues s’apparente, à quelques variantes près, à celle appliquée lors de la vente de la Saur. Ici, comme dans l’opération bouclée en 2005, l’acquéreur est un fonds de *private equity* et le cédant conserve une part minoritaire. Pour les syndicalistes du couple Compagnie ivoirienne d’électricité (CIE)/Société des eaux de Côte d’Ivoire (SODECI), qui ont vu venir la manœuvre mais qui l’évoquaient en empruntant des raccourcis, la grosse crainte actuellement est que « *le fonds de capital inves-*

tissement, aujourd’hui propriétaire de plus 60% des parts dans nos sociétés, veuille soumettre les services publics de l’électricité et de la distribution d’eau aux impératifs de rentabilité à tout prix qui guident les interventions des structures de ce type ».

A ce sujet, chez ECP, on se veut rassurant. « *Cet investissement dans Finagection vise prioritairement l’amélioration de la qualité de service, la satisfaction client, l’augmentation des rende-*

Le chiffre d’affaires de Finagection n’en finit pas de décroître, « notamment en Côte d’Ivoire qui pèse plus de 70% du chiffre d’affaires et où la concurrence dans la production de l’électricité prend forme ».

ments, la lutte contre la fraude et la poursuite des politiques de cohésion sociale et de développement durable », assure-t-on. Et, à cet effet, ECP envisagerait d’investir 60 millions d’euros dans le développement de la CIE et de la SODECI. Chez Bouygues, l’heure est à l’organisation des métiers de la maison autour des pôles construction, télécoms & médias. Quelques mois encore, et puis l’activité de production et distribution d’eau et d’électricité sera un bien vieux souvenir.

Les Afriques N° 100

écrit par ses lecteurs

ABDOU DIOUF



Abdou Diouf est né le 7 septembre 1935 à Louga. Le 26 février 1970, il est nommé Premier ministre, fonction qu'il occupera pendant 11 ans avant de devenir président de la République du Sénégal le 1^{er} janvier 1981, à la suite de la démission du président Senghor. Plusieurs fois reconduit à son poste par les électeurs, il cède sa place à Abdoulaye Wade à la tête de l'Etat sénégalais lors des

élections présidentielles de mars 2000. Ses différents mandats furent placés sous le signe de la politique d'ouverture au multipartisme, sur la libéralisation progressive de l'économie et sur la décentralisation. Succédant à Boutros Boutros-Ghali, Abdou Diouf a été élu secrétaire général de la Francophonie au IX^e sommet de la Francophonie, le 20 octobre 2002 à Beyrouth, et reconduit dans cette fonction lors du XI^e Sommet organisé à Bucarest.

Comment l'OIF contribue-t-elle à l'expansion des entreprises d'Afrique francophone dans le monde ?

Dans le domaine de l'économie, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a d'abord pour mission d'accompagner les Etats dans la formulation et la conduite des politiques économiques. Elle mène également, depuis plusieurs années, des actions plus directement destinées à soutenir le secteur privé. Dans le domaine de la culture, l'OIF forme les entrepreneurs à mieux valoriser leurs projets. Dans le domaine des marchés publics, l'OIF s'intéresse à la participation du secteur privé à la régulation et intervient auprès des structures d'appui au secteur privé pour les aider à délivrer de nouveaux services dédiés à l'accès des entreprises aux marchés publics financés par l'aide au développement, ce qui représente un volume de marchés considérable pour les entreprises africaines.

On peut également citer les rencontres acheteurs-vendeurs réalisées sur le continent avec l'appui de l'OIF, qui permettent aux entrepreneurs d'Afrique et d'Asie de nouer des relations d'affaires. L'ensemble de ces actions est réalisé en partenariat avec des réseaux économiques francophones, tels la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) et le Forum francophone des affaires (FFA), qui avaient joué un rôle significatif dans la tenue de la Rencontre internationale de la Francophonie économique (RIFE) à Québec en mai 2008. Les entreprises, et je pense principalement aux petites et moyennes entreprises, ont ainsi la possibilité de s'informer des opportunités d'affaires à l'international, de regarder au-delà de leurs frontières. Cela contribue également à renforcer leurs capacités à affronter la concurrence régionale et internationale, tant sur leur territoire qu'à l'étranger, et à tirer parti de la mondialisation.

GG

JAMAL SAGHIR



Directeur Eau, Energie, Transport, vice-président Développement durable, Banque mondiale

En quoi le changement climatique va-t-il influencer la stratégie de la Banque mondiale en Afrique ?

L'adaptation aux nouveaux risques, induits par le changement climatique, rendra le développement plus coûteux. Le prix de cette adaptation pourrait représenter entre 5 et 10%

du PIB de l'Afrique. D'ici 2020, entre 75 et 250 millions de personnes vivant en Afrique seront exposées au stress hydrique, et certains pays risquent de voir leurs terres cultivables réduites de moitié. L'Afrique doit déjà faire face aux effets négatifs de la perte annuelle de 1 à 2% de son produit intérieur brut due à l'instabilité du climat.

L'accès à l'énergie est essentiel à la croissance économique. L'exploitation des vastes ressources renouvelables du continent exige des technologies nouvelles et des moyens financiers adaptés qui pourraient être compensés par l'émission de certificats de CO₂ et contribuer ainsi à la croissance mondiale ; mais cela seul ne suffira pas. Plus de financements internationaux sont nécessaires pour créer des opportunités de développement économes en CO₂, des inves-

tissements adaptés au changement climatique.

DF

BRAHIM BENJELLOUN-TOUIMI



Administrateur directeur général de BMCE Bank

Comment voyez-vous l'Afrique de 2010 ?

L'Afrique est une région que regardent de plus en plus les pays développés parce qu'ils se rendent compte que c'est un continent qui a dépassé le milliard d'habitants, avec une population jeune qui risque de doubler dans les cinquante prochaines années. C'est une population jeune, et ce serait un gâchis qu'au nom d'un égoïsme national ou d'un égoïsme communautaire au nord de la rive Méditerranée, ou ailleurs à travers le monde, on ne profite pas de toutes ces opportunités. Il faut avoir des démarches de plus en plus harmonisées. Prendre conscience qu'il y a des problématiques qui dépassent les problématiques nationales. C'est comme ça qu'on peut garder et nourrir l'espoir pour l'Afrique. Mais il faut aussi que les Africains se prennent en main, et sans attendre l'aide publique qui arrive.

AW

JEAN STÉPHANE BIATCHA



En 1992, Jean Stéphane Biatcha rejoint le Cabinet civil du président de la République du Cameroun, où il occupe actuellement le poste de conseiller technique. Il assume également le poste de président du comité de gestion du CIRCB, de secrétaire général adjoint de la Fondation Chantal Biya, et de secrétaire exécutif de Synergies Africaines.

Fondée à l'initiative de Chantal Biya, Synergies Africaines contre le sida et les souffrances a lancé un plan d'action d'urgence allant de 2007 à 2009. Quel bilan en tirez-vous au terme de cette période ?

Le plan d'action stratégique 2007-2009 consacrait trois axes prioritaires d'intervention : la réduction de la transmission du VIH de la mère

à l'enfant, la réduction de la mortalité maternelle et infantile, l'atténuation des souffrances de l'enfant africain, notamment les orphelins, les enfants vulnérables et ceux victimes des conflits.

Les premières Dames d'Afrique, sous l'impulsion de Chantal Biya, ont animé plusieurs conférences internationales et multiplié les actions de sensibilisation. Pour se donner davantage de moyens, Synergies Africaines a conclu des accords de partenariat avec plusieurs grandes entreprises internationales telles que Microsoft Afrique du centre et de l'Ouest, Sanofi Aventis, Geodis Valenda, Inverness Medical Innovations, ou encore PBC Hostorg Risk Management. Au niveau de la lutte contre le sida, cette mobilisation a permis des campagnes de sensibilisation de masse, ainsi que l'acquisition de 20 000 nouveaux tests de diagnostic rapide. Pour les enfants vulnérables, un projet d'« Ecoles pratiques d'agriculture et de vie » a été expérimenté avec succès en partenariat avec la FAO. Un peu plus de 30 000 enfants ont, par ailleurs, été sensibilisés au bon usage du médicament et sur les dangers des médicaments contrefaits.

GG

LUC RIGOUZZO



Luc Rigouzzo est directeur général de Proparco, filiale de l'Agence française de développement, dont la mission est de favoriser les investissements privés dans les pays émergents et en développement, particulièrement en Afrique. Son bilan 2008 est de 1,6 milliard d'euros.

Dans le secteur du capital investissement, où se situe l'Afrique subsaharienne par rapport à la Méditerranée, en termes de rendements et de risques ?

Comparer la performance du capital investissement dans ces deux régions est un exercice difficile, car cette activité y présente une maturité très différente. Le capital investissement en Méditerranée est, globalement, un marché plus mature, qui s'est développé il y a plus de quinze ans, en transition démographique et avec un taux de croissance des économies moins élevé que ceux de l'Afrique subsaharienne. En Afrique subsaharienne, le capital investissement est un peu plus récent, mais a eu des retours élevés en fin de cycle haussier, notamment en raison du boom des télécoms.

Le profil de risque est donc perçu comme plus élevé en Afrique subsaharienne (économies moins structurées, secteur bancaire plus développé, risque pays, liens économiques moins denses avec l'Europe, opportunités de cession des investissements moins importan-

tes), mais notre observation est qu'à ce stade les rendements potentiels sont également plus élevés (taux de croissance plus élevés). Il est d'ailleurs logique qu'il y ait un lien entre le risque perçu et les rendements attendus, encore que ceci soit sans doute à nuancer selon les secteurs.

AW

MOUSSA DIOMANDE



CEO du Group GLS Catering & Services. Basée à Abidjan, cette entreprise africaine a réussi une percée remarquable dans les secteurs de la restauration collective et du facility management, aussi bien en offshore (plates-formes pétrolières) qu'en zone onshore (hôpitaux, banques, entreprises, institutions publiques, mines, etc.).

Sur quelle zone ou secteur d'activité fixez-vous votre prochain objectif de croissance ?

Nous avons une forte présence en Afrique de l'Ouest et centrale (Côte d'Ivoire, Gabon, Bénin, Congo, etc.) et nous comptons y poursuivre notre croissance. Mais nous travaillons également au développement d'autres zones telles que le Moyen-Orient et l'Europe. La restauration collective ainsi que le facility management représentent notre cœur de métier. Le fait d'exercer ce métier, parfois dans des environnements très difficiles et complexes, comme les plates-formes pétrolières, nous a amenés à développer un savoir-faire et une expertise particulière, autant en matière de sécurité alimentaire et d'hygiène que de qualité.

DF

NICOLAS CLAVEL



Gérant du fonds africain Scipion Capital

Comment Scipion Capital a-t-il traversé la crise financière ?

La crise des subprimes est arrivée à peu près au moment où nous avons lancé le fonds ! Ceci a bien entendu rendu la collecte beaucoup plus difficile. Cependant l'avantage a été que nous sommes restés une structure souple avec des frais fixes relativement modestes. Nous avons donc été mieux à même de gérer la

situation que certaines structures qui avaient déjà levé des centaines de millions de dollars et qui ont subi des demandes de remboursement importantes, avec comme résultat beaucoup moins de revenus, mais les mêmes frais fixes.

Dans nos fonds actions, nos investisseurs sont essentiellement des fortunes privées. La tendance a été de se positionner sur le long terme. Nous n'avons eu que très peu de demandes de remboursement.

Dans le cadre de notre fonds de financement des matières premières, la crise financière nous a été bénéfique. Beaucoup de banques ont dû se retirer de ce marché, ce qui a créé un vide que nous remplissons dans la mesure de nos moyens. Le fonds a maintenant 28 mois d'existence et 28 mois de performances positives (environ 10% de rendement par année).

La période la pire était le mois de février de cette année. Autant à Genève il y avait une certaine sérénité (hormis les personnes investies dans Madoff), autant la situation à Londres relevait de la panique. Depuis le mois de mai on sent le vent tourner légèrement, mais les blessures sont encore fraîches. Convaincre les investisseurs d'ouvrir leur porte-monnaie pour investir en Afrique reste un challenge !

DF

ALAIN RETIÈRE



PNUD ClimSAT (en cours de création) fournira aux régions du monde, notamment aux plus pauvres et vulnérables, des informations précises en matière de climatologie grâce à la constitution, dans un premier temps, d'une banque d'images. Basée à Brest, elle bénéficiera également des compétences scientifiques locales en matière de climatologie et d'océanographie.

Quelle est, selon vous, la principale menace que le changement climatique fait peser sur l'Afrique ?

Le changement climatique est irréversible et l'Afrique doit s'y préparer, d'abord parce qu'elle est particulièrement exposée aux aléas climatiques extrêmes, et les climatologues sont assez nombreux à être formels pour ne pas prendre à la légère la menace pour les populations, en particulier les plus vulnérables, que ce soit dans les villes ou dans les campagnes. Mais la principale menace climatique est l'incertitude des scénarios (quelles sont les régions qui seront plus sèches ou plus humides et à quelles échéances ?).

La planification territoriale et l'anticipation des changements n'étant pas des domaines d'excellence en Afrique, on peut craindre que beaucoup de pays ne se laissent déborder par l'ampleur des changements. La seconde grande menace

LAURE OLGA GONDJOUT



Ministre de la Communication du Gabon (ici avec le président Ali Bongo)

Quel rôle pour la communication dans le Gabon émergent ambitionne le nouveau président ?

L'ambition du président est de hisser le Gabon sur une rampe de lancement, le conduisant vers un décollage économique global, en un mot de faire du Gabon un pays émergent. Le concept de « Gabon émergent » procède de cette ambition légitime et galvanisatrice.

Toute la charpente de l'édifice socioéconomique est appelée à cet effet à être remodelée, sinon complètement ajustée.

Il va de soi que cette grande ambition ne peut être réalisée qu'avec l'adhésion volontaire et citoyenne de chaque Gabonaise et de chaque Gabonais. La valorisation de l'homme, première richesse d'un pays demeure dans cette ambition présidentielle l'alpha et l'oméga de cette dynamique.

Cet « *Omo gaboninsis* » doit être en mesure d'avoir la vision nécessaire, les capacités d'anticipation qui lui permettent de s'approprier le projet. D'opérer des arbitrages habiles de toutes les potentialités disponibles. Surtout, de sortir progressivement de l'économie de rentes et de n'avoir en point de mire que le développement technologique et scientifique, générateur de ressources plus pérennes. Les ressources du sol et du sous-sol dont la nature a bien voulu doter le Gabon n'étant que de simples vecteurs permettant d'accompagner le processus.

Le rôle du Ministère de la communication dans ce challenge est, de ce point de vue, central. Porte-voix du Gabon dans le sens de l'édification et de la conscientisation des opinions, le devoir du ministère est d'amener les Gabonais à s'approprier le projet. A relayer auprès des gouvernants les attentes et les appréciations des bénéficiaires. Un rôle d'interface entre la communication pour le développement et la nécessaire mission pédagogique que les médias dans les pays en développement jouent dans l'émancipation des populations.

pour l'Afrique tient au fait que c'est un continent vaste, peu développé, riche en ressources et peu maître des leviers de son destin. Du fait du réchauffement global, les appétits extérieurs pour l'Afrique, ses richesses humaines et naturelles, se renforceront, d'autant plus que la crise énergétique globale s'intensifiera dans le même temps. Plus encore qu'aujourd'hui l'Afrique devra se décentraliser, retrouver ses valeurs solidaires et mieux s'organiser pour défendre son avenir.

DF

PAUL DERREUMAUX



Président du groupe Bank of Africa. BOA est une symbiose réussie entre les cultures occidentale et africaine qui, en quelque vingt années, a fait émerger un réseau bancaire leader dans plusieurs pays africains.

Le groupe BOA est présent en Afrique de l'Ouest et de l'Est. Avez-vous des projets pour l'Afrique centrale ?

Le groupe BOA, historiquement fondé et basé en Afrique de l'Ouest francophone, est d'abord sorti de sa zone traditionnelle d'intervention en 1999 en s'installant à Madagascar, puis, à partir de 2004, en Afrique de l'Est anglophone, au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie. En ce qui concerne l'Afrique centrale, nous y sommes déjà d'une certaine façon, puisque la Banque de crédit de Bujumbura (BCB) est

membre du réseau Bank of Africa depuis 2008, même s'il est vrai que le Burundi est parfois classé en Afrique centrale, parfois en Afrique de l'Est.

En tous les cas, notre implantation en Afrique centrale passera par une nouvelle BOA en République démocratique du Congo, la BOA-RDC, qui verra le jour début 2010. Nous avons obtenu l'agrément, le programme de développement de cette nouvelle entité de notre réseau est arrêté, nos équipes sont sur place et les travaux de notre siège bien engagés : reste maintenant à faire connaître notre savoir-faire dans ce grand pays d'Afrique centrale.

Plus largement et comme vous le savez, le groupe BOA a des ambitions continentales, donc y compris en Afrique centrale.

DF

ALBERT BOURGI



Professeur de droit public à l'Université de Reims, directeur du Centre d'Etudes rémois des Relations internationales (CERRI).

Pourquoi pensez-vous que l'on assiste à un reflux de la démocratie sur le continent ?

C'est, hélas, le constat auquel renvoie inexorablement l'observation de la vie politique en Afrique subsaharienne, au cours des dernières années. On assiste, dans un nombre de plus en plus important d'États, à une sorte de reniement des ac-

quis démocratiques arrachés par les mouvements de contestation politique du début des années 90, pour ne pas dire à une restauration pure et simple de certaines logiques autoritaires, qui prévalaient à l'époque du parti unique. C'est de cette dérive que procède le retour des coups d'État, dont les auteurs, contrairement au passé, poussent le vice jusqu'à les justifier au nom de la démocratie, s'abriter derrière un discours légaliste et à promettre la tenue rapide d'élections vouées à leur conférer une légitimité tout de suite certifiée par la prétendue communauté internationale.

Les entorses à la légalité constitutionnelle, illustrées jusqu'à la caricature par les événements récents en Mauritanie, à Madagascar et en Guinée, s'inscrivent dans un contexte plus général, marqué, d'une part, par la réapparition des démons présidentielistes, à travers

un mode d'exercice solitaire et narcissique du pouvoir, d'autre part, par un essoufflement du processus de réhabilitation du suffrage universel, impulsé par la création de structures autonomes de gestion des élections. Cette évolution se traduit, entre autres, par la remise en question des verrous constitutionnels limitant les attributions du chef de l'État et leur longévité au pouvoir. Désormais, les présidents de l'ère « démocratique » ressemblent en tout point à ceux de l'ère du système de parti unique. Quant aux élections, loin d'ouvrir la voie à d'éventuelles alternances démocratiques, elles donnent aujourd'hui lieu à des manipulations, dont la forme extrême aboutit à l'avènement de successions dynastiques, lourdes de périls pour les pays concernés.

Cela étant, l'aspiration à la démocratie des populations africaines

n'a pas faibli, et, faute de pouvoir s'exprimer par les voies légales et pluralistes, elle risque d'emprunter des cheminements tragiques, à contresens des politiques de développement dont l'Afrique a un ardent besoin.

CES

ABBAS JABER



Abbas Jaber, PDG d'Advens, qui a racheté les filières coton de Dagris.

Le coton a-t-il encore un avenir en Afrique ?

Le démantèlement des filières coton intégrées, éclatées en plusieurs sociétés, a entraîné une faiblesse financière et commerciale des sociétés qui n'ont pu faire face à la chute des ventes en 2007, qui a elle-même entraîné la baisse des cours, aggravée, pour la zone CFA, par la baisse du dollar. Avec l'invasion des huiles de palme à prix bradés, qui a concurrencé le marché des autres huiles et entraîné l'écroulement des débouchés de la graine de coton, la filière connaît des difficultés.

Mais l'avenir s'annonce prometteur. Tous les protagonistes (Etats producteurs, Etats du Nord, bailleurs de fonds, acteurs privés) ont pris conscience que le coton est une culture stratégique. Il fait vivre environ 20 millions de personnes en Afrique subsaharienne et il contribue, par ailleurs, à la sécurité alimentaire. Les revenus tirés du coton permettent aux paysans

Bravo Les Afriques ! Toutes nos félicitations pour votre 100^{ème} édition !

De la part de Safmarine, votre partenaire commercial africain d'hier et de demain.

Tous nos vœux de réussite pour les 100 prochaines éditions !






PEOPLE MAKING THE DIFFERENCE

Pour obtenir les coordonnées de notre représentant local, consultez notre site internet: www.safmarine.com

AMIR BEN YAHMED



Vice-président du groupe Jeune Afrique

► **Comment voyez-vous l'avenir des médias africains ?**

Je suis optimiste. Ils vont continuer à se développer au rythme des économies nationales. La croissance permettra à la fois l'augmentation du nombre de lecteurs et l'arrivée sur le marché de nouveaux annonceurs. Les médias pourront ainsi trouver petit à petit

un équilibre financier, voire être prospères, ce qui n'est pas chose aisée dans ce secteur. Mais attention, comme dans tous les métiers, la prime ira aux plus professionnels. Et dans ce domaine le continent est encore confronté à des écueils importants. Les deux principaux points noirs sont la faiblesse de la réglementation du métier et l'absence de cursus académique de haut niveau. Il incombe, à mon sens, aux espaces régionaux de les résoudre en instituant une commission *ad hoc* et en aidant à établir une grande école africaine de journalisme sous un label international, à l'instar de ce qui se fait par exemple dans les pays du Golfe. Dans le cas du Maghreb, les problèmes de marché ne se posent plus vraiment. En revanche, la question de la formation et de la réglementation, souvent liée au contexte politique, demeure.

DF

d'acheter les engrais nécessaires aux cultures vivrières.

C'est pourquoi, les acteurs ont convenu de restaurer les filières intégrées coton-huile-tourteau, de réagir contre l'invasion des huiles de palme bon marché, de commercialiser plus efficacement le coton africain, en fédérant les filières par région pour traiter à égalité avec les intervenants sur un marché devenu oligopolistique, et de produire de nouvelles semences pour augmenter les rendements, baisser les prix de revient et augmenter les revenus.

Les Etats africains s'engagent aussi à mieux gérer les filières nationales. Avec la baisse des surfaces cotonnières aux Etats-Unis en faveur d'autres cultures, sources de bio-énergie, et la hausse du marché en volume et en prix, anticipée par les études économiques internationales, le coton africain, de meilleure qualité, compétitif dans le cadre d'une concurrence loyale, indispensable au maintien à la terre des paysans, a un bel avenir devant lui. Notre groupe Advens/Geocoton entend être un acteur de premier plan de ce renouveau.

CES

HAMADOUN TOURÉ



Porte-parole de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) depuis novembre 2004.

► **Que reste-t-il à régler pour enfin organiser les élections en Côte d'Ivoire ?**

Présentée par ses pourfendeurs comme les seins de l'Arlésienne, l'élection présidentielle ivoirienne est en passe de devenir réalité. S'imposant progressivement comme une donne irréversible, le scrutin a été pendant longtemps la proie de retards inhérents tant à sa complexité technologique qu'à la nécessité de substituer la confiance à la méfiance.

Quel chemin parcouru pour venir à bout du pessimisme ambiant qui semblait être, il n'y a guère, le plus grand commun dénominateur. A-t-

on restauré la confiance en même temps que la paix et la sécurité ? Les lendemains post-électorales répondront à cette question.

En attendant, le plus dur reste à venir. Que reste-t-il ? Essentiellement deux étapes après le traitement des réclamations qui doit déboucher sur la production de la liste électorale définitive. Techniquement, il faudra confectionner environ 6,5 millions de cartes d'électeurs et autant de cartes d'identité, et les distribuer aux populations. Ensuite, il s'agira de la course effrénée d'une quinzaine de candidats pour un seul fauteuil. Ce sera le temps de l'ambition et de la passion, c'est-à-dire de l'émotion. Ce sera le lieu de confrontation de ce que l'homme a de pire (la haine) et de ce qu'il a de meilleur (l'amour). Il y aura un vainqueur et quatorze perdants, arithmétiquement parlant. Politiquement, l'enjeu est de faire de la nation ivoirienne la grande gagnante du scrutin. C'est le pari de la transcendance. Il peut être gagné si, au milieu des flots, des doutes et des incertitudes qui constituent son lot quotidien, l'homme arrive à maintenir le cap et à écouter sa lucidité, c'est-à-dire ce qu'il a de meilleur en lui.

CES

YASMINE BAHRI DOMON



Directrice de Stratégie Communication, Paris-Genève.

► **Quelle est, selon vous, la première mesure que les pays africains devraient prendre pour améliorer leur image internationale ?**

Communiquer ! Chaque pays d'Afrique devrait adopter une stratégie de communication globale, cohérente et orientée sur le long terme, en mettant en avant l'âme, l'authenticité, la qualité des hommes et des femmes qui le peuplent et qui sont ses meilleurs atouts. Pour qui connaît quelque peu les pays africains, il est indéniable qu'ils en regorgent. En tant qu'Africaine, passionnée par son conti-

nent, j'ai envie de dire, aux peuples africains comme à leurs dirigeants, « Croyez en vous ! Communiquez sur vos différences. »

Dans ma vie professionnelle, j'ai eu la chance de voyager un peu partout dans le monde. Celui que l'on qualifie de développé et celui qu'on considère en voie de développement. Ces voyages m'ont enrichi, ouvert l'esprit et permis de découvrir les mille potentialités et richesses des peuples africains. L'Afrique, quand elle sait se défaire des oripeaux desquels on a trop l'habitude de l'habiller, sait se montrer belle, grande, généreuse, jeune et... incroyablement moderne !

DF

WILLY DELORT HEUBO



Analyste financier BMCE Capital Cameroun

► **Quelles sont les réformes indispensables pour le décollage du système financier camerounais ?**

Il y a trois axes qui me paraissent essentiels : le financement des projets structurants, et du haut de bilan des entreprises, l'accompagnement des projets agricoles, et le soutien aux PME.

Les infrastructures, c'est le principal corollaire du développement. Le retard accusé au Cameroun en matière d'infrastructure, d'énergie et de transport n'est pas digne de sa position d'économie phare de la sous-région. Un certain nombre de projets a été heureusement identifié, dont certains sont classés prioritaires. Cependant il n'existe pas de banque d'investissement au Cameroun.

Concernant le second point, qui est l'accompagnement des projets agricoles, il faut noter qu'historiquement l'économie camerounaise repose sur l'agriculture. Elle représente en moyenne 40% du PIB et, en valeur, près de 70% de ses exportations. Paradoxalement, il n'existe pas de banque agricole au Cameroun. Le dernier point, c'est l'accompagnement des PME qui représentent près de 90% du paysage économique camerounais. En réalité ça aurait dû constituer une priorité nationale absolue.

La fiscalité appliquée aux entreprises au Cameroun, notamment l'IS, est des plus élevées sur le continent. Elle est de 38,5%, contre 35% au Gabon ou en Côte d'Ivoire, ou encore 25% au Sénégal. Ce n'est pas adapté à l'investissement, et encore moins à une économie constituée de PME.

AW

JAWAD KERDOUDI



Président de l'IMRI (Institut marocain des relations internationales).

► **Le G20 a-t-il pu sortir le monde de la crise financière et économique ?**

Les décisions du G20, et notam-

ment les énormes plans de relance des Etats-Unis, de l'Union européenne et de la Chine, ont commencé à donner des résultats. La plupart des pays sont sortis de la récession au troisième trimestre 2009 : Etats-Unis (+0,9%), Zone euro (+0,4%), Japon (+1,2%), Brésil (+1,9%), Russie (+0,6%). Quant à la Chine et l'Inde, elles ne sont pas tombées en récession, et il est prévu une croissance pour 2009 de 6,1% pour la Chine et de 5% pour l'Inde. Selon le FMI, l'économie mondiale terminera 2009 avec une légère récession de -1,1%, tandis qu'elle croîtra de 3,1% en 2010, avec une sortie de crise probable en 2011. Pendant toute l'année 2009, l'inflation mondiale a été maîtrisée (-0,4% aux Etats-Unis et +0,3% dans la Zone euro), mais le niveau du chômage est resté élevé dans la plupart des pays, supérieur à 10% de la population active.

AW

SALAH OUMOUDDEN



Directeur général des opérations Accor Maroc

► **L'industrie touristique a-t-elle été affectée par la crise financière et économique ?**

Indéniablement. L'industrie touristique en a souffert. D'après l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), il y a baisse de voyages sur une année glissante. Pour le moment, les destinations africaines résistent. Cela dit, la tendance dans les marchés émetteurs est claire : les Européens (principaux touristes vers l'Afrique) partent moins loin et dépensent moins. Il y a un report qui touche les destinations africaines lointaines. Les destinations situées dans un rayon de moins de trois à deux heures des marchés émetteurs s'en sortent. C'est le cas de la Turquie qui tire son épingle du jeu. C'est, dans une moindre mesure, les cas du Maroc et de la Tunisie qui s'en sortent plus ou moins bien. Ce sont des destinations « banlieues exotiques » qui profitent de la proximité. S'agissant du Maroc plus précisément, on a noté cette année une augmentation des arrivées aux postes frontières du Maroc, mais une baisse des nuitées.

AW

GABRIEL FAL



PDG de CGF Bourse, l'une des sociétés de gestion et d'intermédiation les plus en vue de la Bourse d'Abidjan.

► **Comment le marché financier peut-il mieux concourir au développement ?**

Un marché financier est essentiellement un cadre juridique, réglementaire et institutionnel. De ce point de vue, on peut dire que pratiquement toutes les bourses des valeurs sur le continent répondent aux normes internationales en vigueur. Maintenant, il est certain que lorsque l'on cherche à comparer les statistiques de performance, de la diversité des produits et des

acteurs, les bourses africaines restent embryonnaires par rapport à celles des pays développés. Même la Bourse de Johannesburg, la plus importante d'Afrique, ne se classe qu'au 28^e rang mondial. Un marché financier s'adapte aux caractéristiques économiques du ou des pays où il est établi. L'offre et la demande de produits financiers ne se décrètent pas. On ne peut donc pas décider de créer une bourse hypertrophiée par rapport à une économie donnée, si ce n'est par des artifices fiscaux et réglementaires qui en feraient une bourse « offshore », peu régulée. Dans ce cas, on n'est déjà plus dans le domaine de l'investissement et du développement, mais dans celui de la spéculation et d'une certaine évasion fiscale.

Si une grande société africaine comme la Sonatel veut faire un appel public à l'épargne suivi d'une cotation en bourse pour 20% de son capital, soit 530 millions de dollars, il lui faudra compter, en plus des souscripteurs locaux et sous-régionaux, sur des investisseurs internationaux. Ces derniers n'accepteront de souscrire que si la BRVM, qui assurera la cotation du titre est aux normes internationales. Si un tel instrument boursier n'existe pas ou n'est pas aux normes, l'opération devient irréalisable. Donc, le premier mérite d'une bourse africaine est d'exister et d'être aux normes internationales pour concourir au développement du pays.

CES

AMADOU KANE



Directeur de la zone Afrique-Océan Indien à BNP-Paribas

► **Dans de nombreux pays africains, on observe une**

SERGE MICHEL



multiplication des groupes bancaires, or, le taux de bancarisation évolue peu, comment expliquez-vous cette situation ?

En même temps que l'on assiste à une multiplication du nombre de banques en Afrique, je pense, contrairement à vous, que le taux de bancarisation progresse, même si ce n'est pas encore au rythme et au niveau que l'on aurait souhaité. A cela, trois raisons : le pouvoir d'achat des Africains s'est amélioré par suite d'une croissance soutenue du PIB entre 2001 et 2008, supérieure à celle du taux démographique, entraînant *ipso facto* la taille de la population « bancarisable ». D'autre part, l'implantation de nouvelles banques a été essentiellement le fait de banques de détail, avec, comme corollaire, la multiplication des agences et la recherche effrénée de clientèles. Enfin, la clientèle « bancarisable » s'était donc non seulement élargie sous l'effet d'un accroissement de la richesse nationale, mais certaines de ses franges étaient mieux préparées à être bancarisées, sous l'effet du suivi préalable et des actions des institutions de micro-finance.

AGG

DOMINIQUE LAFONT



Directeur général de Bolloré Logistique Afrique, administrateur-vice-président Afrique du groupe Bolloré.

► **Un récent rapport de la Banque mondiale sur les infrastructures en Afrique les jugent médiocres et coûteuses. Comment y remédier ?**

Le développement et l'optimisation des infrastructures de transport en

Journaliste, auteur du livre La Chinafrique, lauréat du Prix Albert Londres en 2001.

► **Depuis l'écriture de votre livre La Chinafrique, votre regard sur les rapports entre la Chine et l'Afrique a-t-il évolué ?**

Dans notre livre, nous avons fait attention d'équilibrer les points de vue pour ne pas céder à la paranoïa anti-chinoise qui prévaut chez les ONG, les gouvernements occidentaux et certains intellectuels africains. Cela n'a pas changé, même si la Chine semble se

prendre plus qu'auparavant les pieds dans le tapis africain : scandale de corruption en Namibie, troubles anti-chinois en Algérie, ressaisissement de la RDC sur la question de sa dette extérieure, pour ne citer que trois exemples. Plus généralement, c'est mon regard sur l'Afrique qui a changé lors des recherches et reportages pour ce livre. L'ubiquité de la Chine sur le continent et la poursuite active de ses intérêts ont réveillé tout le monde, y compris nous autres journalistes. On réalise alors notre déficience abyssale d'informations sur l'Afrique, en particulier économiques – un désastre que vient amoindrir l'excellent hebdomadaire *Les Afriques*. Certains des plus grands journaux n'ont qu'un seul correspondant pour 53 pays, les agences de presse se concentrent sur certains « hubs », et les barrières linguistiques subsistent de façon incompréhensible (voyez par exemple la difficulté des médias français à couvrir l'Afrique anglophone). Le fait qu'il faille désormais lire aussi *Chine Nouvelle* pour se tenir au courant de l'actualité africaine en dit aussi long sur l'échec de l'Occident sur le continent que sur la perte de contrats ou de concessions au profit des Chinois.

DF



Cotecna, groupe international d'inspection et un des leaders dans la gestion des contrats gouvernementaux, propose toute une gamme de services sur mesure pour une optimisation des opérations douanières et portuaires.



www.cotecna.com

Angola • Bénin • Burkina Faso • Congo • Côte d'Ivoire • Ethiopie • Ghana • Guinée Equatoriale • Kenya • Niger • Nigéria • Sénégal • Afrique du Sud • Tanzanie • Togo

ABDOULAYE BIO-TCHANÉ



Président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD)

► **L'instabilité politique en Afrique n'est-elle pas un frein au développement des partenariats public-privé ?**

L'idéal est qu'il n'y ait pas d'instabilité politique, mais je ne pense pas que ce soit un frein, parce que, justement,

l'existence d'un cadre juridique qui sécurise l'investissement rassure les partenaires privés. Quand, par exemple, vous investissez dans une centrale électrique, quoi qu'il arrive, cette électricité est consommée. Ce dont il faut cependant s'assurer par le cadre juridique, c'est que la politique des prix qui sera appliquée permette de récupérer les ressources. La BOAD a déjà accordé des financements à la réalisation de projets d'infrastructures dans la cadre de partenariats public/privé. Au cours des cinq dernières années, son concours global y a été de 151 milliards FCFA (230 millions d'euros).

Donc, la dynamique de promotion de ce partenariat est enclenchée dans la sous-région. Il faut alors l'encourager par l'accélération des processus de privatisation des entreprises de services publiques et par la mise en place d'une expertise pour assister nos Etats dans la mise en œuvre de ce type de financement innovant. Il faut, également, poursuivre les efforts d'amélioration de l'environnement des affaires pour renforcer l'attractivité de notre zone pour ce type de partenariat. Au regard de l'ambition de se positionner comme leader des services financiers innovants, en particulier les partenariats public/privé dans l'UEMOA, la BOAD travaille à se donner les moyens en termes d'expertise et de savoir-faire, en vue de répondre favorablement aux entreprises qui recourent à cette modalité dans la réalisation des infrastructures économiques dans nos Etats.

CES

Afrique est le quotidien des 30 000 salariés du réseau Bolloré Africa Logistics. Dans ce domaine, une analyse objective complète montre la réalité des progrès réalisés sur le continent.

Citons les infrastructures portuaires des côtes africaines, qui se sont transformées en 10 ans grâce aux partenariats public-privé et aux processus de mise en concession qui ont conduit à une accélération sans précédent des investissements. Dans de nombreux endroits, les productivités portuaires ont triplé ou quadruplé et de nouveaux projets préparent la prochaine évolution.

Un réseau panafricain comme le nôtre, qui investit et développe une stratégie de corridor fondée sur une porte d'entrée portuaire efficace, est capable d'offrir à un exportateur de thé de la région des Grands Lacs ou à une société d'ingénierie asiatique construisant une unité de production dans un pays enclavé, une sécurité et une fiabilité logistique de bon niveau.

Loin de moi la tentation d'idéaliser les conditions opérationnelles, souvent difficiles, et de négliger les efforts, très importants, qui sont encore nécessaires dans ce domaine intense en capital et à la problématique complexe (port, connectivité douane, traversées de frontières, rail, route, ports secs intermédiaires). Pourtant, le remède passe avant tout par l'appel à une vaste gamme de ressources de financement et d'énergies, donc par l'arrivée de multiples opérateurs/investisseurs privés, prêts à accepter l'investisse-

ment humain et financier de long terme. Pour atteindre cet objectif, il convient de toujours mettre en avant le champ des possibles.

AGG

ARNAUD VENTURA



Arnaud Ventura est président du directoire de MicroCred, qui investit dans des sociétés et banques de microfinance et rassemble la Société financière internationale (IFC), la Société Générale et AXA Belgium, l'Agence française de développement (AFD) et la Banque européenne d'investissement (BEI), Developing World Markets (DWM) ou PlaNat Finance.

► **Quelle réponse la microfinance peut-elle apporter à l'insécurité alimentaire ?**

Moins médiatisés, les chiffres de l'insécurité alimentaire sont pourtant tout aussi alarmants que ceux de la crise financière : trois milliards de personnes sont touchées, soit près de 45% de la population mondiale. Deux milliards de personnes souffrent de malnutrition et 1 milliard de la faim (FAO, 2009).

L'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est comptent parmi les régions les plus touchées. Dans le même temps, 3 milliards de personnes n'ont pas d'accès aux services financiers de manière pérenne ; il y a évidemment un lien entre ces deux populations. Sans accès au crédit, des centaines de millions de paysans ne peuvent pas moderniser leurs outils de production. Sans micro-assurance, tout autant de petites exploitations agricoles en Afrique ou en Asie sont chaque année détruites par des aléas climatiques. Sans épargne stable, les ménages pauvres des pays émergents sont sans moyens pour se nourrir de manière régulière et équilibrée. En développant des banques qui s'adressent aux exclus du secteur financier, et en particulier des banques qui peuvent répondre aux besoins des populations rurales, MicroCred veut contribuer à cet énorme défi, qui est celui de la sécurité alimentaire de la moitié de la population mondiale.

AGG

VICTOR SHIEH



Directeur des relations publiques et de la communication de Safmarine.

► **Quels sont les futurs projets de Safmarine en Afrique francophone ?**

Safmarine ajoutera quatre navires nouvellement construits à sa flotte de navires polyvalents commerçant avec l'Afrique de l'Ouest. Ce seront les premiers navires à être détenus à 100% et gérés par Safmarine. Ces navires ont été spécialement conçus et équipés pour entrer dans les ports d'Afrique de l'Ouest et peuvent transporter des cargaisons diverses comme le vrac, les commodités, les cargos des projets spéciaux et les colis lourds, ainsi que les conteneurs ordinaires et réfrigérés.

Nous desservons actuellement plus de 60 ports en Afrique de l'Ouest et offrons six services maritimes polyvalents, sur quatre continents, en direction de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que 13 services maritimes de lignes conteneurs qui relient l'Afrique de l'Ouest au sud de l'Afrique, l'Europe, à l'Extrême-Orient, à l'Amérique du Sud, au golfe Persique et arabe et à l'Amérique du Nord.

Safmarine continuera aussi à investir dans l'éducation et l'amélioration des conditions de vie des habitants de l'Afrique de l'Ouest. La décision de la société de réutiliser des conteneurs de fret maritime comme infrastructures pour des écoles et des centres de formation est un exemple parmi d'autres. Nous avons récemment lancé au Liberia l'institut de formation NetLib Vocational Training, son premier projet « Conteneurs dans la communauté » en Afrique de l'Ouest et nous prévoyons de mettre en place beaucoup d'autres projets avec nos clients ouest-africains en 2010.

BF

GUY METTAN



Président du Grand conseil (parlement) de Genève, directeur du Club suisse de la presse, Guy Mettan, journaliste et écrivain, est également président de la Fondation EMA, qui a reçu, à Genève, de nombreux chefs d'Etat ou de gouvernement.

► **Vous militez depuis longtemps pour un rapprochement entre l'Afrique et la place financière de Genève. L'idée gagne-t-elle du terrain ?**

Malheureusement, la réponse à la question posée est non. Les relations entre la place financière genevoise et l'Afrique ne sont pas mauvaises, mais n'ont jamais suscité davantage qu'un intérêt poli durant la dernière décennie. Plusieurs raisons à cela. A la fin des années 1990 et au début des années 2000, lorsque l'Afrique était la grande oubliée de la mondialisation, des tentatives de rapprochement avaient vu le jour (les forums EMA Invest, par exemple). Plusieurs chefs d'Etat se sont alors déplacés à Genève. Mais l'intérêt local est toujours resté limité à un cercle d'initiés, malgré les atouts de Genève (proximité géographique, surface financière, absence de passé colonial, etc.). Puis les choses ont évolué : l'Afrique, à cause de ses ressources naturelles, a suscité un intérêt croissant de la part des grandes puissances qui se sont mises à courtiser le continent et ses chefs d'Etat.

Il y a toutefois un domaine qui s'est développé, en dehors des *establishments* financiers et politiques, celui de la diaspora et des initiatives privées. Il existe à Genève une nouvelle génération d'Africains actifs, bien intégrée, socialement et professionnellement, et qui s'investit dans le continent. De même qu'il existe un petit noyau d'entrepreneurs – dont *Les Afriques* constitue la face la plus visible – qui croit dans le développement du continent.

La flamme africaine reste donc vivante, c'est l'essentiel.

DF

DR STÉPHANE RAUD



Directeur du département expertise et valorisation de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), qui a inauguré, le 25 novembre dernier à Dakar, le premier incubateur d'entreprises d'Afrique de l'Ouest.

► **Qu'est-ce qu'un incubateur d'entreprises peut apporter à l'Afrique ?**

AFRICAN BUSINESS CLUB



Créé en 2003 par des étudiants africains de l'ESCP-EAP, l'African Business Club (ABC) est une association qui réunit des étudiants ou diplômés d'universités, d'écoles de commerce et d'écoles d'ingénieurs françaises. L'ABC a pour objectif de contribuer au développement de l'Afrique en s'appuyant sur un réseau de personnes compétentes.

► **Comment voyez-vous, en tant que nouvelle génération, l'évolution des rapports entre l'Afrique et ses diasporas ?**

Etoke Eyaye Mélissa, étudiante à la Rouen Business School et coordinatrice événementiel de l'African Business Club : A titre personnel, l'adhésion à l'ABC répond à un besoin d'engagement, aussi bien envers mon continent, l'Afrique, que mon pays, le Cameroun. A la question de l'engagement succède « comment agir ? ». L'ABC opte tout d'abord pour la promotion de l'éducation, source de valorisation du capital humain. Le deuxième levier d'action est l'initiative privée, qui se traduit généralement par la création d'entreprises, l'envoi régulier de fonds vers le continent au titre de la solidarité familiale, le financement de structures scolaires ou médicales.

La diaspora « nouvelle génération » ajoute une troisième dimension à ce programme, que nous appellerons « identification-démystification ». En effet, le choix de l'engagement actif transforme, presque à leur insu, les membres actifs de la diaspora en « mini-VRP » du continent. La diaspora nouvelle génération s'inspire de ses « aînés qui font bouger les choses » en réfléchissant, en communiquant, en se fédérant, voire même en choquant, à l'exemple de Dambisa Moyo dont l'ouvrage *L'Aide Fatale* revendique « une solution durable aux maux de l'Afrique » autre que l'aide internationale qui enferme le continent dans le cercle vicieux de l'assistanat. Nos modèles sont plutôt des personnalités telles que Dambisa Moyo, William Nkontchou ou encore Acha Leke, pour ne citer qu'eux.

Lucien Dingom, membre de l'ABC : Je me réclame de la nouvelle génération africaine certes, mais celle qui est marquée du sceau de l'engagement, qui conjugue ses verbes d'action au présent, qui, fière et déterminée, se retrouve dans des mouvements tels que l'African Business Club (ABC) ou Afric Angels. J'y ai découvert des Africaines et Africains qui ne se présentent pas en « fils de », mais en « j'ai appris à faire ceci, voici ce que je nous apporte ». Je suis de ceux-là, persuadés qu'ils sont des privilégiés, car nous avons un prodigieux challenge, celui de « continuer mieux » 50 ans après les indépendances. En rejoignant l'ABC, un club de la diaspora qui oeuvre pour l'Afrique, je développe ma connaissance du continent par mes rencontres, mes déplacements et mes lectures : *Les Afriques*, J.A. En pleine crise, 11 mois durant, j'ai envoyé (10h/jr, 6jr/7) des milliers de CV. Aujourd'hui je m'occupe des achats & ADV Export de CAESA, une centrale d'achats pour établissements hospitaliers d'Afrique. Sans ces rapports diasporas-Afrique, je postulerais peut-être encore en ce moment.

DF

L'un des objectifs de cet incubateur consiste à accompagner, aider et soutenir les étudiants, docteurs, ingénieurs et chercheurs qui souhaitent créer une entreprise sur la base des technologies développées dans nos établissements de recherche. Ils trouveront au sein de cette nouvelle structure une expertise et un environnement favorable qui appuiera l'éclosion de leur *start-up*. Notre volonté, à travers cette initiative, est de démontrer que la recherche réalisée dans les laboratoires en Afrique de l'Ouest contribue au développement économique de ces territoires. Ces laboratoires produisent des

technologies, des logiciels et des savoir-faire qui sont sous-exploités, mais qui présentent un fort potentiel pour ces régions. Il s'agit de transformer les résultats de cette recherche en création de valeur ajoutée et de richesse et, précisément, d'entreprises innovantes et d'emplois qualifiés en Afrique. Cet incubateur est le fruit d'un partenariat historique entre l'IRD et les universités et organismes de recherche du Sénégal, et en particulier l'Université de Dakar. L'implication de l'IRD en tant que membre fondateur de cet incubateur s'inscrit dans une stratégie plus globale visant à développer

n'est facile, et reconnaître, en toute objectivité, que ma mission actuelle exige plus d'inspiration et de don de soi, surtout quand on a à servir un État pour le secteur eau et énergie, dans lequel tout est urgent. Bien servir l'État est un privilège et suppose d'en avoir le triptyque : détermination, ambition et patriotisme pour honorer tous les jours la confiance qu'un président de la République et un Premier ministre ont placée en vous.

CES

DARWIS KHUDORI



Enseignant chercheur à l'Université du Havre, animateur du réseau international « Esprit de Bandung »

► **A quand remonte le rapport afro-asiatique ?**

En regardant la carte du monde centrée sur l'Océan Indien, on découvre que celui-ci constitue en quelque sorte un « lac afro-asiatique », bordé à l'ouest par l'Afrique, au nord par la péninsule arabique et le sous-continent indien, à l'est par l'Indonésie et l'Australie. C'est le lac où des échanges (commerciaux et culturels) se produisent depuis la nuit des temps. Avant l'arrivée des Occidentaux dans l'Océan Indien, au XV^e siècle, les commerçants arabes, chinois, indiens, javanais, persans... échangeaient leurs marchandises en provenance de l'Afrique (esclaves, peaux de bêtes, ivoires...), de la Chine (porcelaines, soie, fer, argent), de l'Inde (tissus, habits, teintures, médicaments, opium...), de Java (riz, viandes,

denrées alimentaires, armes...), des Moluques (clous de girofle, noix de muscade, bois de santal)... Les Portugais, lorsqu'ils arrivèrent dans l'Océan Indien, utilisèrent des cartes maritimes des Javanais pour y naviguer.

AW

PATRICIA ANOMA CISSÉ



Directeur général Africa Investment and Business Advisers (AfIBA), un cabinet de conseil en management stratégique basé à Dakar.

► **Quelles sont les forces et faiblesses des marchés de capitaux de l'UEMOA ?**

L'Union économique et monétaire ouest-africaine est l'une des premières organisations régionales africaines à avoir réussi l'instauration d'un marché financier intégré. Récemment, plusieurs avancées dans la mise en place d'un cadre réglementaire sûr et d'instruments de financement modernes ont été enregistrées, avec la réforme des systèmes de paiement, supportée par des plateformes technologiques modernes, un nouveau cadre réglementaire pour la supervision des institutions de microfinance et la création de la Société de commercialisation des informations économiques (SCIE).

De nouveaux progrès sont attendus, avec la création d'un compartiment PME/PMI à la BRVM et une réglementation pour la promotion des fonds et des sociétés d'investissement en capital.

Mais, beaucoup reste à faire pour

améliorer l'accès au financement des PME/PMI et des petits opérateurs économiques, dans un environnement marqué par la prédominance de l'économie dite informelle. Face à un taux de bancarisation faible, à une culture financière à peine naissante, au coût élevé des transactions et à la défiance envers les institutions de crédit, la mobilisation de l'épargne à long terme demeure un défi. Le rôle des investisseurs institutionnels, et en particulier des assurances, est donc crucial. Hélas, la mise en cohérence des politiques économiques, monétaires, fiscales et juridiques pour répondre à ces enjeux, prend trop de temps. Les entreprises et les particuliers attendent des services financiers adaptés à leur contexte. Un partenariat étroit doit donc urgemment s'instaurer entre les Etats, les organes de régulation et le secteur privé, pour inventer des systèmes innovants, conformes aux normes internationales, mais conçus pour répondre aux besoins locaux. C'est à cette condition seule que les pays de l'UEMOA pourront bâtir leurs économies, en se reposant sur leurs ressources locales.

CES

PATRICK LUCAS



Président du Comité Afrique de Medef International et PDG de Gras Savoye

► **Quels sont les secteurs les plus porteurs aujourd'hui en Afrique pour les françaises face à leurs concurrentes ?**

Je ne vois pas de secteur dans lequel les entreprises françaises ne pourraient pas réussir en Afrique, y compris le secteur agricole. L'Afrique constitue un gisement considérable de ressources humaines et naturelles et représente un potentiel de marchés et de coopérations tel, qu'aucun secteur ne peut rester à l'écart de son développement. Et, aujourd'hui, on ne peut que se réjouir de la présence de nouveaux investisseurs et de nouveaux liens commerciaux, à condition que cette concurrence s'exerce dans les meilleures conditions d'égalité possibles. Ce qui n'est pas le cas dans certains secteurs, y compris dans le cas de financements multilatéraux, dont la France ou l'Europe sont les contributeurs. On ne peut exiger des normes et l'application de règles strictes (de marché, sociales, environnementales, éthiques) si l'on n'est pas en mesure de les contrôler. La concurrence ne nous effraie pas, bien au contraire, elle est stimulante, en Afrique comme ailleurs. En revanche, c'est la façon dont elle peut s'exercer, dans des pays où la gouvernance en place ne permet pas d'être vigilant partout. Enfin, ce qui manque encore à l'Afrique, c'est peut-être une vision de son développement au niveau régional, voire continental, et une certaine exigence vis-à-vis de ses anciens comme de ses nouveaux partenaires, afin de mieux défendre ses intérêts propres. Dans cette perspective, il est urgent que les Européens bâtissent une relation gagnant/gagnant avec l'Afrique. Avant que d'autres ne le fassent plus vite et mieux. Notre aide, notre diplomatie, nos stratégies d'entreprises doivent donc impérativement intégrer cette Afrique moderne, si proche, mais dont le développement s'éloigne peu à peu de nous. Faute de quoi, nous risquons de voir le train passer, de réagir trop

MAMADOU KOULIBALY



Professeur en faculté des Sciences économiques, diplômé de l'Université d'Aix-Marseille 3, ancien ministre des Finances et actuel président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire. Président de Audace Institut Afrique, un think tank international installé à Abidjan pour initier des réflexions sur le renouveau de la pensée et sur la liberté économique et politique en Afrique.

► **Quel est le principal facteur qui bloque la création d'une monnaie unique et indépendante africaine ?**

La création d'une monnaie unique et indépendante en Afrique nécessite avant tout de la volonté politique. Le fond du débat sur les choix monétaires en Afrique repose sur la question de la souveraineté des Etats, des peuples et des individus.

Une monnaie unique est-elle désirable et nécessaire pour les Africains ? Avant de répondre à cette question, il convient de s'interroger sur la souveraineté. Qui, en Afrique, est souverain pour décider en matière de choix monétaires, de choix politiques, de choix stratégiques, de choix publics ?

Les Etats-Unis d'Amérique ont une monnaie unique, le dollar, appartenant à cinquante Etats, reflète des républiques

fédérées. Le peuple américain en a décidé ainsi de par sa déclaration d'indépendance et sa Constitution. L'Europe, quant à elle, émet et gère l'euro, la monnaie unique et indépendante adoptée, par référendum de peuples libres et souverains des vingt-sept Etats qui la composent. Alors que le dollar est dans un environnement à gouvernement fédéral unique, à déficit budgétaire unique, avec un parlement unique, en Europe chaque pays conserve son parlement, son déficit budgétaire et une politique économique autonome. L'expérience nous montre donc qu'il n'y a pas de règle en la matière. Soulignons cependant que le point de convergence entre les deux modèles réside dans le libre choix que les populations américaine et européenne ont été en droit d'exercer à un moment donné pour définir leurs modèles monétaire et politique. Ces peuples sont effectivement souverains, contrairement à ceux d'Afrique qui, à aucun moment de leur histoire, n'ont été consultés pour exprimer leur désir. En Europe et aux Etats-Unis, le fondement de la souveraineté repose sur les populations. Les Etats reconnaissent, respectent et protègent les droits individuels. Leurs citoyens sont les propriétaires reconnus des terres de ces pays et ils ont la liberté d'échanger leurs propriétés. Ce sont ces titres fonciers qui donnent droit aux nations à leur intégrité territoriale. Le territoire européen est la somme des propriétés foncières des citoyens européens et il existe des marchés libres de la propriété. Est-ce le cas en Afrique ? Non.

La conception même du pouvoir est différente. Aux Etats-Unis et en Europe, les gouvernants sont des serviteurs de leurs peuples au nom desquels ils décident dans le strict respect des droits individuels, et n'ont de droits que ceux qui leur sont délégués par leurs peuples, libres et souverains. Les opinions peuvent certes diverger, mais ne peuvent s'éloigner du principe fondamental du respect des droits individuels. Est-ce le cas en Afrique ? Non.

L'Afrique, jusqu'à présent, ne s'est pas montrée capable de relever le défi des droits de l'Homme. Ceci explique en partie l'exclusion des pays du continent du cadre de la souveraineté internationale. Les populations demeurent dépouillées au profit des Etats et de ceux qui les dirigent.

Ces Etats gèrent jalousement des monnaies nationales ne leur permettant pas d'avoir de système financier capable de soutenir les besoins de financement des citoyens. Les populations coutumièrement propriétaires des terres sont expropriées, dépouillées, réduites à la pauvreté, leurs richesses foncières n'étant pas reconnues et, sans patrimoine, elles ne peuvent exprimer de demande de monnaie.

Des Etats soumettant leurs propres peuples à « l'esclavage » s'enlèvent le droit à l'autodétermination, à l'indépendance et à la souveraineté monétaire. Ils sont alors des cibles faciles et sont considérés par les pays riches de l'OCDE comme des nations hors la loi.

Toutes les constitutions d'Afrique proclament pourtant que les peuples sont souverains et que cette souveraineté est exercée par les Etats issus d'élections libres et transparentes. Les citoyens n'ont d'autre liberté qu'un bulletin de vote. Le préalable absolu à la création d'une monnaie unique et indépendante en Afrique est donc la modernisation de nos Etats et la refonte totale du cadre institutionnel. Tous les enclos de sauvageries politiques, primitives, tribales ou technocratiques permettant de violer les droits individuels doivent disparaître. Les Etats africains doivent sortir du carcan politique qui fait qu'un seul homme peut décider de façon souveraine d'engager le patrimoine des peuples entiers dans des réseaux maffieux, affairistes et antiéconomiques sans qu'il n'ait à rendre de comptes à quiconque. Seuls les citoyens, les populations, les peuples peuvent trancher de façon crédible en engageant leur volonté, leurs richesses, ce dont ils sont les propriétaires.

Lorsque les Etats africains parleront au nom de leurs peuples, alors la monnaie unique ou la monnaie commune sera envisageable. Lorsque les Etats africains seront devenus respectueux des droits individuels de leurs populations, alors les autorités monétaires africaines seront indépendantes. Lorsque la souveraineté des Etats africains les conduira à des monnaies et à des systèmes monétaires libres et transparents, alors les banques centrales ne seront pas aux mains des Etats, et alors l'inflation, les taux de change, les taux d'intérêt seront tels que les opérateurs économiques privés accéderont rationnellement au crédit et que les surliquidités ne serviront plus qu'à financer les déficits des budgets des Etats. Alors la bancarisation sera plus forte, pour ne pas dire totale, et la croissance avec.

Retenons que la monnaie unique, sans refonte institutionnelle préalable, conduira à des financements monétaires, des déficits budgétaires, avec l'inflation et les dévaluations réelles qui s'ensuivront. Ce n'est pas la monnaie unique qui conduira l'Afrique à l'intégration mais c'est l'ouverture des économies entre elles, sans barrière, qui rendra nécessaire une monnaie unique pour simplifier les échanges et les calculs économiques. La monnaie unique n'est pas compatible avec le système de l'aide internationale qui réduit les Etats africains à la mendicité pour boucler leurs budgets nationaux. Le modèle des pays africains de la Zone Franc, enchâssés dans le pacte colonial, est l'exemple même de ce qu'il faut éviter dans les projets de mise en place d'une monnaie unique africaine. Il faudra donc une révolution des mentalités et une bonne dose d'audace aux élites des pays d'Afrique pour réussir la mise en place de leur monnaie commune. Les hommes étant naturellement plus réticents au changement, c'est la refonte du cadre institutionnel qui aidera ces dirigeants à rompre avec l'oppression, à reconnaître des droits à leurs populations et à appliquer des politiques favorables au bien-être commun. Le régime parlementaire et le scrutin majoritaire à un tour sont à notre disposition quand nous nous déciderons à prendre la route de la liberté.

GG

MARTIN ABÉGA



Secrétaire exécutif du Groupement inter-patronal du Cameroun (GICAM)

► **Quels sont, selon vous, en Afrique, les secteurs les plus propices aux investissements ?**

En Afrique, les secteurs porteurs pour les investisseurs étrangers sont les télécommunications, l'agriculture et l'agroalimentaire, le tourisme, les mines et les carrières, la pétrochimie, le gaz et

les productions connexes, les infrastructures, le bois (2^e et 3^e transformations) et la métallurgie. Ceux qui tardent à comprendre que l'Afrique est le continent où ils doivent désormais investir, se mordront les doigts quand ils réaliseront sur le tard leur méprise. De fait, les opportunités d'investissement existent et vont se multiplier, l'information financière et l'infrastructure en communications se développent, la croissance pointe son nez et les Etats commencent à encourager les investissements privés pour placer leurs économies sur la rampe d'une croissance rapide.

Très souvent, on ne se penche sur l'investissement en Afrique qu'à travers le prisme de l'investissement direct étranger (IDE), qui ne représente que 7% environ du total des flux d'IDE destinés aux pays en développement. Au moment où la mondialisation sonne progressivement le glas des pré-carrés politico-économiques, le moment est venu d'élargir les horizons de l'investissement, dans cette Afrique aux coûts d'activité relativement faibles.

Les places financières ont, en effet, intérêt à changer le regard qu'elles posent sur l'Afrique et à innover dans les modèles de partenariat qui prévalent. Grâce à l'évaluation régulière de l'environnement global des affaires, presque tous les pays du continent ajustent progressivement les conditions nationales d'investissement et améliorent leur attractivité, qu'il est désormais indiqué de considérer comme un bon risque, car les opportunités d'investissement y sont légion.

TT

tard ; de constater que les places sont déjà prises et nos concurrents, d'Asie ou d'ailleurs, à notre porte.

BC

Pr. LUC SOETE



Directeur UNU-Merit de Maastricht, (Université des Nation Unies-Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie).

► Quel est l'avenir des *think tanks* en Afrique ?

Vous savez, les *think tanks* ont commencé dans les pays anglophones, en tant qu'espaces de réflexion, de prospective et de propositions sur les questions centrales du développement économique et social. C'est un levier essentiel, d'autant plus que la recherche coûte très cher. Mais la recherche socio-économique en termes de *think tanks*, en termes d'avis, rapporte dix fois plus que ce qu'elle coûte. C'est-à-dire, que si elle est utilisée dans l'évaluation des politiques, dans l'évaluation macro-économique, sectorielle... le résultat sera une amélioration profonde du bien-être, de la croissance africaine. Il ne faut surtout pas désespérer de l'Afrique. Dans le cadre de la recherche, de l'invention ou de l'innovation, c'est le talent qui est important. Les chiffres sont, là-dessus, impressionnants. L'Europe, qui, avec les Etats-Unis, domine dans la recherche économique et sociale, représentera 6,5% de la population mondiale en 2025. Même si cette population a beaucoup de talent, si on la compare à l'Afrique, à l'Asie ou à l'Amérique latine, elle risque d'être marginalisée. L'avenir appartient à ces grandes populations qui ont une dynamique de jeunes et où tout le challenge est de sortir le talent de ces jeunes, de traduire cette créativité dans des nouvelles inventions et innovations, qui sont en quelque sorte des réponses à des besoins locaux. C'est comme si on voyait un inventeur africain adapter le fruit de sa recherche à son environnement immédiat, en créant une lampe solaire là où les besoins énergétiques sont immenses en milieu rural.

CES

STÈVE GENTILI



Président de la BRED Banque populaire, président international du Forum francophone des affaires et de la Fondation internationale francophone finance-assurances-banques.

► Au moment où l'on observe un décloisonnement de plus en plus net entre zones francophone et anglophone en Afrique, quel est l'apport d'un Forum francophone des affaires ?

Le Forum francophone des affaires est l'unique organisation économique reconnue par le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement francophones. Il a été créé en 1987, au Sommet de Québec. En vingt ans, cette organisation est devenue l'un des premiers réseaux mondiaux d'entreprises ; elle est présente dans tous les pays franco-

ALEXANDRE VILGRAIN



Alexandre Vilgrain est PDG du groupe Somdiaa et président du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN).

► La vente ou la location des terres en Afrique peuvent-elles avoir un effet d'entraînement sur l'ensemble du secteur agricole ?

Qu'il s'agisse de la vente ou de la location des terres en Afrique, peu importe, ce qui peut et doit avoir un effet positif sur la production agricole, c'est que le paysan africain puisse se servir de la surface qu'il cultive comme d'une garantie pour emprunter.

En effet, si on donne la possibilité à l'agriculteur d'emprunter, comme cela est le cas partout ailleurs dans le monde, l'argent dont il bénéficie au moyen d'un prêt équivaut à un investissement (tracteur, charrue, engrais, matériel d'irrigation, etc.), favorisant ainsi la production et contribuant donc à une amélioration de la productivité. Tout ceci permettant à des filières agricoles de se construire, voire de se reconstruire.

En outre, et ceci me paraît le plus important, cela permet d'échanger le savoir-faire et favorise donc l'émergence d'organisations de paysans (OP), prémices des coopératives qui ont fait le développement agricole dans les pays dit riches.

Le notariat français, au travers du Conseil supérieur du notariat, conjointement au notariat francophone, œuvre justement dans ce sens et travaille sur le « titrement » de la terre sans réforme foncière qui est, selon moi, une révolution à éviter.

BC

phones, mais également dans des pays hispanophones, lusophones et arabophones. Nous accompagnons, dans plus de 120 pays, les entreprises qui courent l'aventure internationale et qui souhaitent la mener en français.

Dans le monde d'aujourd'hui, monde globalisé, fortement marqué par l'influence anglo-américaine, le FFA apporte sa spécificité, qui est celle d'un regroupement à vocation économique fondé sur l'usage de la langue française. Plus que jamais, ce rapprochement est nécessaire, car la mondialisation actuelle n'est pas un « long fleuve tranquille ». Les mouvements économiques et financiers sont brutaux et souvent contradictoires ; la crise actuelle en est une dramatique illustration. Il est donc vital pour les entreprises qu'elles se regroupent pour faire face aux mutations. La mondialisation ne contredit pas les réseaux internationaux : au contraire, elle les appelle et les rend indispensables. Entretenir des liens économiques c'est aussi de référer souvent à une langue, toujours à une culture.

BC

TIDIANI JEFF TALL



Consultant en stratégie et président d'Afrique 2030

► Après l'échec du politique, le privé peut-il réussir l'intégration africaine ?

Des groupes pionniers, comme Ecobank, dessinent chaque jour le portrait d'un panafricanisme concret, conquérant et crédible.

Des employés sélectionnés dans différents pays Africains travaillent côte à côte en parfaite harmonie. Les transactions se font de manière fluide, à travers les frontières et les langues. Un opérateur de télécommunications, Celtel, a virtuellement effacé les frontières entre plusieurs pays d'Afrique de l'Est, en introduisant un tarif unique d'appel, quel que soit le pays où l'on se trouve et quel que soit le pays d'origine de votre numéro. Toute entreprise ambitieuse en Afrique est obligée d'opérer comme si les frontières n'existaient déjà plus dans sa région. Si elle reste enfermée dans son territoire d'origine, elle est condamnée à être surpassée par de nouveaux entrants plus efficaces, car bénéficiant d'économies d'échelle et de ressources humaines provenant d'une zone plus large et plus dynamique. C'est le sens du combat que mène Paulo Gomes, président d'Afrique Agenda et Action et ancien directeur Afrique de la Banque mondiale. M. Gomes souhaite contribuer à faire émerger des champions régionaux dans tous les secteurs stratégiques. Ces groupes industriels et financiers, à capitaux africains et gérés par des Africains, pourront être leaders sur leur secteur d'activité et faire face à toutes les concurrence.

AW

ALAIN HARSCOET



Directeur général de Colina Sénégal

► Comment se porte le marché africain des assurances ?

Vous savez (et j'espère que je ne vais choquer personne en disant cela), l'Afrique est en avance par rapport à l'Europe, puisqu'aujourd'hui il y a quand même un code supranational, qui est le code CIMA, qui gère les assurances depuis 1995. Le texte donne une « barémisation » en termes de sinistres corporels et des règles identiques dans tous les pays, même s'il reste encore un gros travail d'intégration à faire dans le domaine de la fiscalité et de l'harmonisation des taxes. C'est, malgré tout, un marché qui stagne à cause des effets de la crise internationale, car l'ensemble du marché de la zone CIMA, composée d'une vingtaine de pays, est déjà inférieur au marché marocain. Mais, il y a eu beaucoup d'efforts de fournis en matière de contrôle. C'est ce qui explique le récent retrait de l'agrément de la compagnie Alliance au Sénégal. Les compagnies africaines luttent aussi contre le blanchiment d'argent, en faisant jouer la transparence pour faire taire les rumeurs tendant à faire du secteur une machine à laver.

CES

LOÏC MORIN



Président directeur général de Sopriam

► Quelles sont les perspectives du marché de l'automobile au Maroc ?

Le marché va faire une croissance négative de -9% cette année. Ensuite, il sera stable, de l'ordre de 3%, en 2010. S'agissant du Maroc, les droits de douane avec l'Europe vont prendre fin en mars 2012. Il y a deux constructeurs qui sont concernés : Renault et PSA, affiliés à Sopriam. Avec ce démantèlement, PSA n'aura plus intérêt à fabriquer localement au Maroc avec la Société marocaine de construction automobile (Somaca). Quant à Renault, qui investit massivement à Tanger, il vise plutôt le marché international. A l'horizon 2012, ce constructeur ne bénéficiera comme avantage que du différentiel sur la TVA. Aujourd'hui, selon les produits, la TVA est de 7 à 14%.

AW

TIEMOKO COULIBALY



Zone francophone de l'opérateur Zain.

► Comment va évoluer le secteur africain des télécoms en 2010 ?

En 2010, le secteur africain des télécoms va rester extrêmement compétitif et dynamique en termes d'innovations. Les effets négatifs de la crise financière mondiale, qui a non seulement atténuée la forte croissance habituelle du marché, mais aussi réduit la progression des investissements, devraient se résorber progressivement au cours de l'année. Davantage de ressources financières devraient être disponibles pour financer les technologies de 3^e génération et de nouveaux

services, en dehors de la voix. Le commerce mobile devrait se généraliser, avec le transfert d'argent et diverses transactions commerciales effectuées avec le téléphone portable. Les tendances de fond visant à la réduction des coûts devraient se renforcer, du fait de la concurrence, qui va rester vive sur les prix consommateurs. Le partage d'infrastructures entre des opérateurs télécoms concurrents, ainsi que le recours à l'externalisation de tout ou partie du réseau, contribuera à la maîtrise des coûts.

Grace aux nombreuses initiatives pour éliminer les entraves à l'accès et à la consommation régulière des produits télécoms, la télédensité devrait continuer à augmenter fortement, maintenant ainsi l'Afrique à la 1^{re} place mondiale quant au taux de croissance des abonnés.

AW

AMADOU HOTT



Amadou Hott, CEO UBA Capital

► Les banques africaines résistent-elles à la crise ?

A priori oui. Les banques africaines s'en sortent plutôt bien, même s'il faut prendre en compte les défauts liés aux ressources à long terme. Dans une perspective de relance, les banques devraient assainir leurs bilans et mieux gérer le risque de crédit. Quant à l'expansion des banques africaines, elles se font visiblement entre pays ayant de fortes affinités. Les banques marocaines s'orientent, en général, en Afrique de l'Ouest francophone, à l'exception de la BMCE Bank, qui a une présence indirecte dans un pays anglophone à travers sa filiale Bank of Africa.

SYLVESTRE DIDIER MAVOUENZELA



Président de la Chambre consulaire de Pointe-Noire

► Quelles opportunités le *green business* offre-t-il au secteur privé africain ?

Plusieurs observateurs estiment que si les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont contribué au développement de l'Asie, le *green business* peut-être, aujourd'hui, le bon tremplin pour le développement durable de l'Afrique.

L'Afrique, en effet, offre des nombreuses opportunités d'affaires pour le secteur privé dans les domaines de mécanisme de développement propre (MDP), de la gestion durable des déchets et des forêts, de l'écotourisme, de l'économie sociale, de l'agro-carburant, de l'éco-industrie, du commerce équitable, de l'éco-construction, de l'aménagement durable à haute intensité de main d'œuvre, de l'agriculture biologique et des énergies renouvelables. Le *green business* peut nous permettre de réduire la vulnérabilité des économies africaines, trop fortement polarisées sur les produits de rente.

Il est bon à savoir, dans le domaine de l'économie verte, que les forêts du Bassin du Congo, troisième poumon écologique de la planète après l'Amazonie et l'Indonésie, seraient valorisables à 194 milliards d'euros par an. Sur le modèle de l'Ile Maurice, l'écotourisme constitue un autre domaine dans lequel l'Afrique présente un potentiel d'exploitation immédiat. Dans cette perspective, la Chambre consulaire de Pointe-Noire se propose d'organiser, au Congo, un forum d'affaire intitulé *Après Copenhague : quelles opportunités pour le green business et l'investissement en Afrique*. Ce forum, qui doit réunir des hommes d'affaires, les bailleurs de fonds, les gouvernements et les ONG devra présenter le cadre de développement des vastes opportunités d'affaires et d'investissement qu'offre l'Afrique dans le domaine de l'économie verte.

TT

Or, selon les prévisions actuelles, et au rythme de croissance constante, le PIB du Nigeria (2000 milliards de dollars) rattrapera celui de l'Afrique du Sud dans trois ans, c'est-à-dire à la fin 2012. Ceci dit, je pense qu'il y a une barrière plutôt linguistique que culturelle. Certaines banques ont tendance à s'installer dans les pays où elles sont plus confortables.

AW

PROTAIS AYANGMA AMANG



Président de la Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines

► Que faut-il à l'assurance africaine pour jouer son véritable rôle dans l'économie africaine ?

Il est difficile d'affirmer que l'assurance remplit sa double mission de protéger les personnes et les biens et de collecter l'épargne pour financer l'économie. Les sinistres ne sont pas réglés ou le sont avec une excessive lenteur. Il y a une pléthore de petites sociétés, sans surface financière, qui dépensent tout leur chiffre d'affaires dans les frais généraux. L'incapacité à créer des produits adaptés aux moyens et aux besoins des Africains entraîne une très faible pénétration de l'assurance. Au total, une contribution marginale dans nos économies.

Il faut trois mesures pour sortir de ce cercle vicieux de la médiocrité. L'assainissement, qui était le but avoué du traité instituant la CIMA

(droit des assurances en Afrique, ndlr), plus de 17 ans après, les résultats restent mitigés. Nos sociétés d'assurances continuent à présenter des faiblesses structurelles. Le règlement du 3 avril 2007, relevant le capital minimum des sociétés d'assurances, va dans le bons sens, mais s'avère insuffisant. La complaisance de certains contrôles nationaux a fini par déteindre sur le contrôle supranational, dont l'essentiel des membres sont issus. Ajoutez-y l'octroi un peu trop facile d'agréments dans des marchés déjà saturés. Il faut ensuite favoriser et susciter l'émergence de sociétés solides financièrement, dotées de ressources humaines de qualité, capables d'imaginer des produits adaptés à nos environnements. Enfin, il faut promouvoir l'assurance, encore perçue comme un produit élitiste, en explorant les niches nouvelles, la microassurance, l'assurance agricole, l'assurance islamique... La téléphonie mobile l'a fait, la microfinance aussi. Pourquoi pas nous ?

CES

AKRAM BELKAÏD



Journaliste et essayiste, ingénieur et économiste de formation.

► **Que devient l'Union pour la Méditerranée ? Les appréhensions exprimées par certains dirigeants africains au sujet de la transformation du Sahara en mur de séparation entre l'Afrique du Nord et le reste de l'Afrique sont-elles fondées ?**

A partir du 1er janvier 2010, l'Espagne prendra la présidence de l'Union européenne (UE), pour six mois, et Madrid a d'ores et déjà annoncé que la relance de l'Union pour la Méditerranée (UPM) faisait partie de ses priorités. En panne depuis l'agression israélienne contre Gaza, ce processus, initié par le président Sarkozy le 13 juillet 2008, vise à mettre en place une « union de projets économiques » entre les pays membres de l'UE et ceux du pourtour sud et est de la Méditerranée. Malgré plusieurs obstacles, dont celui de l'absence de progrès dans le dossier palestinien, de nombreux observateurs estiment que la diplomatie espagnole peut réussir, là où la France et l'Égypte, actuels coprésidents de l'UPM, ont jusqu'à présent échoué. L'Union pour la Méditerranée devrait être ainsi relancée, lors de son second sommet qui aura lieu à Barcelone, la capitale catalane accueillant aussi le Secrétaire général de l'UPM. Dans cette perspective, plusieurs projets économiques devraient alors bénéficier du label « Union pour la Méditerranée ». Il s'agit notamment du plan solaire méditerranéen, dont l'objectif est le développement du photovoltaïque au sud de la Méditerranée. D'autres projets concernant l'assainissement de l'eau en milieu urbain ainsi que le développement des autoroutes de la mer seront présentés. Seule ombre au tableau, l'UPM conforte implicitement le sud de la Méditerranée dans son rôle de frontière Sud de l'Europe. En effet, aucun projet d'envergure ne concerne l'Afrique subsaharienne, cette région n'étant appréhendée que sous l'angle de l'immigration et de la sécurité. A l'heure où l'UPM s'apprête à redémarrer, l'atonie des projets africains, tel le Nepad, est plus que flagrante.

SD

OMAR BENDERRA



Consultant, ancien PDG d'une banque publique algérienne

► **Que retenir-vous dans le domaine bancaire, au niveau du continent africain, pour l'année 2009 ?**

Beaucoup de choses se sont passées sur le continent en 2009, mais, ce que je retiendrais en ce qui me concerne est l'opération de nettoyage et de sauvetage du système bancaire par le nouveau gouverneur de la Banque centrale du Nigéria, Sanussi Lamido. Les banques nigériennes offrent depuis plusieurs années une image extrêmement dégradée de mauvaise gestion et de corruption. A la veille de l'intervention de la Banque centrale et de la Commission fédérale de répression des crimes économiques et financiers, dirigée par Farida Waziri, une juriste au caractère affirmé, l'architecture bancaire du pays était au bord de l'effondrement. Les audits déclenchés simultanément, à la fin de l'été, dans les principales banques du pays ont révélé d'énormes malversations. Les administrateurs et responsables exécutifs bénéficiaires de ces fraudes ont été relevés de leurs fonctions et certains appréhendés, en attendant d'être jugés. Des réseaux de détournements sont démantelés et des capitaux très importants récupérés. L'opération, toujours en cours, la *vox populi* l'a appelé le « tsunami Lamido », est particulièrement appréciée, bien sûr pour son caractère salvateur, mais aussi pour le peu de cas fait par les enquêteurs pour les protections politiques, dont se prévalent beaucoup de mis en cause. Le nettoyage des écuries d'Augias est un

préalable pour l'instauration de règles de droit essentielles au fonctionnement de l'économie. L'action courageuse du gouverneur Lamido mérite respect et considération.

SD

AMADOU BOUBACAR Cissé



Ancien vice-président de la Banque islamique de développement, ancien Premier ministre du Niger, président de l'Union pour la Démocratie et la République – Tabbat.

► **Existe-t-il une sortie de crise à l'impasse politique nigérienne ?**

La situation politique est effectivement difficile, momentanément bloquée, peut-on même dire. Mais, il existe une solution. C'est le retour à l'ordre constitutionnel. Il n'est pas négociable. C'est un impératif. Une fois cet impératif accepté par le camp, encore présidentiel, tout devient possible. Pour le reste, des compromis peuvent être trouvés, par consensus de toute la classe politique. Le 22 décembre, Mamadou Tandja n'est plus président de la République. Il n'aura plus aucune légalité. Il avait espéré pouvoir revendiquer une forme de légitimité par un vote qui aurait démontré l'adhésion effective du peuple à son projet, mais cette tentative, aussi, a lamentablement échoué. Le taux de participation au référendum, ainsi qu'en conviennent même les observateurs étrangers, ne pas dépassé 8%. Sans légalité ni légitimité, il doit accepter la mise en place d'une équipe de transition, désignée par consensus, pour préparer et organiser les élections présidentielles.

MOMAMADOU BAYERO FADIL



Président directeur général du Groupe FADIL.

► **Comment votre groupe et, plus généralement, le Cameroun font-ils face aux conséquences de la crise financière internationale ?**

Le secteur agroalimentaire, qui est notre principale activité, n'est pas épargné par la conjoncture économique, notamment à cause des effets néfastes de la crise financière internationale qui s'est vite transformée en crise économique mondiale. Au Cameroun, la situation est encore plus compliquée, à cause de la corruption, des malversations diverses dans l'administration. Beaucoup reste encore à faire pour consolider notre Etat de droit, consolider et crédibiliser notre système démocratique, lutter contre la pauvreté et la corruption et redresser l'économie. Nous y parviendrons dans un climat apaisé, avec l'aide de la communauté internationale et des principaux amis du Cameroun. Cette lutte n'est pas du tout grippée. Elle va plutôt s'accroître de plus belle. Ceux qui ont suivi les derniers discours du chef de l'Etat le savent très bien. Je pense qu'il faut passer à la vitesse supérieure en attaquant le mal à la source ; c'est-à-dire le budget d'investissement public et les marchés publics où systématiquement plus de 20% des richesses nationales empruntent des chemins tortueux. L'Etat doit verrouiller sa lutte à ce niveau en coupant tous les circuits frauduleux qui permettent aux gestionnaires des biens publics de faire main basse sur des fonds destinés à lutter contre la pauvreté. Nous savons tous où réside le mal, il faut l'attaquer à la racine. Au-delà des sanctions et des poursuites pénales, je crois qu'il faut mettre sur pied une véritable politique de prévention visant à décourager les adeptes de l'enrichissement illicite. Les retombées financières de l'admission du Cameroun à l'initiative PPTE doivent être orientées vers le financement des secteurs où la pauvreté fait des ravages : santé, routes, éducation, emploi, énergie et télécommunications.

AMP

législatives et locales. Le président Tandja doit penser au sort du peuple nigérien. Notre pays est classé dernier à l'indice de développement humain. Qu'il n'ajoute pas à ses difficultés en laissant perdurer les sanctions internationales qui ont commencé déjà à le frapper durement. Nous devons toutefois lui permettre une sortie honorable.

CES

BASILE ATANGANA KOUNA



Directeur général de la Cameroon Water Utilities Corporation (CAMWATER).

► **Quels sont les investissements camerounais prévus pour améliorer l'accès à l'eau potable ?**

Je voudrais d'abord rappeler que dans l'accomplissement des missions qui sont assignées à la CAMWATER, nous avons mis sur pied un programme d'investissements qui concerne aussi bien les grandes agglomérations de Douala et de Yaoundé que les autres centres, sur l'ensemble du territoire national pour les dix prochaines années, en vue d'améliorer substantiellement l'accès de la majorité des Camerounais à l'eau potable, conformément aux hautes instructions du président de la République, Son Excellence Paul Biya. Ce programme d'investissements vise précisément à porter le taux de la desserte moyenne, qui est actuellement en dessous de 35%, à plus de 50% de la population à l'horizon 2015, comme le prescrivent les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). A cet effet, la CAMWATER a élaboré un programme d'investissements d'un montant de 300 milliards de francs CFA qui bénéficie du soutien multiforme des partenaires au développement. Il en est entre autres de Exim Bank China et de la Dexia Bank de Belgique, qui se sont engagés pour un financement estimé à plus de 80 milliards de francs CFA, rejoignant d'autres bailleurs de fonds : l'Agence française de développement (AFD), la Banque mondiale. Par ailleurs, la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont octroyé respectivement des prêts pour améliorer l'offre en eau potable au Cameroun. Au total, c'est plus de 200 milliards de francs CFA au moins qui ont déjà été mobilisés en moins de deux ans en faveur de la CAMWATER, « entreprise publique chargée de promouvoir les investissements pour améliorer l'accès à l'eau potable en milieu urbain et périurbain ».

AMP

CHRISTIAN FOLLY-KOSSI



Secrétaire général de l'AFRAA (Association des compagnies aériennes africaines)

Notre confrère Charles Bambara, chevalier de l'ordre du Mérite burkinabé



Charles Bambara.

lièrement *Les Afriques* où, depuis deux ans, Mr Bambara a pu faire apprécier son talent d'intervieweur et de journaliste. Après une longue carrière de 18 ans à *BBC Afrique*, à Londres, où il était rédacteur en chef, il est depuis août 2009 à Dakar comme porte-parole à Oxfam Grande-Bretagne pour l'Afrique de l'Ouest et du centre. Ces derniers mois, il a interrogé pour *Les Afriques* l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair et plusieurs directeurs de banques d'investissement et d'institutions financières de la City de Londres, le quartier des affaires de la capitale britannique. Félicitations à Charles Bambara, que vous retrouverez bientôt dans les colonnes de votre journal.

► **Au terme de votre second mandat de secrétaire général de l'AFRAA, est-ce la retraite ?**

Ce serait un gâchis de laisser inutilisée toute l'expérience que j'ai acquise dans le transport aérien. J'ai été pendant une vingtaine d'années à Air Afrique, y occupant de hautes fonctions, notamment celles de représentant, directeur financier, conseiller du président directeur général en charge de la stratégie et des relations avec les pays membres. Je viens de finir ma mission à l'AFRAA au terme de deux mandats, durée maximale permise par les textes. L'hommage qui m'a été rendu par la 41^e assemblée générale, tenue la semaine dernière à Maputo, qui a été solennellement ouverte par le président de la République du Mozambique, Son Excellence Armando Emilio Guebuza, avec la participation de nombreuses compagnies aériennes africaines, dont les présidents ou directeurs généraux ont tenu à venir, essentiellement pour me témoigner leur satisfaction, ne me laisse guère de choix... Comme solennellement promis à l'assemblée générale, je resterai à la disposition des compagnies aériennes, comme des Etats, pour aider à redonner de la vision, à restructurer et à insuffler du dynamisme, partout où mon expérience pourrait contribuer à faire progresser le transport aérien dans tous ses aspects en Afrique. Je quitte en plus l'AFRAA tranquille, car mon successeur est un grand professionnel de l'industrie aéronautique.

CES

DAVID NKOTO EMANE



Directeur général de la Cameroon télécommunications (CAMTEL)

► **Que peut faire une entreprise comme la vôtre pour rendre le mobile moins cher et plus accessible ?**

Nous avons entrepris un certain nombre d'actions depuis quelque temps. Certaines sont achevées ; d'autres sont en voie de l'être. Je ne peux pas encore exprimer ma satisfaction, bien qu'il y ait de réels motifs de satisfaction. Il revient aux Camerounais de dire si CAMTEL propose aujourd'hui des produits dignes d'une nation comme la nôtre. Je ne vais pas m'attarder sur le passé, même s'il faut relever que le Ctpone (un téléphone fixe sans fil) et les cartes prépayées ont été très bien accueillis par le public. Toutefois, pour une meilleure compréhension du public, il faut dire que, malgré la baisse des tarifs pratiqués, que nous poursuivons, les tarifs des télécommunications restent élevés au Cameroun par rapport aux autres pays. Ceci est principalement dû au coût élevé de l'exploitation. A CAMTEL, nous avons décidé de prendre le taureau par les cornes, c'est-à-dire de moderniser les infrastructures pour baisser de façon importante les coûts d'exploitation, notamment avec la pose de la fibre optique. Nous allons aussi poursuivre le déploiement du Ctpone qui offre plusieurs services, fax, voix, Internet. Nous pensons également développer d'autres services. Par exemple les services de kiosque, les services interactifs... Nous sommes arrimés à la mondialisation en ce qui concerne les nouvelles technologies, nous ferons ce qu'il faut pour être à l'avant-garde.

AMP

ACHEIKH IBN-OMAR



Opposant, ancien ministre des Affaires étrangères du Tchad.

► **Pourquoi les échecs répétés des tentatives de réconciliation nationale au Tchad ?**

Après le coup d'Etat du 1^{er} décembre 1990 du général Idriss Deby Itno contre le président Hissène

Habré, toutes les conditions étaient réunies pour rompre avec le cycle de violence au Tchad. Soulignons la tenue de la Conférence nationale en 1993, qui avait vu l'élection, à travers un scrutin contradictoire et transparent, d'un parlement provisoire et d'un Premier ministre de transition, le règlement du litige frontalier avec la Libye (Aouzou) à La Haye, et les débuts de la production pétrolière. Mais l'espoir fut de courte durée et le Tchad a renoué avec le feuillet interminable des « accords de paix » suivis de violents combats.

A mon avis, tous les acteurs ont leur part de responsabilité :

- L'opposition armée est handicapée par la contradiction entre le vernis national et démocratique de ses proclamations, d'une part, et la réalité clanique et patrimonialiste de son organisation interne, d'autre part ; sans compter les querelles de leadership.

- L'opposition civile légale souffre d'un émiettement paralysant (plus de 100 partis) et du « nomadisme » politique de ses dirigeants : virulents pourfendeurs des dérives dictatoriales (sic) le matin, et laudateurs du régime le soir.

- Le pouvoir, obsédé par sa propre longévité à tout prix, ne connaît que deux méthodes : la récupération prébendière des opposants « raisonnables » ou l'élimination physique des récalcitrants, taxés de « mercenaires », d'« apatrides », etc.

Les partenaires extérieurs, la France en particulier, font preuve d'une complaisance étrange vis-à-vis des pires dérapages du gouvernement. Tous ces différents acteurs internes et externes doivent opérer des révisions courageuses de leurs visions et de leurs modes opératoires si on veut voir une résolution en profondeur de la crise tchadienne.

CES

GHAZI HIDOUCI



Ancien ministre algérien de l'Economie.

► **L'Afrique est-elle le continent émergent des années à venir ?**

Une grande partie des territoires africains présente aujourd'hui un environnement difficile pour l'être humain. C'est une des raisons pour lesquelles, à l'exception de quelques bassins démographiques très peuplés, les densités moyennes de population ont été et restent faibles en Afrique. Il en a résulté un faible développement des techniques agricoles intensives d'une part, de l'urbanisation et des moyens de communication d'autre part. La grande majorité de la population africaine se situe dans le milliard d'en bas. C'est là un effondrement du capital social en dessous des seuils de rupture, où sa reconstitution devient extrêmement difficile et coûteuse. Les puissances coloniales n'ont développé que des exportations de matières premières. La décolonisation, sauf dans quelques cas, s'est plutôt mal passée. Les États, désormais dirigés par la seconde génération après l'indépendance, dont les dirigeants ont une légitimité politique moins affirmée, sont toujours sous la coupe des marchés monétaires et financiers internationaux. En 2010, l'Afrique est toujours piégée par la malédiction des ressources minières.

Les rentes minières et agricoles favorisent la corruption, le mauvais usage des fonds publics et la

généralisation de comportements parasitaires. Cela se traduit par une faible interaction entre les deux secteurs urbains, formel et informel, et le monde rural, une hypertrophie des villes et des activités informelles, l'incapacité de l'industrie à s'appuyer sur d'autres avantages compétitifs du pays, et une croissance endogène faible.

L'Afrique accède peu aux marchés modernes et attire peu les investissements. Les pays émergents rattrapent tout. L'Afrique, à quelques exceptions près, attend. Son tour viendra, à condition qu'elle parvienne à construire et à stabiliser des appareils d'État soucieux du développement de leur territoire, capables de maîtriser les divisions qui fragmentent les peuples et de trouver la voie hors des pièges où ils sont enfermés. C'est la voie que nous souhaitons voir les Africains prendre en 2010.

IEK

FILIPPE SAVADOGO



Ministre de la Culture, du Tourisme et de la Communication du Burkina Faso.

► **La culture joue-t-elle pleinement son rôle dans le développement en Afrique ?**

Récemment encore, Ouagadougou a été sacrée capitale africaine de la culture à cause des industries culturelles naissantes qui participent à l'économie de la ville. Le Burkina Faso, en faisant l'option d'être un pays de service, place la culture au centre des initiatives devant concourir à atteindre cet objectif.

Dans le développement de l'Afrique, la culture joue un rôle stratégique ; le poète Léopold Sedar Senghor, par ailleurs ancien chef de l'Etat du Sénégal, ne disait-il pas que la culture est au début et à la fin du développement ! Il a bien raison. Naturellement, la culture doit avoir un impact réel dans tous domaines liés au développement. Pour ce faire, tout plan d'action de développement doit prendre en compte la dimension culturelle ; c'est pourquoi au Burkina Faso nous avons placé la culture comme un élément stratégique qui se retrouve dans tous les circuits conduisant au développement de notre pays.

CES

HASSEN KHELIFATI



PDG de Alliance Assurance (Algérie).

► **Le marché des assurances doit-il être pensé dans une perspective maghrébine ?**

Le marché algérien des assurances connaît une croissance de près de 15%. C'est un marché en déséquilibre, avec un secteur public dominant (plus de 70% de part de marché) et une forte dominante automobile (plus de 50%). L'offre demeure classique, avec une part de moins de 5% pour les assurances de personnes.

De nombreux facteurs expliquent ces performances. La faiblesse, voire l'absence de profils de formation adaptés aux exigences nouvelles du marché des assurances. Aussi, la rareté des ressources a accentué la tension sur le marché de l'emploi, d'où un *turn-over* très important dans l'ensemble des compagnies. La guerre tarifaire et l'érosion des réserves ont un effet certain sur la qualité des prestations. A cela s'ajoute le manque d'informations sectorielles obligeant les entreprises du secteur à naviguer parfois à vue. Dans un proche avenir, ces tensions vont s'accroître avec l'installation en Algérie de compagnies internationales, la politique d'écrémage du risque et le recrutement en masse des compétences locales.

Mon avis, toutefois, est qu'à moyen et long termes les seules compagnies qui prospéreront seront celles qui auront innové et tissé des relations durables avec leurs clients. En somme, le marché national des assurances a, devant lui, la plus grande marge de développement au niveau nord-africain. Cette marge reste donc à combler par le progrès et le développement attendus de ce secteur.

SD

MOURAD AIT AOUDIA



General Manager Mc Cann Algérie.

► **Vous avez assisté aux premiers pas des Afriques en Algérie ; que vous a inspiré son projet éditorial ?**

Je dois avouer qu'au début le concept des *Afriques* me paraissait risqué. Comment changer la configuration géopolitique qu'impose la mondialisation économique. Un Maghreb systématiquement intégré dans une large zone MENA où, malgré une religion et une langue communes, nous devons reconstruire de la proximité.

La réalité est que nous sommes Méditerranéens, Africains, Arabes, Berbères, et tant d'autres choses ; nous sommes multiples, la somme des cultures les plus riches.

Dans cette grande communication globale, il est de notre devoir de donner à notre identité la tribune qu'elle mérite. *Les Afriques* y contribue en nous parlant des problématiques qui sont les nôtres, car tout simplement à notre porte, n'oublions jamais la place de la géographie dans l'histoire. Chacun, à sa mesure, se doit de redonner vie à notre spécificité, *Les Afriques* confirme qu'il y a la nécessité d'une voix qui parle de nos préoccupations, et je suis certain que, chaque semaine, la tâche doit être de faire le tri des sujets à publier plutôt que de se creuser la tête à en trouver.

Je salue toutes initiatives médiatiques qui démontrent de nos particularités. Festivals, littérature, mais aussi télévision et publicité. En ce qui concerne mon domaine, le temps est passé où un spot publicitaire pouvait convenir à des dizaines de pays, nous devons toucher, émouvoir, pour cela il faut admettre que « citoyen du monde », au-delà d'une formulation séduisante, est une simplification cruelle de notre patrimoine culturel. Alors bravo au numéro 100 et merci encore d'affronter les carcans simplificateurs d'un découpage géopolitique trop simpliste.

IEK

SAÏD IGHIL AHRIZ



Directeur du cabinet Ecotechnics à Alger.

► **Vous publiez la revue *Conjoncture*, comment jugez-vous la production statistique disponible en Algérie ?**

En Algérie, il n'y a pas une importance suffisante accordée à l'information statistique. Lorsqu'une politique économique est conçue, dans la loi de Finances ou dans d'autres mesures économiques, elle n'est pas accompagnée d'études sur son impact et son opportunité. La production statistique n'est ni suffisante, ni suffisamment fiable, car il y a un manque d'outils de mesure de l'impact des décisions économiques.

Cette question n'a pas eu l'importance requise auprès des décideurs. A titre d'exemple, la production nationale brute est basée sur les estimations fournies par notre comptabilité nationale. Ces estimations sont très approximatives. Normalement, cette estimation est basée sur des enquêtes sectorielles. Or, la seule enquête disponible est effectuée auprès des entreprises publiques industrielles, et il n'y a pas d'autres enquêtes auprès des entreprises privées. *Idem* pour le phénomène du marché informel. On ne dispose pas davantage d'un système d'observation des salaires et de l'emploi dans les entreprises. L'absence de ces mécanismes a des incidences négatives, notamment sur la croissance économique. Il n'y a pas de visibilité sur la conjoncture économique actuelle parce qu'il n'y a pas de prévision sur l'impact des décisions et leur importance. Il faut arrêter l'improvisation et renforcer davantage les outils et mécanismes d'étude et de prévision de la production statistique.

SD

TESFAI TECLE



Conseiller spécial de Koffi Amman, président du conseil d'administration de l'Alliance for Green Revolution in Africa.

► **Qu'espérez-vous pour l'Afrique à l'issue du Sommet de Copenhague ?**

L'Afrique attend beaucoup de ce sommet mondial sur les changements climatiques. Les résultats dépendront de la recherche d'une position africaine commune. Ce qui n'est pas impossible puisque l'ensemble des pays du continent milite au moins pour une chose : pousser pour que les pays industrialisés, gros pollueurs, parviennent à un accord à Copenhague pour la réduction des émissions des gaz à effet de serre. L'Afrique y a tout pour gagner. L'Afrique doit défendre parallèlement son droit à être indemnisée par les gros pollueurs responsables de la situation actuelle de la planète. C'est un objectif qui reste à notre portée.

AW

MOHAMED EL KETTANI



PDG du groupe Attijariwafa Bank.

► **Pensez-vous, après une légère pause en 2009, que la consolidation du secteur bancaire africain se poursuivra ?**

Tout d'abord, il semble y avoir un consensus actuel sur le fait que l'Afrique constitue un gisement de croissance économique parmi les plus élevés au monde, vraisemblablement après la Chine et l'Inde. Cette croissance en cours concerne tous les secteurs économiques,

puisque l'Afrique dispose de tous les ingrédients, à savoir des matières premières abondantes, une démographie en forte croissance, des besoins importants en infrastructure, etc.

Le secteur bancaire requiert une attention particulière puisqu'il devra jouer un rôle crucial dans l'accompagnement du tissu économique et l'aboutissement des projets structurants pour les pays.

Après une rapide analyse du paysage bancaire africain, on peut faire quelques constats.

Les banques africaines, dans leur grande majorité, demeurent encore trop petites et souvent sous-capitalisées. Cette situation ne leur permet donc pas de répondre aux besoins de financement et de conseil des opérateurs économiques. Par ailleurs, ces banques se trouvent fragilisées, particulièrement en période de crise. Aussi, il sera de plus en plus crucial pour ces banques de nouer des alliances. A défaut, elles seront des proies faciles.

La deuxième observation est que certaines banques du continent se trouvent désormais à l'étroit dans leur marché national et éprouvent le besoin, afin de maintenir des taux de croissance acceptables pour leur actionnaires, d'aller chercher des opportunités au niveau régional ou continental. Il s'agit souvent, pour ces banques, d'un développement considéré comme « naturel » compte tenu des similitudes culturelles et des liens historiques avec les pays d'expansion. C'est effectivement le cas d'Attijariwafa Bank qui, aujourd'hui, exprime une forte ambition panafricaine, avec une présence confirmée qui se renforce dans des pays comme la Tunisie, le Sénégal, le Mali, le Gabon, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire...

Le troisième constat, et non des moindres, est que le taux de bancarisation dans certaines parties de l'Afrique demeure dérisoire lorsqu'il est comparé à d'autres régions du monde (probablement entre 5% et 7%). Cette faiblesse du taux de bancarisation présente des opportunités indéniables de croissance pour l'industrie bancaire. Mais, au-delà de cela, la banque vue sous le prisme de « bien public » peut, selon nous, participer pleinement à l'effort d'intégration sociale, de lutte contre l'économie informelle et de développement au sens large. Par conséquent, nous pensons que les Etats de la région devraient encourager le processus en cours de consolidation au sein du système bancaire africain.

Au total, nous restons convaincus, compte tenu des éléments précités, que le processus de consolidation bancaire en Afrique se poursuivra inéluctablement. La crise a, certes, dans un premier temps ralenti ce mouvement qui était en marche, mais elle a permis également d'offrir de nouvelles perspectives en termes de meilleure gouvernance et a rendu ce processus de consolidation encore plus nécessaire pour l'avenir.

AW

AUGUSTE MBAPPE PENDA



Directeur général du Conseil national des chargeurs du Cameroun (CNCC).

► **En quoi le CNCC peut-il agir contre la vie chère ?**

Le CNCC a décidé, depuis le début de l'exercice 2009, d'entamer une série de formations à l'intérieur du pays. Il s'agit d'aller auprès des acteurs et des opérateurs économiques de l'ensemble du pays pour recueillir les difficultés qu'ils ren-

contrent dans l'exercice de leurs activités. Nous n'avons pas fait des choix au hasard. Bamenda (nord-ouest) à cause de la grande frontière avec le Nigeria. Garoua (nord) partage aussi une très grande frontière avec le Nigeria, et les marchandises qui vont au Tchad passent par cette ville. Bertoua (est) pour les marchandises à destination de la Centrafrique. Ce sont des villes frontalières que nous avons choisies, compte tenu de l'intensité du trafic qui se passe entre nos capitales régionales et les pays voisins de l'interland. Nous nous sommes rendus compte que les activités du CNCC ne sont toujours pas très bien connues par les opérateurs économiques. Nous mettons ainsi à leur disposition des informations sur l'arrivée des navires, afin qu'ils sachent à quel moment arrivent les marchandises qu'ils attendent. J'ai parlé du « *tracking* » des conteneurs, qui permet aux opérateurs, quel que soit le moment (puisque c'est un service qui est ouvert 7 jours sur 7, 24 heures sur 24),

d'avoir la localisation du navire qui transporte leurs marchandises. Si les opérateurs économiques maîtrisent mieux les procédures de dédouanement, s'ils anticipent les procédures comme nous le leur conseillons, il y a une plus grande fluidité et il n'y a pas de pénalités, ni de coûts supplémentaires à répercuter sur les marchandises. Donc toutes ces actions concourent à la lutte contre la vie chère. Et c'est à ce niveau que ça devient intéressant pour le consommateur.

AMP

NOUREDDINE ISMAIL



Président de la Commission de surveillance des opérations de bourse, Cosob, Alger.

► **Comment faire pour donner une vraie dynamique à la Bourse d'Alger ?**

Actuellement, on a deux entreprises cotées en bourse, dont la capitalisation est de 6,7 milliards de dinars (environ 100 millions de dollars), cinq obligations d'entreprise avec un encours de 84 milliards de dinars (plus de 1 milliard de dollars), et vingt lignes d'obligations assimilables du Trésor (OAT) d'une valeur de 218 milliards de dinars (plus de 3 milliards de dollars). A travers un plan de développement du marché financier adopté en juin 2009, on pense faire bouger l'environnement et le paysage boursier, car les actions entreprises depuis plus de dix ans (la création de la Bourse d'Alger remonte à 1997), bien que nécessaires et urgentes, restent inefficaces et ne changeront pas vraiment le cours des événements sur le marché financier en Algérie. En fait, la situation actuelle du marché ne lui permet pas de contribuer au financement de l'économie nationale, ce qui est d'autant plus grave que nous avons plus de dix ans d'investissements et d'efforts d'organisation dans le domaine boursier. Elle trouve sa solution dans le cadre du nouveau plan de développement et de modernisation du marché financier, présenté et validé par la place en juin 2009 de façon consensuelle. Ce programme, qui sera engagé à partir de 2010 et bouclé en 2012, vise à définir et à mettre en place un modèle de marché financier en Algérie, avec le concours de cinq experts internationaux. On prévoit de lancer cinq chantiers. En l'occurrence, on programme de renforcer les institutions de marché et de rétablir la crédibilité de la Bourse d'Alger, en vue d'un plus grand développement du marché financier en Algérie.

IEK

OUSMANE KANTE



Titulaire d'un Master 2 en Crédit Management à l'ESCEM de Tours Poitiers. Cadre supérieur à la direction financière de Coliposte du groupe La Poste en France, en charge de

KADER ALLAOUA



Directeur Maghreb de la SFI – filiale du groupe Banque mondiale.

► **Vous avez assisté en été 2007 aux premiers pas du projet éditorial des Afriques. Avec la SFI vous avez l'habitude de voir naître des entreprises et de les accompagner, que vous inspire l'expérience de ce journal ?**

A mes yeux, c'est un pari qui est en train d'être gagné. Au début, j'avais plutôt, au titre du lecteur intéressé, une préférence pour une approche en format sous-région, par exemple un journal économique sur le Maghreb. Finalement l'inspiration était la bonne à cette échelle, celle du continent. *Les Afriques* suit et stimule un mouvement qui devient de plus en plus visible qui est celui des flux d'affaires intra-africains. Nous le voyons avec les entreprises tunisiennes et marocaines qui vont en Afrique subsaharienne, les Egyptiennes qui viennent au Maghreb, les Nigériennes qui s'expatrient en l'Afrique de l'Ouest ou les Sud-Africaines en Afrique australe.

Je croise beaucoup d'acteurs de cette dynamique dans les colonnes des *Afriques*. Des porteurs de projets que j'ai eu à rencontrer. C'est bien un signe que *Les Afriques* est présent là où les choses bougent. Lorsqu'on lit un article sur le Congo sous l'angle d'une opportunité pour l'investissement, cela change du traitement généraliste de la presse internationale. On peut avoir envie d'y aller.

Les entreprises algériennes ne sont pas encore dans ce mouvement. On peut en effet le déplorer. Elles sont les seules, je crois, de ce que je connais de mon expérience, qui sont en butte à une disposition de leur Banque centrale qui les empêche d'investir à l'étranger. Des pays comme l'Egypte, le Maroc ou la Tunisie, qui sont très loin d'avoir les réserves de change de l'Algérie, encouragent leurs entreprises à faire des acquisitions à l'étranger, cela ouvre de nouveaux marchés, assure en retour des rapatriements de dividendes. Ces pays font confiance à leurs entreprises.

IEK

la sécurisation des transactions commerciales et de l'analyse financière.

► **Face au développement du crédit interentreprises dans le commerce mondial, quels moyens les entreprises africaines devront mettre en place pour limiter les risques de défaillance de leurs clients ?**

Les entreprises africaines, pour la majeure partie, n'ont pas accès aux crédits bancaires. Pour financer leurs exploitations, elles sont obligées de s'autofinancer. Elles ne peuvent compter que sur elles-mêmes. Il est d'un enjeu capital pour les entreprises africaines, à l'instar de leurs consœurs américaines, européennes, et même asiatiques, de connaître la solvabilité financière de leurs clients et leur situation juridique avant toute transaction commerciale. Les techniques et les outils du crédit management constituent une très forte valeur ajoutée pour les entreprises africaines. Ils leur permettent de limiter le risque de défaillance de leurs clients et de ne pas perdre de l'argent. Aujourd'hui, le développement du crédit interentreprises a permis en amont le développement de sociétés spécialisées dans les renseignements généraux d'entreprises ou dans les renseignements d'informations commerciales (Coface, Dun & Bradstreet et autres). Ces dernières mesurent le niveau de risque des entreprises et donnent des cotations financières (*rating risk*) sur leur solvabilité.

Bien sûr, il n'y a pas de transaction commerciale sans risque. Mais l'utilisation des outils et des techniques du crédit management permet de mieux les sécuriser. Par exemple, le crédit manager négocie pour le compte de son entreprise les modes, les moyens et les délais de paiement, tant au niveau national qu'au niveau international, et propose, si nécessaire, une sécurisation des flux financiers. La sécurisation peut être la caution bancaire ou la caution solidaire et personnelle

d'un groupe à l'égard de sa filiale, le choix sur le mode et le moyen de paiement, par exemple choisir un virement avec *swift* et non un chèque, ou bien mettre en place un crédit documentaire confirmé par une banque pour les clients à l'international, ou bien d'autres choix, car le panel est large.

L'oubli (ou le mauvais choix) des entreprises africaines d'apprécier la solvabilité financière ou même de connaître la situation juridique (entreprise en plan de sauvegarde) peut être fatal. Il existe des formations de haut niveau dans le domaine du crédit management qui donnent une expertise à forte valeur ajoutée et reconnue. J'invite les dirigeants des entreprises africaines à former leurs cadres dans ce sens, et à se mettre ainsi à l'abri d'éventuelles déconvenues dans les transactions commerciales, surtout à l'export.

SL

JEAN-CHRISTOPHE DESPRÈS



Président fondateur de SOPI, 1^{ère} agence de communication française spécialisée dans le marketing affilié. Il accompagne les entreprises françaises et internationales dans la compréhension des mutations identitaires qui affectent citoyens comme consommateurs et quant à l'impact communicationnel de la globalisation. Diplômé de l'IEP Paris, il enseigne également le marketing ethnique à l'Université Paris V.

► **Pensez-vous que l'arrivée en France de ministres issus de l'émigration a permis de faire reculer les discriminations ?**

Les discriminations découlent avant tout de représentations erronées, souvent héritées du passé (colonial en ce qui concerne les discriminations liées à l'origine). Ces nominations pourront donc contribuer, à l'avenir, à faire reculer les inégalités de traitement dont sont principalement victimes les Français originaires d'Afrique. Cependant, en dépit de la popularité de Rama Yade, aucun des ministres actuels ne dispose d'un capital électoral suffisant pour symboliser autre chose que la « diversité ». Or c'est à partir d'un rapport de forces politique et économique visant à établir l'égalité entre tous les citoyens que reculeront les discriminations.

Autrement dit, tant qu'on donnera l'impression de « faire l'aumône » de postes à des personnalités issues de l'émigration, le rapport de domination subsistera, et avec lui les contrôles au faciès, les logements refusés et les promotions professionnelles ralenties...

Pour finir, la France cherche à se donner une nouvelle image, plus conforme à la réalité du pays et à l'évolution du monde. Reste à y donner plus de substance.

DF

NASSIM KERDJOUJ



PDG de Net Skills, vice-président du FCE (Forum des chefs d'entreprises).

► **Après les déconvenues subies par Djedzy, la marque d'Orascom en Algérie, pensez-vous que nous sommes à la veille d'une redistribution des cartes dans la téléphonie mobile dans ce pays ?**

Les faits sont là. Il y a une perte de marché dans le prépayé que subit Djedzy depuis le match Egypte-Algérie du Caire, et le mouvement s'étend aussi au *corporate*. Des chefs d'entreprise sont pris dans le regain de patriotisme et migrent le plus souvent, d'ailleurs non pas vers Nedjma mais vers Mobilis, l'opérateur historique. Maintenant l'impact a besoin d'être quantifié. Personne ne l'a chiffré. Par ailleurs on ne peut pas savoir si c'est un mouvement durable ou temporaire.

Le patriotisme peut s'étioler lorsque le portefeuille est touché. Djedzy pourrait faire des offres, baisser les prix... Tout le monde n'a pas jeté sa puce Djedzy. Sur le plan de l'enjeu économique et politique, il y a, d'une part, une volonté claire des autorités algériennes de redistribuer les cartes et, d'autre part, la volonté tout aussi claire chez Orascom de ne pas vendre ses bijoux de famille ou, en tout cas, de faire monter très haut les enchères. J'avais prédit dans un entretien aux *Afriques* (*Les Afriques* N° 67, ndr) la fragilité du modèle de développement d'Orascom, qui s'est construit dans des pays à autoritarisme politique marqué. Le rendement y est élevé, mais le risque d'instabilité politique aussi. Nous y sommes. Le scénario le plus probable est qu'Orascom Télécom monte au maximum les enchères, puis qu'il fusionne avec un groupe comme Bouygues Télécom afin d'aller complètement sur des marchés à forte concurrence en Europe et en Amérique du Nord, mais où, finalement, il existe plus de stabilité

Premier cabinet d'intelligence économique spécialisé sur l'Afrique, GwethMarshall Consulting surveille les marchés, met les entreprises au contact des décideurs, analyse la concurrence et veille sur la réputation de ses clients dans les médias et sur Internet.



GwethMarshall, un plan pour l'Afrique!

www.gwethmarshall.com

et de visibilité politique. Je ne vois pas la fin de la crise pour sitôt.

IEK

CHARLES METOUCK



Directeur général de la Société nationale de raffinage (SONARA) et président du Syndicat des industriels du Cameroun (SYNDUSTRICAM).

► **Quels sont les prochains défis pour le Syndicat des industriels du Cameroun ?**

Le syndicat entend poursuivre des actions de *lobbying* auprès des pouvoirs publics et des autres instances de gestion ; il voudrait mettre un accent sur l'entretien et/ou la réhabilitation des routes dans les zones industrielles. Le syndicat envisage aussi d'aménager les locaux de son

antenne de Yaoundé et de recouvrer les arriérés des cotisations. Il entend accentuer la sensibilisation des adhérents et les impliquer dans les réflexions portant sur l'actualité.

Malgré la crise financière internationale et ses effets sur l'économie nationale, les actions menées ces derniers temps sont, dans l'ensemble, satisfaisantes : amélioration des infrastructures, mise en place d'un système d'encouragement des projets, amélioration du rythme de consommation des crédits PPTE, amélioration des mesures d'approvisionnement du pays en ciment... sont autant de motifs de satisfaction du syndicat au cours des dernières années. Cependant, le SYNDUTRICAM doit encore faire face à de nouveaux défis, lutter pour l'allègement et l'assouplissement de la pression fiscale ; veiller sur le programme des recommandations de la commission de réforme fiscale... En 2009, le syndicat a beaucoup travaillé pour résoudre ces problèmes, et bien d'autres encore, comme ceux liés au recouvrement des cotisations, à l'aménagement des voies d'accès aux zones industrielles et aux tracaseries sur le pont du Wouri.

AMP

JEAN-MICHEL SEVERINO



Directeur général de l'Agence française de développement (AFD) et membre du blog *Idées pour le développement* (www.id4d.org)

► **L'aide publique au développement est-elle néfaste pour l'Afrique ?**

Non seulement l'aide publique au développement n'est pas néfaste à l'Afrique, comme tentent de le faire croire certains ouvrages récents, mais on constate, lorsqu'on la ramène aux politiques ciblées qui la constituent,

qu'elle a connu d'authentiques réussites.

Si l'aide était néfaste, des « chouchous des bailleurs » (*aid darlings*) tels que le Ghana, le Botswana ou le Mozambique (pour ne citer qu'eux) seraient-ils aussi les pays africains ayant connu les meilleurs taux de croissance pendant les années ayant précédé la crise ?

L'aide ne peut pas à elle seule créer la croissance, toutefois elle peut la stimuler, l'accompagner ou compenser son caractère inégalitaire ; fournissant un filet de sécurité aux plus démunis. Plusieurs indicateurs sociaux du continent africain ont ainsi fortement progressé au cours des trois dernières décennies. L'analphabétisme a été réduit de 40%, de même que la mortalité infantile. Des progrès réalisés en dépit d'une croissance démographique sans précédent, porteuse de profonds bouleversements.

Pourquoi alors considère-t-on parfois que cette politique est inefficace ? Cela tient au fait que l'aide n'est analysée ni à l'aune des moyens qui lui furent alloués, ni à l'aune des objectifs qui lui furent assignés. Tour à tour mobilisée pour favoriser la stabilisation géopolitique (pendant la guerre froide), refinancer la dette, prévenir les crises ou catastrophes, réguler la mondialisation, l'aide n'a pas toujours eu pour seule mission de réduire la pauvreté.

Il est donc impossible, si l'on veut faire avancer le débat sur l'efficacité de l'aide de manière juste et objective, d'examiner cette politique comme un tout uniforme et intemporel.

AGG

FRÉDÉRIC LE BOURGEOIS



Directeur général FBN Bank Paris Branch.

Le secteur bancaire nigérian a été sévèrement secoué par la Banque centrale ces dernières semaines. Comment la First Bank a-t-elle traversé cette tempête ?

L'arrivée de Sanusi Lamido Sanusi à la tête de la Banque centrale du

Nigeria a effectivement provoqué de larges remous dans le paysage bancaire nigérian. Les dix premières banques nigérianes ont vu leur capitalisation boursière passer de plus de 42 milliards de dollars à moins de 12 milliards de dollars entre mars 2008 et mars 2009. Une des raisons majeures de ces difficultés est l'augmentation très importante des prêts accordés par les banques. Prêts la plupart du temps adossés à des garanties sur titres cotés non maîtrisés.

La First Bank of Nigeria n'a pas suivi cette tendance. C'est pourquoi elle n'a pas connu les difficultés de certains établissements.

Elle a en outre bénéficié d'excellents résultats de la part de sa filiale de Londres, qui a connu une progression de plus de 11% de son résultat avant impôts à fin mars 2009. Le groupe FBN a ainsi tous les atouts pour poursuivre un

développement important, mais harmonieux, de son activité.

BF

SLIM OTHMANI



PDG de NCA, leader algérien des boissons et jus à base de fruits.

L'intégration économique du Maghreb avance trop lentement compte tenu des enjeux, pourquoi les entreprises algériennes ne sont-elles pas en pointe de ce mouvement ?

J'ai du mal à comprendre la friabilité des entreprises algériennes

vis-à-vis des marchés extérieurs et de l'intégration du Maghreb en premier. Il existe là un potentiel considérable de croissance qui est, il est vrai, entravé aujourd'hui par la fermeture de la frontière terrestre entre l'Algérie et le Maroc. Il y a des collègues chefs d'entreprise qui estiment, en 2009 encore, qu'ouvrir la frontière terrestre avec le Maroc, c'est faire un immense cadeau à l'économie marocaine qui va nous inonder de ses produits. Ils ne veulent pas considérer en retour tout ce que les entreprises algériennes ont à gagner sur le marché marocain, toutes les synergies, les complémentarités, l'accès facilité vers la péninsule ibérique, les avantages logistiques.

Alors, que ce discours soit tenu au sein même du FCE m'amène à penser deux choses. D'abord qu'il existe un formatage politique de

l'opinion algérienne sur cette question. Les Algériens ne savent même plus très bien pourquoi la frontière avec le Maroc est fermée. Posez la question et vous aurez des réponses diverses. Il y en a qui vous parleront du Sahara occidental, d'autres de l'indemnisation des Algériens qui ont laissé des biens au Maroc, et d'autres de litige frontalier. Ensuite, que ce sont, en vérité, les entreprises algériennes qui ne sont pas prêtes à faire ce saut de l'ouverture vers le Maghreb. Toujours pas.

Que faut-il faire contre cela ? Multiplier les rencontres entre chefs d'entreprise maghrébins. Il faut que les chefs d'entreprise algériens se décrispent par rapport à leurs collègues, cela aidera à envisager plus facilement des liens d'affaires. Je pense par exemple aux *swaps* d'actions. Il y aura des échecs et des succès, mais l'intégration avancera. Cela ne génère pas de flux financier et les dividendes peuvent être distribués dans les monnaies nationales. Ce sera peut-être même la matrice de la future monnaie du Maghreb.

SD

MODIBO DIOP



Ingénieur polytechnicien. Directeur général de l'Agence sénégalaise d'électrification rurale.

Quand l'Afrique arrivera-t-elle à combler son déficit en énergie ?

Il y a des avancées importantes de part et d'autre du continent en matière de stratégie d'investissements dans le domaine de l'énergie. Et ceci malgré le contexte de crise financière internationale. Le Sénégal, par exemple, a pris un train de mesures qui lui permettront de combler son déficit et d'être exportateur à l'horizon 2011-2012. Notre puissance installée sera d'ici là plus forte que notre demande. *Idem* pour l'Afrique du Sud et le Ghana qui ont mis en place des plans de développement ambitieux.

Au-delà des investissements, il s'agit aussi d'augmenter la part des énergies renouvelables dans notre bouquet énergétique. D'ici l'horizon 2020, nous comptons, grâce à la typha qui pousse au nord, à la coque d'arachide et à l'énergie solaire, atteindre le seuil de 20% d'énergies renouvelables, ce qui correspond, par exemple, à la directive européenne en la matière.

AW

SERGE OUSMANE TALL



Administrateur de sociétés (Ouagadougou). Président de Convergence d'initiatives pour le développement de l'Afrique.

Que manque-t-il le plus à l'Afrique pour attirer les investissements étrangers ?

Si les conditions essentielles pour attirer les investissements étrangers sont la stabilité politique, la bonne gouvernance publique et privée, la fiabilité des systèmes judiciaires, le

renforcement des capacités pour une meilleure productivité et une plus grande compétitivité, la mise en place de marchés financiers, etc., force est de reconnaître qu'au cours de la dernière décennie de grands progrès ont été enregistrés sur le continent africain pour attirer et garantir un rendement élevé sur les investissements. En effet, certains pays africains ont réalisé, ces dernières années, de très bonnes performances en matière d'attraction des investissements étrangers.

Bien que ces progrès méritent d'être valorisés, des efforts restent à faire pour approfondir et renforcer ces acquis et, enfin, étendre ces réformes à d'autres pays qui traînent les pieds et qui alimentent le moulin des afro-pessimistes.

Dans ce sens, il faut travailler à faire fonctionner effectivement les mécanismes mis en place.

L'autre aspect de la question est le coût élevé des facteurs de production qu'il est impératif d'abaisser pour rendre l'Afrique plus compétitive.

Enfin, comme toute destination inconnue ou méconnue, l'Afrique doit agir pour « mieux se vendre ». Il faut donc mieux communiquer et agir en direction de la communauté mondiale des investisseurs.

DF

ANDRE SOUMAH



Executive chairman, ACE Audit Control of Expertise Global à Genève.

Que manque-t-il le plus à l'Afrique pour faire décoller son économie ?

Dans une note comme celle-ci, on ne peut pas tout dire, ni dire beaucoup. L'Afrique doit renforcer sa croyance en elle-même. L'avenir du continent est une priorité qui incombe aux Africains. Il revient aux Etats africains d'assurer cet avenir par tous les moyens, en commençant par le renforcement des fondamentaux de nos économies et la connaissance de nos marchés intérieurs et extérieurs. Cette connaissance permettra d'adapter nos productions aux marchés ainsi connus, autrement dit, il faut s'assurer du marché (l'acheteur) avant de produire. A cette fin, le continent pourra mieux savoir et comptabiliser la production et le commerce intérieur ou extérieur, issus des interventions directes telles que les subventions aux paysans, la construction et l'entretien des routes paysannes pour mieux les lier aux plus gros centres de commerce et, par voie de conséquence, aux marchés. Une telle politique renforcera les recettes et diminuera les fraudes fiscales. Les Etats africains seront ainsi mieux placés pour assumer efficacement leur rôle régali.

Les pays africains doivent donc réorganiser leur marché intérieur en créant, ou recréant selon le cas, des caisses de stabilisation des prix de leurs produits agricoles. Ces caisses ont été très utiles à leur l'économie dans le passé. La crise financière et économique qui secoue le monde aujourd'hui rend une telle politique encore plus urgente.

Les ports, les transports routiers, l'entreposage et le contrôle des qualités des produits doivent également jouer un plus grand rôle dans le progrès du continent. Une meilleure gestion et connaissances des acteurs dans ces secteurs s'imposent. A cette fin une AUTORITE de régulation

Votre partenaire stratégique pour concilier
Écologie et Économie

Efficacité énergétique, énergies renouvelables et bioénergies

- ⇒ **Diagnostic** énergétique et réduction des coûts
- ⇒ **Assistance** dans l'élaboration de politique d'énergies renouvelables et de bioénergies
- ⇒ **Appui** pour la production bioénergie à partir du bois, des déchets agricoles et des industries agro-alimentaires
- ⇒ **Formation** et renforcement des capacités

Stratégie carbone

- ⇒ **Réalisation du Bilan Carbone®** (agrément de l'ADEME*), proposition d'un plan d'actions de réduction des coûts et des émissions Gaz à Effet de Serre (GES)
- ⇒ **Evaluation des émissions de GES**, accompagnement dans la neutralité carbone et la compensation des émissions de gaz à effet de serre
- ⇒ **Expertise et assistance** pour la réalisation de projets dans le cadre du Mécanisme de Développement Propre (MDP)
- ⇒ **Aide** à la création et au renforcement de capacités des Autorités Nationales Désignées
- ⇒ **Assistance** dans la mise en place de plan climat national et territorial
- ⇒ **Formation** et renforcement des capacités

Green business et développement durable

- ⇒ **Elaboration** et mise en œuvre de stratégies de green business avec recherche de partenaires financiers et techniques
- ⇒ **Appui à la création** d'éco-entreprises et d'éco-activités
- ⇒ **Formation** et renforcement des capacités
- ⇒ **Diagnostic** d'une entreprise et positionnement stratégique sur le green business
- ⇒ **Conception, organisation et animation** de forum d'affaires sur le green business, l'investissement et les technologies vertes
- ⇒ **Accompagnement** pour la création et le renforcement des capacités des chambres d'agriculture

Eco-conception et analyse de cycle de vie

- ⇒ **Conseil pour l'éco-conception** de produits et services
- ⇒ **Aide** à la réduction à la source et à la valorisation des déchets
- ⇒ **Economie de matières premières** et de ressources naturelles
- ⇒ **Formation** et renforcement des capacités

Eco-événement

- ⇒ **Conseil** pour l'organisation d'éco-événement
- ⇒ **Evaluation** des émissions de CO2 des événementiels et compensation carbone
- ⇒ **Economie d'énergies** et prise en compte des énergies renouvelables
- ⇒ **Limitation et valorisation** des déchets
- ⇒ **Sensibilisation** au développement durable

* ADEME : Agence Française de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Contact : **Thierry Téné** - Directeur A2D Conseil - Tel : **+33 6 21 93 91 45** - thierry.tene@a2dconseil.eu

sera indispensable. En attendant les gros travaux de construction des autoroutes, des chemins de fers interafricains, la mise sur pied d'un « African Easy Jet Service » et la facilitation des mouvements des personnes et des biens intra Africains, l'Afrique doit renforcer la coopération et l'intégration de ses économies. L'Afrique ne décollera jamais sans ces intégrations et la création de sa propre monnaie. Aujourd'hui les multinationales ont remplacé les autorités coloniales. Pour réduire son incurie et renforcer son économie, l'Afrique doit connaître et développer son marché et cela, entre autres, par une meilleure utilisation de ses cadres et la création d'écoles professionnelles pour la formation des hommes de rigueur, plus éveillés et plus acquis aux besoins du continent. Elle doit aussi renforcer ses organisations régionales en leur confiant l'exécution des projets de développement de nature nationale ou régionale au lieu de faire toujours appel aux organisations extérieures du continent. Enfin, la démocratie et la bonne gouvernance sont indispensables pour assurer la responsabilisation de ceux qui dirigent et la garantie des libertés fondamentales, en particulier celles d'expression et de presse. En outre la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice seront plus assurées. Tout ceci pour souligner à quel point l'évolution démocratique et constitutionnelle de nos états est un préalable au décollage économique du continent.

DF



FRANÇOIS GHILÈS

Chercheur au Centre de relations internationales à Barcelone (CIDOB).

► **Vous avez été à Barcelone l'un des initiateurs du concept du « coût du Non Maghreb ». Les choses n'avancent toujours pas de ce point de vue. A qui la faute ?**

C'est un discours que je tiens dans tous les forums où je suis invité : le Maghreb n'a aucun poids intrinsèque. Il est politiquement aux abonnés absents. A qui la faute ? Je crois que le moment est venu de questionner aussi les acteurs locaux et d'oublier un peu la responsabilité des Occidentaux dont nous connaissons le poids dans l'histoire. J'aime bien, ces dernières années, comparer les élites turques et les élites du Maghreb. Les premières savent d'où elles viennent et savent où elles veulent aller. Elles vont entrer dans l'Union européenne. Les secondes me donnent le sentiment de ne pas savoir d'où elles viennent et de ne pas savoir où elles vont. La vision stratégique du Maghreb, absente chez

les Etats concernés, va peut-être naître dans le regard de la rive nord. Futur *hub* énergétique, relais de croissance pour l'Europe, le Maghreb est bien sûr un projet bancable, mais tant que le Maroc ne sera pas en mesure d'acheter du gaz et de l'ammoniaque algériens, comment voulez-vous que ses grandes entreprises puissent se battre sur les marchés d'exportation avec des chances de réussir ? J'évoque aussi la part de responsabilité de la diaspora en Europe et en Amérique du Nord dans le retard de l'intégration maghrébine et de son décollage économique. Comparez donc avec les diasporas chinoises et indiennes. Cela saute aux yeux, pourtant, que les Maghrébins ont envie d'être ensemble. Les conflits sont des affaires d'Etat. La dernière confrontation entre l'Algérie et l'Egypte pour la qualification à la Coupe du Monde l'a encore montré. Les Maghrébins étaient unis derrière l'Algérie. La politique peut occulter cette mémoire d'un passé commun, mais elle ne peut l'oblitérer. Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre le Grand Maghreb.

IEK



BADIS DERRADJI

PDG de Neal, filiale de Sonatrach dédiée aux énergies renouvelables.

► **2010 va-t-elle être l'année de l'essor des énergies renouvelables en Algérie ?**

Absolument ! Je suis très optimiste à ce sujet. 2010 va être l'année de notre effort de développement en ressources humaines. Le ministre de l'Energie a bien indiqué que l'Algérie voulait créer sa propre industrie des énergies renouvelables, l'institut va cristalliser l'ingénierie nationale dans ce domaine. Le décret pour sa création est en préparation. En 2010, il y aura aussi un autre événement symbolique pour notre transition énergétique, c'est l'arrivée sur le réseau des premiers kilowatts-heures d'électricité d'origine solaire. La centrale électrique à cycle combiné gaz-solaire de Hassi R'mel sera livrée en août prochain. La dernière visite d'inspection a permis de constater un état d'avancement de 70%. Nous serons au rendez-vous. Maintenant, nous sommes en train de voir avec nos partenaires espagnols la possibilité de lancer deux études pour la réalisation de deux nouvelles centrales solaires en CSP (méthode par concentration solaire utilisée à Hassi R'mel). Il n'est pas exclu, là aussi, que les appels d'offres soient lancés en 2010. Il y a également le fait que Neal s'est beaucoup renforcé en 2009. Nous

avons aujourd'hui la capacité de faire avancer plusieurs projets de front. C'est une certitude, 2010 sera bien l'année du décollage des énergies renouvelables en Algérie.

IEK



ABDELHANINE BENALLOU

Directeur général de l'Office national des aéroports (ONDA) du Maroc.

► **Quelle est aujourd'hui la capacité de l'aéroport de Casablanca ?**

Nous serons à la fin de l'année 2009 entre 7 et 8 millions de passagers enregistrés, sachant que le terminal I est en rénovation. Lorsque les travaux de réfection seront achevés à la fin 2010, la capacité de Casablanca sera de l'ordre de 16 millions par an. A partir de 2011, nous nous engageons dans la construction du terminal 4 qui va apporter 10 millions supplémentaires. Si bien qu'à la fin 2013-2014, l'aéroport de Casablanca cumulera une capacité de 30 millions de passagers. Les études relatives à ce terminal 4 sont en cours. Voilà nos objectifs en termes de capacité.

AW



VALENTIN MBOUGUENG

Rédacteur en chef délégué Afrique Asie et Président de la Ligue internationale des journalistes pour l'Afrique (LIJAF)

► **Quel rôle doit jouer un journal comme Les Afriques ?**

C'est un journal qui est arrivé à son heure et qui fait référence dans le domaine économique et financier. Les Afriques couvre un domaine qui était marginalisé. Quand l'information était disponible, elle était donnée de manière trop intéressée et trop partielle. C'est pourquoi nous ne pouvons, en tant qu'Africains, que souhaiter à ce journal de continuer dans cette voie, en éclairant l'Afrique sur l'information financière et économique et surtout sur les desseins des prédateurs de ses matières premières et de ses ressources. Compte tenu de l'ampleur pris par le journal, vous devez non seulement donner l'information mais aussi jouer un rôle d'éclaireur. C'est un défi qu'il vous faut relever.



OUSMANE KANE

Ministre des Finances de la République islamique de Mauritanie.

► **Pensez-vous que les contrats chinois signés avec certains pays africains et consistant en l'échange matières premières contre infrastructures constituent une opportunité ou une menace pour l'Afrique ?**

Un double constat s'impose : d'une part, la Chine a besoin, pour sa croissance, de sources fiables et durables d'approvisionnement en matières premières ; d'autre part, l'Afrique manque cruellement d'infrastructures indispensables à son développement. Il se trouve que l'Afrique dispose de ces matières premières et que la Chine dispose de très importantes ressources financières. Cette situation est source de belles opportunités d'alliances, profitables aux deux parties. Les accords auxquels vous faites allusion sont donc, dans leur principe, des initiatives d'autant plus naturelles que l'Afrique éprouve de sérieuses difficultés à mobiliser des ressources suffisantes pour financer son développement. Le problème se trouve, par contre, au niveau du contenu des contrats et des obligations des uns et des autres. La valorisation des matières premières n'est pas nécessairement faite aux prix du marché. De même, les conditions de réalisation des infrastructures en question sont sources de problèmes : les coûts des travaux ne sont pas toujours fixés sur une base compétitive, l'utilisation intensive de travailleurs chinois limite l'impact réel de ces grands chantiers sur l'activité économique nationale et, enfin, le transfert de technologies n'est nullement pris en compte dans ce genre d'accords. Cette situation est la conséquence d'un rapport de force très inégal au moment de la négociation de ces conventions : le pays africain cède généralement à son partenaire chinois quand il n'est pas satisfait des relations qu'il entretient avec ses bailleurs de fonds traditionnels. Il négocie en position d'extrême faiblesse et, à la fin, accepte des accords qui sont souvent très déséquilibrés. On entend souvent des institutions ou des experts internationaux dénoncer, en des termes sévères, cette forme alternative de financement du développement. L'impression que donnent ces propos est que ces accords sont une menace pour l'Afrique, mauvais et condamnables dans leur principe. Une telle attitude n'est pas constructive et n'aide pas à résoudre le vrai problème qui est celui du déséquilibre des rapports de force au moment des négociations de ces contrats. Il me semble nécessaire, aussi bien pour les institutions de *Bretton Woods* que pour les institutions financières régionales et sous-régionales, d'accepter qu'il s'agit là d'une intéressante opportunité de doter le continent des infrastructures dont elle a besoin. Elles devraient par conséquent se mettre fermement aux côtés des pays africains pour les aider à saisir cette opportunité et à en retirer le meilleur profit. Avec une ferme volonté d'accompagner ce phénomène au lieu de le combattre, avec de l'imagination et des conseils appropriés, il est possible de transformer cette nouvelle forme de partenariat entre la Chine et plusieurs pays africains en une nouvelle et sérieuse voie additionnelle de financement du développement du continent.

AW



DAVID KOECHLIN

Vice-président, Sales & Business Development, Cotecna.

► **Avez-vous noté, ces dernières années, une évolution favorable dans la gouvernance des douanes africaines ?**

Oui, on note globalement une évolution favorable dans la gestion et l'administration des douanes africaines. Globalement toujours, on assiste à des progrès constants dans les moyens administratifs mis à sa disposition et dans l'amélioration des conditions et du temps moyen de dédouanement. Cependant, cette amélioration globale masque en réalité une très grande disparité suivant les pays.

Certaines administrations douanières régressent même et leurs résultats en matière de recettes restent ridiculement bas. Grâce aux grandes zones douanières telles que la CEMAC, l'UEMOA et d'autres, qui se sont dotées de tarifs extérieurs communs, il est désormais assez aisé d'établir un ratio entre les recettes et le total des importations et de relever les bons et les mauvais élèves. On note globalement toujours un très grand manque de moyens techniques mis à la disposition de la Douane. Dans certains pays, qui ne sont pas toujours les plus pauvres, c'est même l'indigence. On reste surpris de ce que les gouvernements ne considèrent pas comme une priorité la modernisation de leur administration douanière, qui est pourtant souvent leur principale ressource de recettes budgétaires. Ceci n'est cependant pas qu'une question de coûts, mais de savoir-faire. La Douane n'a pas les ressources humaines, ni le savoir-faire, ni la vocation d'ailleurs, à financer, mettre en place et faire fonctionner les nouveaux outils technologiques

qui sont aujourd'hui disponibles et extrêmement efficaces pour renforcer les capacités de la Douane : informatique, suivi électronique, scanners, etc. Il y a toujours de très grandes réticences à sous-traiter ou à faire intervenir des acteurs non douaniers dans ce qui reste encore pour beaucoup un domaine réservé. Il faut citer également le secteur des médicaments contrefaits et périmés, qui reste un immense scandale sur le continent africain. Dans ce domaine particulier, on ne constate aucun progrès et la situation semble même s'aggraver. La maladie qui tue le plus dans le monde reste la malaria, et plus de la moitié des antipaludéens disponibles sur le marché en Afrique sont des faux. La coopération entre les Etats enclavés et les pays côtiers est encore beaucoup trop faible. D'énormes sources de revenus sont ainsi détournées, alors que des moyens technologiques simples existent pour combattre ce type de fraude.

BF



Voyagez en classe affaires

avec

Chaque semaine 2000 exemplaires du journal *Les Afriques* voyagent en classe affaires sur Royal Air Maroc, Brussels Airlines et Air Algérie.

AGRICULTURE

Côte d'Ivoire : grève des producteurs de café cacao dans les ports

Une grève illimitée a été lancée le 24 novembre dernier par la Confédération des syndicats agricoles de Côte d'Ivoire (COSACI) dans les ports d'Abidjan (sud) et de San Pedro (sud-ouest) pour exiger le retrait de l'Etat de la gestion de la filière café cacao et la dissolution du Comité de gestion et du Conseil national des sages de la même filière. « *C'est une grève illimitée jusqu'à satisfaction de nos revendications. Nous avons cessé la vente de nos produits. Dans quelques jours tous les ports d'Abidjan et de San Pedro seront secs* », a déclaré Marcel Tia, porte-parole de la COSACI.

AGRICULTURE

Kenya : la production de thé a baissé en octobre en raison de la sécheresse

La production de thé au Kenya a diminué de 7,4% en octobre par rapport au même mois de l'année précédente en raison de la sécheresse. Les quantités produites ont atteint 32 700 tonnes, dont 27 100 tonnes ont été exportées, selon l'Office du thé du Kenya. Globalement, la production entre janvier et octobre a diminué de 11% à 242 200 tonnes.

Egypte : le gouvernement va augmenter le prix d'achat du blé local

Le gouvernement a décidé d'augmenter le prix d'achat du blé aux agriculteurs égyptiens à 270 LE (49,50 dollars) le sac de 150 kg, contre 240 LE précédemment, a annoncé le ministre de l'Agriculture, Saad Nassar.

Bénin : l'UE accorde plus de 5,42 millions d'euros pour soutenir la production du riz

La délégation de la Commission européenne a accordé une aide de 5,42 millions d'euros pour un projet d'appui à la filière du riz dont l'objectif est d'augmenter l'offre locale de qualité, pour concurrencer les importations et améliorer la transformation et la commercialisation de la filière.

MINES

Botswana : Debswana dépensera 3 milliards \$ pour l'expansion de la mine Jwaneng
Debswana Diamond Co, joint-venture entre De Beers et le gouvernement du Botswana, dépensera 3 milliards de dollars au cours des 15 prochaines années pour prolonger la vie de sa mine de Jwaneng, la plus grande mine d'exploitation de diamants du monde en valeur de production. Le projet permettra « d'assurer une production rentable et de continuer dans la mine au moins jusqu'en 2025 », affirme Gareth Penny, le directeur général de De Beers. La mine de Jwaneng a produit 14 millions de carats en 2008, ce qui représente environ un cinquième de la production mondiale de diamants.

ENERGIE

Ouganda : Eni achète des actifs pétroliers de Heritage Oil
La compagnie italienne Eni SpA achètera des actifs pétroliers ougandais de la société britannique d'exploration Heritage Oil Plc pour un montant de 1,5 milliard de dollars. Le prix de la transaction, qui devrait être complété au premier trimestre de 2010, comprendra 1,35 milliard de dollars en cash et un paiement supplémentaire de 150 millions de dollars en équivalent actions dans un champ pétrolier.

les autorités soudanaises pour l'extension de la raffinerie à Khartoum et l'acquisition d'actifs dans un bloc de production de pétrole. CNPC prendra une participation dans le bloc 6 avec la compagnie malaisienne Petroliam Nasional Bhd. La raffinerie de Khartoum, dans laquelle CNPC et le gouvernement soudanais ont des parts égales, a une capacité annuelle de traitement de pétrole de 5 millions de tonnes métriques, soit 100 000 barils par jour. Le Soudan prévoit de doubler cette capacité. L'expansion sera terminée d'ici 2011.

INDUSTRIES

Rwanda : baisse de 10,4% du secteur manufacturier

Le secteur manufacturier du Rwanda a enregistré une baisse de l'ordre de 10,4%, alors que la production agricole a augmenté de 15%, selon la ministre du Commerce, Monique Nsanzabaganwa. La ministre a relevé également une hausse des importations à un « rythme démesuré », soit « quatre fois plus que les exportations ».

Egypte : un nouveau complexe de carbonates de sodium à Suez

L'Industrial Development Authority (IDA) a approuvé le projet de la Holding compagnie pour les industries chimiques d'établir un complexe de carbonates de sodium dans le golfe de Suez, avec un investissement totalisant les 600 millions de dollars. Le complexe sera développé en partenariat avec une société turque et sera construit sur une superficie totale de 1 million de mètres carrés. Il aura une capacité de production de 600 000 tonnes de carbonates de sodium par an, dont 60% seront exportés. L'usine nécessitera environ 500 000 mètres cubes de gaz naturel par an pour la production, et un volume équivalent pour l'exploitation d'une centrale électrique pour le complexe.

Nestlé Tunisie explique la cession de son activité glaces à GIAS

La cession de son activité glaces pour la société GIAS (Générale Industrielle Alimentaire Slama), en partenariat avec le groupe Al Naseem pour Ice Cream & Dairy Products, s'explique par une raison de rentabilité. Selon Bertrand Sigwalt, directeur général de Nestlé Tunisie, des difficultés ont été enregistrées dans la commercialisation de ce produit en raison de la période limitée à environ quatre mois par an, ce qui a amené Nestlé Tunisie à préférer céder cette activité. « *Le modèle qu'on avait ne permettait pas le fonctionnement efficace de cette activité, notamment dans le cadre d'un groupe comme Nestlé* », a-t-il indiqué en

TRANSPORTS

Afrique : les compagnies aériennes dépenseront 112 milliards de dollars d'ici 2028

Les compagnies aériennes africaines devront acquérir 959 gros avions pour un coût d'environ 112 milliards de dollars d'ici 2028, la croissance annuelle du nombre de passagers sur le continent étant plus importante que la moyenne mondiale, a estimé le constructeur Airbus SAS. « *Le nombre de passagers va augmenter en moyenne de 5,6% par an sur la période indiquée, soit 1% de plus que la moyenne mondiale* », a précisé Andrew Gordon, directeur de l'analyse de marché d'Airbus. La part d'Airbus sur le marché des gros porteurs en Afrique est de 21%, par rapport à sa moyenne mondiale de 59%. Le 15 novembre dernier, Airbus a remporté une commande de la compagnie Ethiopian Airlines pour 12 de ses A350, pour un montant global d'environ 2,8 milliards de dollars au prix catalogue.

relevant que malgré de grandes dépenses l'activité est restée non rentable.

Egypte : El Sewedy prévoit une légère baisse de son bénéfice pour 2009

La société El Sewedy Cables, le plus grand fabricant de câbles arabe par capitalisation boursière, prévoit une stagnation voire une légère baisse de son bénéfice net pour 2009, mais s'attend à une augmentation de 25% en 2010. La compagnie a affiché la semaine dernière une baisse de 29% de son résultat net par mois à 549,8 millions LE en raison d'une baisse des prix des câbles et des barres de cuivre. « *En 2010, nous prévoyons un taux de croissance du bénéfice net dans une fourchette de 20 à 30%* », a déclaré Ahmed El Sewedy, PDG du groupe.

Egypte : PepsiCo va investir 100 millions de dollars en 2010

Le géant américain de boissons gazeuses PepsiCo Inc envisage d'investir 100 millions de dollars en Egypte l'année prochaine.

BTP

Algérie : mise en service d'un tronçon de l'autoroute Est-Ouest

Un tronçon de 23,34 km de l'autoroute Est-Ouest, reliant deux communes du département de Relizane (ouest du pays), a été inauguré récemment par le ministre algérien des Travaux publics, Amar Ghoul. Il s'agit de la troisième et dernière tranche traversant le territoire de Relizane.

Cameroun : projet de bitumage de plus de 3500 km de routes d'ici 2020

Plus 3500 km de routes en terre seront bitumées d'ici 2020, indique un document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) pour la période 2010-2020, rendu public par le ministre camerounais de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Louis Paul Motaze. Il est également question de la réhabilitation de 2000 km du réseau routier durant la même période. Sur

environ 50 000 km de routes, dont 30 000 km en milieu rural, seuls 5000 km sont bitumés. L'entretien des routes coûte annuellement quelque 6 milliards FCFA (12 millions de dollars).

Maroc : le Fonds d'Abou Dhabi accorde 17,5 millions \$ pour le barrage de Timkit

Le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement (FADD) a accordé un prêt de 62 millions Dh (environ 17,5 millions de dollars) au Maroc pour le financement partiel de la réalisation du barrage de Timkit, à Errachidia. Le coût global de cette infrastructure, qui sera dotée d'une capacité de 14 millions de m³, est de 150 millions Dh.

Le Mozambique a besoin de 17 milliards de dollars pour moderniser ses infrastructures

Le Mozambique a besoin d'investir 1,7 milliard de dollars par an sur les dix prochaines années pour moderniser ses infrastructures publiques afin qu'elles atteignent le niveau de celui de la plupart des pays en développement, selon la Banque mondiale. Le pays consacre actuellement 700 millions de dollars annuellement pour améliorer les routes, les transports et l'assainissement, ajoute la BM.

TRANSPORTS

Angola : le vol inaugural de la TAAG pour La Havane a eu lieu
La compagnie angolaise des transports aériens (TAAG) a lancé, le 19 novembre dernier, le vol inaugural de sa desserte mensuelle vers La Havane, capitale de Cuba. L'avion, de type Boeing 747, transportait à son bord de hauts fonctionnaires du Ministère des transports, les membres de la commission de gestion de la TAAG, les représentants des agences de voyage, des cadres seniors de l'entreprise et des journalistes. Ce vol a permis de réduire à 1600 dollars le coût du billet, contre 2500 dollars auparavant pour la même destination.

TOURISME

Maroc : l'ONMT reçoit le 2° prix aux Travel Awards 2009 de Belgique

Le deuxième prix du meilleur office du tourisme de la 12° édition du Travel Awards (2009) de Belgique a été accordé à l'Office national marocain du tourisme (ONMT). Quelque 33 offices du tourisme ont concouru à cette compétition organisée annuellement par le magazine *Travel Mag*. Le premier prix est revenu

à l'Espagne. L'ONMT a déjà été 3° aux Awards 2008. Selon les chiffres de l'Office, les arrivées touristiques en provenance du Royaume de Belgique ont augmenté de 11% depuis le début de l'année en cours par rapport à 2008.

Maroc : MonteCarlo lancera un hôtel de luxe à Marrakech

MonteCarlo SBM va s'implanter au Maroc avec un hôtel de luxe, le Jawhar Marrakech, dont la première pierre a été posée en présence du prince de Monaco. Constitué de 93 suites et de 25 villas luxueuses, de jardins clos et de palmeraies, ainsi que d'un restaurant gastronomique, le futur *resort* de Marrakech devrait ouvrir ses portes à partir de 2011. Il sera le premier complexe hôtelier de MonteCarlo SBM hors des frontières monégasques.

TELECOMS ET TIC

Nigeria : MTN licencie 65 employés

La filiale nigérienne de l'opérateur de téléphonie mobile MTN a procédé au licenciement de ses employés, dans le cadre d'une politique destinée « à améliorer les services à la clientèle », selon un communiqué de la compagnie. Akin Braithwaite, porte-parole de la compagnie, affirme que MTN prévoit d'investir 25 milliards de nairas pour améliorer le service à la clientèle.

Afrique du Sud : Telkom va consacrer 800 millions \$ pour se lancer dans le mobile

L'opérateur sud-africain de téléphonie fixe Telkom prévoit de consacrer 6 milliards de rands (environ 800 millions de dollars) sur cinq ans pour lancer une entreprise de téléphonie mobile, en raison de la baisse des bénéfices provenant de ses activités. « *Une gamme de produits couvrant à la fois la téléphonie mobile et fixe aidera Telkom à se défendre plus efficacement contre des concurrents* », a déclaré le directeur exécutif de la compagnie. Telkom a vu baisser son chiffre d'affaires après avoir vendu sa participation dans Vodacom, le plus grand opérateur de téléphonie mobile d'Afrique du Sud.

Télécom Egypt recourt à l'arbitrage sur les taux d'interconnexion

La compagnie Telecom Egypt (TE) a eu recours à l'arbitrage sur le différend relatif aux taux d'interconnexion l'opposant aux autres opérateurs de téléphonie mobile, comme Mobinil et Vodafone Egypt. TE réclame 372 millions LE à chacun des deux opérateurs.

SERVICES

Afrique du Sud : Netcare prévoit une hausse de jusqu'à 10% de ses revenus

Le groupe hospitalier Netcare Ltd a déclaré que ses revenus en Afrique du Sud vont augmenter de 7 à 10% durant l'exercice 2010, alors qu'ils enregistrent une stagnation au Royaume-Uni. Selon son directeur financier, Vaughan Firman, la société prévoit de dépenser 800 millions de rands en Afrique du Sud et 55 millions de livres au Royaume-Uni durant le même exercice. Le bénéfice avant impôts, intérêts, dépréciation et amortissement de la marge, devrait atteindre 18% en Afrique du Sud pour 2010, contre 17% durant l'année dernière.

Les Etats africains sont-ils bien protégés face aux investisseurs étrangers?

La réponse d'un spécialiste en la personne du renommé professeur Pierre Lalive, membre de l'Institut de droit international. Entretien.

Les Afriques : Pouvez-vous, à la lumière de votre expérience, nous présenter les premières affaires d'arbitrage CIRDI (Centre international de règlement des différends relatifs à l'investissement) ayant impliqué des Etats africains ?

Pierre Lalive : La place me manquerait, à l'évidence, pour présenter convenablement « les premières affaires d'arbitrage CIRDI ayant impliqué des Etats africains », dont la toute première affaire, où j'ai eu le privilège d'être le conseil d'investisseurs suisses et américains, est l'affaire *Holiday Inns-Occidental Petroleum c. le Royaume du Maroc* (17 octobre 1978). Il s'agissait d'une affaire complexe qui s'est achevée, très heureusement, par une transaction directe. Ceci illustre une vérité que l'on oublie trop souvent, c'est que beaucoup d'arbitrages ne se terminent pas par une sentence arbitrale, mais par un arrangement à l'amiable – la procédure, souvent assez longue vu la complexité de la matière, permettant à chaque partie de mieux comprendre sa propre position (avec ses faiblesses et ses forces) et celles de la

culture juridique de nos interlocuteurs – soit des caractéristiques souhaitables et même nécessaires, à mon sens, tant chez l'arbitre international que chez le conseil qui plaide dans une procédure internationale.

LA : Avez-vous noté une spécificité chez les juristes africains ?

PL : Beaucoup de praticiens africains ont eu ce qu'on peut appeler une double éducation juridique : locale, dans leur pays, et poursuivie dans un contexte européen ou américain, souvent dans un système de droit civil ou de *Common Law*. Cette double formation est de nature à faciliter le dialogue, à diminuer les risques de malentendus (mais non pas à les supprimer). Et c'est pourquoi il me semblerait important de mieux connaître le point de vue et les réactions des praticiens africains face aux pratiques de systèmes d'arbitrage qu'ils peuvent juger essentiellement européens (comme ceux de la CCI, de la LCIA, etc.).

Il n'est pas possible d'approfondir ou de discuter en détails des exemples de malentendus, d'incompréhensions, ou même



Pr Pierre Lalive : « Il est faux d'affirmer ou de laisser croire que le système arbitral du CIRDI serait défavorable au gouvernement hôte des investissements ou que les arbitres internationaux seraient généralement plus favorables aux investisseurs qu'aux Etats. »

Etats (de toutes les parties du monde et pas seulement d'Afrique, d'Amérique latine, etc.) sont insuffisamment ou incomplètement informés des difficultés liées au régime international des investissements, et sont mal conseillés. Et j'ai constaté récemment que ce sentiment était partagé par bien de mes confrères, membres de l'Institut de droit international, institut qui rassemble, comme on le sait, un grand nombre des experts les plus renommés et les plus expérimentés en matière de droit international. On le voit déjà dans le fait que d'assez nombreux BIT (les traités bilatéraux de promotion et de protection des investissements) sont rédigés de manière imparfaite et imprécise (parfois par des diplomates, certes de qualité, mais non spécialisés en matière de juridiction et de procédures internationales), et que le choix des conseils juridiques ou des arbitres par tel ou tel ministère est parfois

inoportun, voire déplorable, si bien que le résultat d'un éventuel litige arbitral, selon le système de la Convention de Washington, peut être décevant pour l'Etat par la faute de ce dernier – tout comme c'est le cas pour bien d'autres litiges.

Cela dit, et contrairement à certaines critiques superficielles et faciles fréquemment répétées, il est faux d'affirmer ou de laisser croire que le système arbitral du CIRDI serait défavorable au gouvernement hôte des investissements ou que les arbitres internationaux seraient généralement plus favorables aux investisseurs qu'aux Etats. Les généralisations de ce genre me semblent manquer de sérieux. Ce qui est vrai, c'est, d'une part, que, comme dans n'importe quelle affaire commerciale, il est peu probable qu'une partie en litige gagne une affaire si son dossier est mauvais (par exemple si un Etat a procédé sans motif sérieux à une confiscation brutale en violation de ses engagements) ou a été mal approfondi et est mal instruit et présenté (par exemple par une équipe purement nationale, dénuée d'esprit « comparatiste »).

D'autre part, il est vrai que de grands efforts restent à faire, comme vient de le reconnaître encore une fois l'Institut de droit international, pour améliorer la formation et l'éducation des juristes (de tous pays), notamment dans les administrations étatiques, en matière de droit international public et de droit international privé, tout comme en matière de procédure arbitrale. Une des critiques souvent entendues à l'encontre des sentences CIRDI est qu'elles émanent de juristes bien informés certes du droit international public, mais peu au fait des techniques et des subtilités du droit international privé.

Pour conclure sur cette question, je ne puis que répéter que la Convention de Washington de 1965 a représenté indiscutablement un progrès dans le domaine de la solution pacifique des différends internationaux, domaine extrêmement complexe en notre époque de globalisation, mais que l'application du système, inévitablement, laisse encore à désirer pour tenir compte de l'évolution qui a eu lieu depuis 1965 et des besoins d'aujourd'hui et de demain.

Propos recueillis par AW

« Beaucoup de praticiens africains ont eu ce qu'on peut appeler une double éducation juridique : locale, dans leur pays, et poursuivie dans un contexte européen ou américain, souvent dans un système de droit civil ou de Common Law. »

partie adverse. C'est ce que j'appelle la valeur éducative de la procédure arbitrale. J'ai eu le privilège, non seulement d'être quelquefois arbitre, mais de représenter comme conseil des Etats africains, et donc soit d'entendre, soit de collaborer avec des juristes africains, qui m'ont paru à tous égards de valeur égale, voire supérieure, à celle de juristes européens ou américains.

LA : Quel obstacle avez-vous le plus souvent rencontré ?

PL : Il y a un problème général qui est celui de la communication – et de la compréhension – entre praticiens de pays divers, de cultures différentes et, en particulier, de juristes qui ont été formés et éduqués dans des systèmes juridiques différents. D'où le risque, pour chacun d'entre eux, de surestimer la valeur et la place de son droit national, et une difficulté à comprendre véritablement le droit étranger, l'approche et les réactions de son interlocuteur dans une négociation contractuelle ou dans une procédure arbitrale.

Ce phénomène est, je le répète, général, et il n'est nullement particulier aux relations entre juristes africains, d'une part, et juristes européens d'autre part. Depuis toujours, dans mes écrits ou dans mon enseignement, j'insiste sur l'importance de l'approche comparative pour tous les praticiens du commerce international, et notamment dans la prévention et la solution des litiges, par exemple par l'arbitrage. Ce que j'appelle « approche comparative » implique une constante ouverture d'esprit, un intérêt pour le droit étranger, une empathie pour la

de conflits dus à une insuffisante « ouverture comparative », ou à ce qu'on peut résumer, sommairement, comme des conflits de cultures juridiques (qui peuvent surgir aussi, bien sûr, entre praticiens de pays voisins, soit en Europe, soit en Afrique). Ce que je voudrais souligner ici, c'est le grand intérêt qu'il y a pour nous tous à entendre et écouter toujours davantage les vues de nos interlocuteurs et confrères des autres continents, en particulier nos interlocuteurs et amis africains.

LA : Que pensez-vous de la Bolivie et de l'Equateur, deux pays qui ont dénoncé la convention CIRDI ?

PL : C'est à chacun de ces Etats d'estimer si l'intérêt national lui commande de dénoncer ou non ladite convention (destinée, rappelons-le, à favoriser l'obtention, par les Etats, d'investissements étrangers grâce à un système de solutions pacifiques des litiges éventuels). C'est à chaque Etat de décider, par exemple, qu'il n'a pas besoin d'attirer des investissements étrangers, ou, dans le cas contraire, qu'il inspire suffisamment confiance pour pouvoir se passer du mécanisme de la Convention de Washington. Je ne vois donc pas ce qui m'autoriserait, comme juriste international, soit à critiquer, soit à approuver la décision de ces deux Etats.

LA : L'Afrique devrait-elle suivre l'exemple de ces deux pays et dénoncer la convention ?

PL : Ce que je peux dire, sur la base d'une expérience de nombreuses années de litiges internationaux, c'est que, trop souvent, des



Editeur : Editions Financières du Sud Eurl, Paris. Gérant : Koly Keita. Filiale à 100% de Les Afriques Edition et Communication SA, Genève. Administrateurs : Abderrazzak Sitail (Président), François-Eric Perquel, Dominique Flaux (Adm. délégué, directeur de la publication), Adama Wade (Directeur de la rédaction). Comité des fondateurs : Philippe Séchaud (Président). Editeurs partenaires : Atlas Publications (Maroc), Interface Media (Alger).

Directeur de la rédaction et rédacteur en chef *Finance* : Adama Wade (Casablanca). Rédacteur en chef *Economie et politique* : Ihsane El Kadi

(Alger). Rédacteur en chef *Gestion publique et coopération* : Chérif Elvalide Seye (Dakar). Rédaction : Louis S. Amédé (Abidjan), Charles Bambara (Londres), Mohamed Baba Fall (Casablanca), Said Djafer (Alger), Amadou Fall (Dakar), Walid Kéfi (Tunis).

Ont également participé à ce numéro : Achille Mbog Pibasso (Douala), Bénédicte Châtel, (Paris), Anne Guillaume-Gentil (Paris), Dominique Flaux (Genève). Avec la collaboration de Thierry Téné, directeur A2D Conseil (Lille), Guy Gweth, GwethMarshall (Luxembourg), Sambe Lo (Paris), Benjamin Flaux (Genève), d'African Investor - AI40 (Londres), de S&P MorningStar (Paris) et de CommodAfrica (Paris).

Abonnements : Les Afriques, 19 rue de Veyrier, CH-1227 Carouge Genève. Tél : +41 22 301 96 16. Fax : +41 22 301 96 10. abos@lesafriques.com ou formulaire sur www.lesafriques.com

Maquette : Jérémie Flaux. Webmaster : Christian Zanardi. Corrections : Xavier Michel, Raphael Caratsch. Impression : Rotimpres, Aiguaviva (Spain). Ecoprint, Casablanca (Maroc). Diffusion : NMPP, Sapress, Royal Air Maroc, SN Brussel, Air Algérie.

Régie publicitaire : Sequence Media SA, 19 rue de Veyrier, CH-1227 Carouge Genève (+41 22 301 96 15). Direction marketing : Benjamin Flaux (+41 78 758 77 09 benjamin.flaux@lesafriques.com). Développement international : Sambe Lo (+33 6 25 93 64 59 sambe.lo@lesafriques.com). Casablanca : Ibrahima Thiam (+212 22 23 34 77 ibrahima.thiam@lesafriques.com). Alger : Baya Saidoun (+213 21 73 49 48 baya.saidoun@lesafriques.com). Dakar : bureaudakar@lesafriques.com.

Dépôt légal : novembre 2009

© Reproduction interdite sans l'accord écrit de l'éditeur

AFRICA N°1

Nouveau sondage :
nouveau record!

Vous êtes désormais

131 000

à nous écouter
tous les jours
en Ile-de-France*



Africa n°1 en France

Paris: 107.5 / Melun : 92.3 / Mantes la Jolie : 87.6

Source : Médiamétrie Enquête 126 000 Radio Habitudes d'écoute,
cumul septembre 2008-juin 2009

*97 000 auditeurs/jour en 2007 et 129 000 auditeurs/jour en 2008



Dossier réalisé avec
le concours de

SGS

LA CONTREFAÇON EN AFRIQUE (4^E PARTIE)

Le piratage des logiciels reste élevé en Afrique

En 2008, environ 80% des logiciels en circulation sur le continent étaient piratés. Assez pour que les majors mondiales de l'industrie décident d'alterner le bâton et la carotte afin de tenter de juguler un phénomène souvent assimilé aux actes de Robin des Bois appliqués à l'espace numérique.

Par Walid Kéfi, Tunis

53 milliards de dollars. C'est le manque à gagner pour l'industrie mondiale du logiciel dû au piratage en 2008, selon la 6^e édition du rapport « Global Piracy », réalisé par le cabinet d'études IDC pour le compte de la Business Software Alliance (BSA), une organisation qui regroupe les plus puissants éditeurs mondiaux de logi-

En Afrique, un paquet de logiciels contrefaits comprenant une large palette d'outils de communication peut se négocier à quelques dollars tout au plus, contre des milliers de dollars pour le même paquet de logiciels propriétaires.

ciels comme Microsoft, IBM et Adobe. Dopé par l'énorme besoin d'informatisation dans les pays émergents, le phénomène est en plein boom. Et frappe durement le continent. Au niveau mondial, le piratage des logiciels équipant les ordinateurs personnels et professionnels est passé de 38% en 2007 à 41% en 2008, en dépit des progrès enregistrés en Chine et en Russie.

En Afrique, ce taux se situe autour de 80%, selon le rapport Global Piracy 2008, qui étudie l'étendue du phénomène et le manque à gagner qui lui est associé dans 110 pays répartis sur tous les continents. Six pays africains, dont le Zimbabwe (92%), la Libye (87%) l'Algérie (84%) et le Nigeria (83%), figurent dans le top 20 mondial des pays fortement frappés par le piratage. L'Afrique du Sud (35%), l'île Maurice (57%) et l'Egypte (59%) détiennent les plus faibles taux de piratage sur le continent.

Prix dérisoires et « acceptation » sociale

Dans la région Afrique/Moyen-Orient, le manque à gagner découlant du piratage est estimé à 2,999 milliards de dollars. « La majeure partie de ce manque à gagner résulte de l'utilisation de copies illicites de logiciels phares par des particuliers et des petites entreprises. Il est devenu une habitude dans les entreprises d'utiliser un CD pour installer un logiciel sur tous les ordinateurs, au lieu d'en acheter un pour chaque machine », précise Babou I. Diallo, directeur des PME-PMI Solutions et Partenaires de Microsoft pour l'Afrique de l'Ouest et du centre.

Selon les experts, l'essor de logiciels illicites, souvent fabriqués dans des pays dans lesquels les lois sur le *copyright* sont relativement laxistes, comme les Emirats arabes unis, l'Inde, la Chine ou encore l'Indonésie, repose essentiellement sur des prix sans commune mesure

avec les logiciels authentiques. En Afrique, un paquet de logiciels contrefaits comprenant une large palette d'outils de communication peut se négocier à quelques dollars tout au plus, contre des milliers de dollars pour le même paquet de logiciels propriétaires. A ce facteur prix, que les éditeurs de logiciels s'efforcent de reléguer au second plan en évoquant l'absence de services après-vente et le bas niveau de sécurité qu'offre un logiciel piraté, s'ajoute « l'acceptation sociale » du piratage qui reste perçue par les consommateurs comme une sorte de rébellion contre Microsoft, IBM et les autres majors mondiales de l'industrie. Le phénomène est souvent associé aux actes de Robin des Bois appliqués à l'espace numérique. Le *hacker* qui vole des produits aux « multinationales voraces » pour les proposer à des prix à la portée des populations démunies bénéficie souvent d'une bonne image.

Politique du bâton et de la carotte

Pour casser ce mythe, les éditeurs de logiciels ont ajouté un nouvel argument à leur plainte habituelle, ce sont les milliards de dollars de manque à gagner : l'arrêt du piratage entraînerait, selon eux, des créations d'emplois et des recettes fiscales supplémentaires. « Les pirates et les consommateurs de logiciels contrefaits évoquent souvent les prétextes d'une répartition plus équitable de l'accès au TIC et une volonté de mettre un terme à l'avidité des multinationales.



Le *hacker* qui vole des produits aux « multinationales voraces » pour les proposer à des prix à la portée des populations démunies bénéficie souvent d'une bonne image.

Or ils oublient que derrière, il existe plein de petites boîtes, revendeurs, distributeurs, beaucoup plus impactées », a déclaré en substance Salwa Smaoui, directeur général de Microsfot-Tunisie, lors d'une conférence de presse tenue le 30 octobre dernier à l'occasion du lancement de Windows 7 en Tunisie. Selon elle, la réduction du piratage de logiciels pourrait aussi avoir un effet bénéfique sur le chiffre d'affaires des canaux de distribution et favoriser la création de dizaines de milliers d'emplois en Afrique.

La firme fondée par Bill Gates va plus loin en estimant que, pour chaque dollar qu'elle perd en raison du piratage, les entreprises partenaires perdent 5,5 dollars. D'où un impact négatif sur le marché de l'emploi. C'est dire que les éditeurs de logiciels ne se contentent plus d'obtenir régulièrement des condamnations en justice fortement médiatisées de revendeurs indécents ou de contrefacteurs. Ils alternent désormais le bâton et la carotte pour inciter leurs partenaires à participer à la lutte contre le piratage.

6^e édition
2010

L'Internet Mobile en Afrique : Outil optimal pour l'accès web 20 ans après

LE VENDREDI 12 FÉVRIER 2010 À L'HÔTEL MÉRIDIEN ÉTOILE DE PARIS

6^{ème} édition

Meeting

Awards

La rencontre annuelle des professionnels des télécommunications



+ 225 20 30 00 71 / info@reseautelecom.com / www.africatelecompeople.com





AFRIQUE

La Corée du Sud promet d'augmenter son aide à 214 millions \$ d'ici 2012

L'aide au développement de la Corée du Sud en faveur de l'Afrique atteindra les 214 millions de dollars d'ici 2012, soit le double de son niveau actuel, a déclaré le ministre sud-coréen des Affaires étrangères, Yu Myung-hwan. « Nous avons consenti à renforcer notre partenariat en vue de soutenir l'Afrique dans l'éradication de la pauvreté et l'achèvement du développement durable, de promouvoir la prospérité des pays africains. »

Mission africaine de Fodé Sylla : un mélange des genres dénoncé

Le réseau « Sortir du nucléaire » a dénoncé un mélange des genres dans la désignation par le ministre français de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo, de Fodé Sylla, ancien président de SOS Racisme et actuellement employé de l'entreprise Areva, pour accomplir une « mission » auprès des pays africains en vue du Sommet de Copenhague. L'association n'apprécie guère qu'une « mission de la diplomatie française soit littéralement fusionnée avec les intérêts de la multinationale Areva ». « Il n'est pas difficile de comprendre que, quand M. Sylla suggère à un dirigeant africain de soutenir la France lors du Sommet de Copenhague, c'est en même temps la multinationale Areva qui laisse planer la menace de rétorsions économiques ou, au contraire, de récompenses. » Fodé Sylla (43 ans) a été chargé, en octobre dernier, de lancer des programmes de développement et de formation dans les pays d'Afrique pour le groupe nucléaire Areva. Fodé Sylla s'en défend. Il a déclaré ne pas voir « ce que le nucléaire a à voir là-dedans », et il « trouve que c'est méprisant vis-à-vis de l'Afrique de le penser ».

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Baisse du nombre d'infections au VIH/sida

Selon l'ONUSIDA et l'OMS, la région de l'Afrique subsaharienne a enregistré une baisse de l'ordre de 15% du nombre des nouvelles infections au VIH en huit ans. Selon le rapport 2009 de ces deux organisations onusiennes, depuis 2001 le nombre des nouvelles infections en Afrique subsaharienne « a baissé approximativement de 15%, soit environ 400 000 nouvelles infections de moins en 2008 ».

AFRIQUE DU SUD

Reprise attendue de l'économie en prévision de la Coupe du Monde

Les dépenses de l'Afrique du Sud pour accueillir la Coupe du Monde 2010 ont permis un rebond dans le secteur manufacturier et une légère relance de l'économie, qui est sortie de sa récession pour la première fois en 17 ans au troisième trimestre 2009. Le pays a enregistré une croissance économique de l'ordre de 0,5% au troisième trimestre

2009. Le secteur manufacturier, qui représente 14% du produit intérieur brut (PIB), a plongé à 10,9% à la suite de la baisse des dépenses de consommation et des exportations. La construction a augmenté de 12,2% durant la même période. C'est le fruit des 115 milliards de dollars d'investissements étalés sur trois ans pour construire une liaison ferroviaire à grande vitesse à Johannesburg, ériger des stades et construire des routes.

ALGÉRIE

Algérie : vers l'adoption d'une loi pour réduire la consommation de carburant

Des experts ont préconisé une loi imposant des normes pour les véhicules introduits en Algérie pour réduire la consommation de l'essence et du gasoil. La loi devra obliger les concessionnaires et les constructeurs à fournir toutes les spécifications sur la quantité de carburant consommée chaque 100 km. Selon le ministre de l'Energie, Chakib Khelil, la consommation nationale de carburant a atteint les 11 millions de tonnes en 2008, soit un million de tonnes de plus que l'offre disponible localement. La différence a été importée. Durant les 9 premiers mois, 567 000 tonnes de carburant ont été importées pour un coût de 267 millions de dollars. Les prévisions font état d'une consommation de 15 millions de tonnes d'ici 2019.

32 milliards \$ d'importations à fin octobre 2009

Selon les récents chiffres du Centre national de l'informatique et des statistiques (CNIS) des Douanes algériennes, les importations ont atteint 32 milliards de dollars au terme des dix premiers mois de l'année en cours. A noter que, pour l'ensemble de l'année 2008, les importations avaient totalisé plus de 40 milliards de dollars. Le groupe des biens d'équipement industriel occupe le premier rang avec 39,02% (12,72 milliards de dollars), soit une hausse de 24,31% par rapport à la même période de 2008. Les biens d'équipement agricole ont atteint 198 millions de dollars (33,19% du total des importations), et la part du groupe des demi-produits est de 25,34%, soit 8,26 milliards de dollars, ce qui correspond à une hausse de 1,01%.

BÉNIN

Un pétrolier attaqué au large des eaux territoriales

Le pétrolier « Cancale Star », battant pavillon du Liberia, a été attaqué par des pirates au large du Bénin. Un ingénieur ukrainien a été tué dans cette opération et le contenu du coffre-fort a été subtilisé, selon le capitaine de frégate Maxime Ahoyo, chef de la marine béninoise. L'équipage a réussi à capturer un pirate qui se dit Nigérien.

BURKINA FASO

Restructuration des entreprises en difficulté

Un programme de restructuration des sociétés industrielles en

difficulté et menacées de fermeture a été annoncé par le ministre du Commerce, de la Promotion de l'entreprise et de l'Artisanat du Burkina Faso, Mamadou Sanou. Le montant consacré à cette opération s'élève à plus de 13 milliards FCFA (environ 26 millions de dollars).

CONGO RDC

RDC : la BADEA aide à réhabiliter des infrastructures scolaires

Un montant de 6 millions de dollars a été consenti par la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA) pour aider à la réhabilitation des infrastructures scolaires en République démocratique du Congo. Le projet concerne 16 écoles de 345 classes.

CÔTE D'IVOIRE

L'UE accorde 13 milliards FCFA

Pour améliorer l'approvisionnement en eau potable dans trois villes de la Côte d'Ivoire, l'Union européenne a accordé un financement de 13 milliards FCFA. Les villes concernées par ce projet sont Daloa (centre-ouest), San Pédro (sud-ouest) et Tabou (sud-ouest). Le coup d'envoi des travaux a été donné par le président Laurent Gbagbo le 21 novembre à San Pédro, la deuxième ville portuaire du pays.

EGYPTE

Les Egyptiens appelés à choisir la forme de subvention du pain

Les citoyens égyptiens seront autorisés à choisir leur forme préférée de subvention du pain, selon le ministre de la Solidarité sociale, Ali Moselhy. Les citoyens pourront être autorisés à choisir entre la réception des subventions en espèces, à raison de 13,5 LE par mois, pour acheter du pain à son prix réel, ou l'acheter directement à un prix subventionné. Les subventions alimentaires représentent environ 25% des subventions totales, et environ 60% va à l'énergie. Les subventions sur le blé et le maïs représentent à elles seules 16%.

GAMBIE

Appel à un sommet Afrique-Iran

Un communiqué commun entre le président gambien Yahya Jammeh et le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, qui a effectué une visite en Gambie, a recommandé la tenue d'un sommet Iran-Afrique dans le cadre de l'Union africaine (UA). Le communiqué évoque également la volonté des deux pays « de renforcer leurs excellentes relations » et réitérè « leur conviction à lutter contre toutes les formes de menace à la paix mondiale, à la sécurité et au progrès, et d'œuvrer à la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies ».

Signature d'un accord commercial avec les Etats-Unis

La Gambie et les Etats-Unis ont signé un accord pour la promotion des investissements et du commerce bilatéral. Le protocole d'accord, dont les quatre signataires sont l'ambassadeur des Etats-Unis à Banjul, le Ministère du commerce, de l'industrie et de l'emploi, Trust Bank Limited et Ecobank Gambia Limited, fait suite aux recommandations d'un forum sur les affaires et l'investissement organisé et sponsorisé par l'ambassade. La Trust Bank Limited et Ecobank accompagneront, dans le cadre de cet accord, les PME pour conclure des accords commerciaux avec des entreprises américaines.

LIBYE

Une banque agricole commune avec la Turquie

Le guide libyen Mouammar Kadhafi a reçu le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, venu en visite officielle en Libye à la tête d'une délégation de 150 hommes d'affaires. Selon son homologue libyen, Baghdadi Al Mahmoudi, les discussions ont porté sur les « moyens de promouvoir les investissements mixtes » et les échanges commerciaux entre les deux pays. Il a été question de créer une banque agricole commune, dotée d'un capital d'un milliard de dollars.

GUINÉE

La candidature de Camara « pas discutable »

La candidature du chef de la junte militaire au pouvoir en Guinée, le capitaine Moussa Dadis Camara, à l'élection présidentielle, ne fait pas l'objet des discussions dans le cadre de la médiation du président burkinabé Blaise Compaoré. « Il y a des points qui ne sont pas discutables. C'est la candidature du président de la République (Dadis Camara) à la présidentielle. Nous ne sommes pas d'accord pour l'exclusion, ni pour la dissolution du CNDD (Conseil national pour la défense de la démocratie et le développement) », a déclaré Idrissa Chérif, ministre chargé de la Communication auprès du chef de la junte. De leur côté, les Forces vives de Guinée (opposition) ont rejeté les propositions de sortie de crise du médiateur, prévoyant le maintien du chef de la junte durant une période de transition de 10 mois.

Le médiateur propose à la junte de diriger un gouvernement de transition

Le médiateur dans la crise guinéenne, le président burkinabé Blaise Compaoré, a proposé à la junte militaire de diriger un gouvernement de transition. Le Premier ministre devrait être issu des Forces nouvelles (opposition démocratique). Par la même proposition, Dadis Moussa Camara, le chef de la junte, pourrait être autorisé à se présenter aux élections prévues l'année prochaine. Alors que la junte a réagi positivement à ces propositions, les partis de l'opposition les ont rejetées à l'unanimité.

GUINÉE-BISSAU

Croissance et stabilité macro-économique

Selon la Banque africaine de développement (BAD), la Guinée-Bissau a retrouvé la croissance et la stabilité macroéconomique à travers une amélioration dans la gestion des finances publiques dans le pays. « Nous saluons les efforts du gouvernement de Bissau, notamment le ministre de l'Economie et celui des Finances qui ont bien su gérer les ressources mises à leur disposition », a déclaré un représentant de l'institution financière.

Selon lui, « une équipe technique (de la BAD) va être désignée pour appuyer le gouvernement à mettre en place les outils macroéconomiques devant aboutir à la préparation du programme que le FMI compte mettre en place à moyen terme ».

KENYA

Kenya : le procureur de la CPI veut enquêter sur place

Les juges de la Cour pénale internationale (CPI) ont été sollicités par le procureur Luis Moreno-Ocampo, qui demande l'autorisation d'enquêter sur les violences postélectorales survenue au Kenya fin 2007. « J'ai demandé aux juges de la CPI l'autorisation d'ouvrir

une enquête sur les violences qui ont suivi les élections en 2007 », a déclaré Ocampo, pour qui l'enquête « se concentrera sur ceux qui portent la plus grande responsabilité, qui ont organisé, planifié et encouragé les attaques ». Le procureur de la CPI considère qu'il y a eu « une attaque généralisée et systématique » contre la population civile et « crimes contre l'humanité comme des viols, des meurtres, des transferts forcés et des actes inhumains ».

MAROC

Le lancement de la chaîne amazighe est prévu fin décembre

Annoncée en décembre 2007, la nouvelle chaîne de télévision généraliste amazighe sera opérationnelle fin décembre de cette année. 70% des programmes de la chaîne, qui sera également transmise par la TNT et le satellite, seront diffusés en langues tachelhit, tarifit et tamazight, alors que les 30% restants seront diffusés en arabe. Certains programmes seront doublés ou sous-titrés en amazigh. Un budget de 500 millions Dh, prélevé sur le Fonds de promotion du paysage audiovisuel marocain (FPPAM), sera consacré pour une période de quatre ans.

Signature de six conventions pour 104 millions d'euros avec la Belgique

Six accords de partenariat pour des investissements ont été signés avec la Belgique pour un montant global de 104 millions d'euros. Les secteurs concernés sont les énergies renouvelables, l'assainissement et les produits pharmaceutiques. Ainsi, un montant de 100 millions d'euros sera consacré à la construction d'une station d'assainissement à Marrakech. 2 millions d'euros seront consacrés à l'entretien des machines du site Samir/Maintenance Partners-Mitsubishi de Mohammedia. Une enveloppe d'un million d'euros ira à l'extension de la clôture de sécurité du port TangerMed 1. Un projet de distribution de produits pharmaceutiques au Maroc bénéficiera d'un budget de 300 000 euros.

MOZAMBIQUE

Politique de réduction vis-à-vis de la dépendance de l'aide étrangère

Les autorités du Mozambique veulent réduire de 52 à 45% le

niveau de l'aide étrangère destinée au budget en 2010. Selon le ministre de la Planification et du Développement, Aiuba Cuereneia, le plan du gouvernement vise à réduire cette dépendance de ses 19 principaux bailleurs, dont la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD). Sur un budget de l'Etat pour l'année 2010 estimé à 4 milliards de dollars, près de la moitié, soit 1,78 milliard de dollars, provient des bailleurs de fonds étrangers.

SÉNÉGAL

Le taux de croissance va baisser en 2009, selon le FMI

Selon le Fonds monétaire international (FMI), le taux de croissance économique au Sénégal va atteindre environ 1,25% pour cette année 2009, contre 2,5% en 2008, en conséquence de la « crise financière mondiale et des chocs intérieurs ». Un récent rapport du Fonds prévoit également que la reprise mondiale attendue devrait aider à « une accélération de la croissance, qui serait portée à environ 3,5% en 2010 ».

Wade soutient l'Iran

Le président Abdoulaye Wade a exprimé son « soutien à l'Iran » dans le dossier du nucléaire, à l'occasion d'une visite de Mahmoud Ahmadinejad, en relevant que Téhéran a toujours dit que son programme d'enrichissement d'uranium était pacifique. « Je lui ai dit (à Ahmadinejad) que le Sénégal était contre la prolifération des armes atomiques, c'est une position bien connue, mais dans le cas de l'Iran, je prends acte du fait que le président de l'Iran, pour la énième fois, me dit que son pays est simplement en train de développer l'uranium à des fins pacifiques. » « Les commissaires de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sont venus, ils n'ont rien trouvé. Vous savez, en droit (...), c'est celui qui accuse qui doit apporter la preuve (...). Or dans le cas de l'Iran, on n'a rien trouvé jusqu'à présent », a assuré M. Wade. Le président iranien achevait au Sénégal une tournée en Afrique et en Amérique du Sud.

ZIMBABWE

Zimbabwe : des opposantes distinguées par Obama

L'organisation Women of Zimbabwe Arise, opposée au président zimbabwéen Robert Mugabe, a obtenu le prix Robert F. Kennedy des droits de l'Homme, attribué par le président américain Barack Obama. « Il n'en faut pas beaucoup pour qu'elles se retrouvent face aux policiers anti-émeute de Mugabe », a dit Obama à Washington lors de la cérémonie organisée pour honorer Magodonga Mahlangu, la présidente de Women of Zimbabwe Arise (WOZA).

RWANDA

Soutien canadien à l'adhésion rwandaise au Commonwealth

Le Rwanda bénéficie du soutien du Canada à la candidature pour rejoindre les 53 membres du Commonwealth. Le Ministère canadien des affaires étrangères et du commerce international affirme que son pays est « favorable à l'adhésion du Rwanda au Commonwealth ». « Le Commonwealth est bien placé pour aider le Rwanda dans le renforcement de ses institutions démocratiques », affirme la même source. La plupart des pays membres du Commonwealth ont fait partie de l'Empire britannique.

Mais qui, en Afrique, connaît le plan Justice-Climat de M. Borloo ?

Lors de la rencontre organisée par les Ateliers de la Terre, qui s'est tenue du 26 au 28 novembre à Deauville (France), les ministres africains ont soufflé le chaud et le froid. Devant les caméras, les autorités africaines ont soutenu et appuyé le plan Justice-Climat porté par la France en marge des négociations climatiques, mais en aparté le discours est différent...

Par Thierry Téné, A2D Conseil

Comme l'a rappelé à Deauville Salifou Sawadogo, ministre de l'Environnement et du Cadre de vie (Burkina Faso), « la proposition française Justice-Climat est saluée (par les Africains), car c'est un engagement fort en direction des pays en voie de développement. C'est une proposition que les Africains soutiendront à Copenhague. » En conférence de presse, l'un des ministres n'a pas hésité à affirmer que « la France devra être l'avocat de l'Afrique à Copenhague ». Rappelons

que le plan français, qui prévoit notamment l'indépendance énergétique de l'Afrique, n'avait ni l'accord de l'Union européenne, ni de garantie de financement, et encore moins l'accord de l'Union africaine qui a mandaté le Premier ministre éthiopien Meles Zenawi pour être son représentant à Copenhague, étrangement absent de Deauville.

Nous avons interrogé le ministre d'Etat français sur la portée réelle de son projet et la défense des Africains. Jean-Louis Borloo a expliqué qu'il s'agissait d'un plan soutenu par plusieurs

pays, qu'il n'était nullement question de parler à la place des Africains, mais de joindre les efforts pour soutenir le continent. Le ministre d'Etat français a sûrement raison d'être prudent, car, hors caméra et sous couvert d'anonymat, rares sont les décideurs africains qui accordent du crédit à son plan Justice-Climat. Même s'ils reconnaissent que le projet n'est pas en contradiction avec la résolution de l'Union

africaine et qu'il est intéressant, notamment pour l'indépendance énergétique et la gestion durable des forêts, les ministres africains le soutiennent du bout des lèvres. En aparté, l'un d'eux a d'ailleurs affirmé que les Chinois, plus pragmatiques et prêts à mettre les « chèques » sur la table, avaient les faveurs de l'Afrique. Un autre nous a confié en privé que « l'Afrique n'est pas au courant du plan Borloo ».

La drôle de mission de M. Borloo à Fodé Sylla

Sur la scène du cinéma du Casino de Deauville, cet après-midi du 26 novembre, M. Fodé Sylla, fraîchement nommé ambassadeur pour Copenhague auprès des pays africains, brandit la lettre datée du 18 novembre qu'il a reçue. C'est dans un communiqué de presse daté du 19 novembre que cette mission avait été évoquée : « Après avoir accompagné le ministre Jean-Louis Borloo à l'occasion du Forum mondial du développement durable à Ouagadougou le mois dernier, monsieur Fodé Sylla est sollicité pour sa connaissance du monde africain et de ses dirigeants afin d'appuyer l'action du ministre dans la préparation de la conférence de Copenhague. » La première interrogation porte sur les délais dont dispose le chargé de mission pour préparer une manifestation qui aura lieu dans à peine trois semaines, soit précisément du 7 au 18 décembre. La deuxième question porte sur la mission réelle de l'ancien prési-

dent de SOS Racisme. D'un point de vue diplomatique, quel est le poids politique dont l'ancien député européen dispose pour négocier avec des ministres africains. Même s'il venait à obtenir un accord, comment serait interprété un partenariat conclu entre un Etat et un cadre de la grande entreprise française Areva ? Au-delà de nombreuses accolades amicales devant les caméras de télévision et les flashes des photographes, le rôle que Fodé Sylla pourrait jouer auprès des décideurs africains reste pour le moins flou. S'il peut permettre aux ministres que nous avons rencontrés d'obtenir des financements supplémentaires auprès de la France, ils ne diront pas non. Au-delà, eux-mêmes ne semblent pas trop au courant du contenu exact de la feuille de route du nouveau chargé de mission, notamment dans le cadre des négociations climatiques dont les processus de décision se situent au niveau des présidences des Etats.

Les points importants

En route pour Copenhague, les autorités africaines ont pointé les avancées obtenues et les nombreux points de blocage qui menacent l'obtention dans la capitale danoise d'un accord chiffré sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Points d'accord :

- L'année de référence pour les calculs des réductions (base 1990 de référence : décennie la plus chaude) sauf pour les Etats-Unis et la Chine.
- Durée de l'engagement (années de projection 2020-2030) à la prise des mesures de réduction significative : évaluation des impacts socioéconomiques

Points de désaccord :

- Ecart entre les engagements annoncés et ceux de la science
- Les Etats-Unis s'engagent à réduire leur émission de 4 à 6% par rapport à l'année 1990. L'Union européenne s'engage à réduire ses émissions de 20% à l'horizon 2020, voire 30%

en cas d'accord à Copenhague. La Chine 40 à 45% (sans préciser l'année de référence), la Russie propose 10 à 15% de réduction. Alors que les experts estiment qu'il faut des engagements de réduction des émissions de 30% à 40% par rapport à 1990.

Les points difficiles :

- Engagements chiffrés des USA en matière d'émissions
- Les pays industrialisés demandent des engagements chiffrés aux pays émergents qui refusent
- Immobilisme sur le texte : certains demandent le maintien de la convention alors que les Etats-Unis et l'Australie souhaitent un nouvel accord, différent de Kyoto.

Pour le financement, la proposition mexicaine de taxer les pays en fonction des émissions réelles par habitant et du PIB (produit intérieur brut) est en bonne voie.

Blair, le cynisme dans une démocratie au-dessus de tout soupçon

Tony « Bliar », le « caniche de Bush »... L'ancien Premier ministre britannique passe de mauvais jours. Non seulement il ne sera pas le président de l'Europe, mais il devra faire un effort de mémoire sur les mensonges qu'il a abondamment servi pour justifier la guerre en Irak en 2003.

Par Sana Harb, Alger

En une semaine d'auditions, la commission d'enquête destinée à faire la lumière sur l'engagement du Royaume-Uni a déjà accumulé des révélations qui confirment ce que les opposants à la guerre ne cessaient de proclamer : le

Le principal conseiller juridique du gouvernement britannique, silencieux jusque-là, dit avoir informé Tony Blair, dès 2002, que « renverser Saddam Hussein serait contraire aux lois internationales ».

Premier ministre savait qu'il n'y avait ni armes de destruction massive, ni armes chimiques. Le choix de la guerre, scellé « dans le sang », dans le ranch de George W. Bush en avril 2002, ne se justifiait pas en termes de « menaces » contre les intérêts occidentaux. Tony Blair avait même été informé qu'une guerre contre l'Irak était contraire au droit international. Les éléments déjà accumulés par la commission d'enquête présidée par Sir John Chilcot, dont l'utilité, voire l'indépendance, laissait quelque peu sceptique, ne sont pas des révélations fracassantes. Ils

confirment néanmoins que le choix de la guerre avait été pris de longue date et que l'action politico-diplomatique ne servait qu'à le justifier. Le plus fascinant est de constater que, même dans une démocratie aussi ancrée que la Grande-Bretagne, les instruments d'évaluation de l'Etat, ses services, sa diplomatie et ses juristes, peuvent être contraints à fabriquer des preuves et des arguments à des décisions préalablement prises par le pouvoir. Le très éloquent Tony Blair voulait être dans la guerre de Bush, toute son administration devait apporter sa contribution en ce sens... Et participer à la subornation de l'opinion britannique pour la convaincre que faire tomber le régime de Saddam Hussein était primordial pour sa propre sécurité.

Schizophrénie

La schizophrénie des hauts cadres qui savent, mais se taisent, ou disent le contraire de la vérité, est une banalité dans les régimes totalitaires, on la découvre dans les coulisses d'un gouvernement britannique étrangement soumis à la passion guerrière ou bushienne de Tony Blair. En témoignent les révélations de Peter Goldsmith, à l'époque procureur général, publiées dans l'édition dominicale du *Daily Mail*. Le principal conseiller juridique du gouvernement britannique, silencieux jusque-là, dit avoir informé Tony Blair, dès 2002, que « renverser Saddam Hussein serait contraire aux lois internationales ». Il avait

envoyé une lettre après une réunion du cabinet le 23 juillet 2002 au cours de laquelle les ministres ont été informés de la détermination de Londres et de Washington à assurer un « changement de régime » en Irak. « La guerre ne pouvait être justifiée sur les simples bases d'un changement de régime », indiquait Peter Goldsmith qui soulignait également que si les règles de l'ONU permettent « une intervention militaire sur la base de la légitime défense », elles ne s'appliquent pas au cas de l'Irak, car la Grande-Bretagne n'est pas menacée par Saddam Hussein...

« Fou furieux »

La lettre de Peter Goldsmith aurait rendu Tony Blair « fou furieux ». Pourtant, Peter Goldsmith devra abdiquer face aux pressions. Il est même contraint d'humilier son intelligence juridique en fournissant, à la veille du début de la guerre contre l'Irak, en mars 2003, un argumentaire juridique pour la justifier. La révélation de la lettre de Goldsmith montre clairement que, contrairement à ses affirmations, Tony Blair a décidé de suivre Bush un an avant le lancement de l'invasion de l'Irak, et non quelques semaines avant mars 2003. Le ralliement de Blair à la guerre de Bush est daté d'avril 2002, par le témoignage de Sir Christopher Meyer, ancien ambassadeur britannique à Washington. L'ambassadeur a remarqué qu'au lendemain de discussions privées avec Bush dans son ranch texan de Crawford, Tony

Blair s'est mis à parler pour la première fois d'un « changement de régime à Bagdad ». La décision était donc prise en avril 2002, il ne restait plus qu'à organiser le cirque de la propagande de la guerre, comme d'affirmer que Saddam Hussein disposait d'armes de destruction massive et qu'il pouvait les déployer en 45 minutes.

Menteurs, imprévoyants et incompetents

Les premières auditions de la commission Chilcot montrent non seulement que la guerre était préméditée de longue date, mais également que rien n'avait été prévu pour l'après-invasion. « Il n'y avait aucun détail sur ce qu'il fallait faire une fois que Bagdad et Bassora seraient tombées et que le régime aurait été chassé du pouvoir », note un rapport du Ministère britannique de la défense. Les fauteurs de guerre étaient non seulement des menteurs, mais aussi des gens imprévoyants et incompetents. « L'une des choses à laquelle on doit s'habituer quand on gouverne consiste à prendre des décisions et à en accepter les conséquences », a répondu Tony Blair dans un entretien au journal *El Pais*. La commission Chilcot n'est pas un tribunal et certains doutent même qu'elle serve à quelque chose. Pourtant, à l'heure où la propagande pour la guerre contre l'Irak est sur le mode *crescendo*, l'étalage de ce mélange de cynisme politique et d'abdication de clercs qui a causé le carnage irakien n'est pas inutile.

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI



Marrakech-Maroc
16-20 décembre 2009

« La réponse des collectivités locales et régionales d'Afrique
à la crise globale : promouvoir le développement local durable et l'emploi »

MARRAKECH

LE CŒUR BATTANT DE L'AFRIQUE EN MOUVEMENT !

Marrakech-Maroc, 16-20 décembre 2009



La crise globale nécessite que toutes les régions du monde redéfinissent leurs stratégies de développement et leur insertion dans l'espace de l'économie mondialisée. À l'instar des autres régions du monde, l'Afrique est interpellée pour apporter sa contribution à cet effort commun de réflexion stratégique. Au Sommet Africités à Marrakech, l'Afrique va avancer des propositions susceptibles d'apporter des réponses efficaces à la crise actuelle. Rendez-vous du 16 au 20 décembre 2009 au Sommet Africités et au Salon Citexpo à Marrakech, le cœur battant de l'Afrique en mouvement.

WWW.AFRICITES.ORG

